

Le Japon va renforcer son potentiel militaire

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvillier

Directeur : André Laurens

3,50 F

Abonnement 1 an : 350 F (hors taxes) ; 2 ans : 650 F (hors taxes) ; 3 ans : 950 F (hors taxes).
Tous les abonnements sont payables à l'avance.
Les abonnements sont envoyés en France par la poste en recommandé.
Les abonnements étrangers sont envoyés en recommandé avec avis de réception.
Les abonnements sont envoyés en France par la poste en recommandé.
Les abonnements étrangers sont envoyés en recommandé avec avis de réception.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les États-Unis et le sous-continent indien

La visite officielle qu'entame mercredi 28 juillet à Washington M^{me} Indira Gandhi est la première du chef du gouvernement indien depuis 1971. De nombreuses divergences persistent entre les deux plus grandes démocraties du monde : sur le refus de New-Delhi de se joindre aux condamnations de l'intervention soviétique en Afghanistan ; à propos du Proche-Orient, sur la reconnaissance par l'Inde de l'OLP ; en Asie du Sud-Est sur les relations diplomatiques établies par l'Inde avec le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh ; sur la vente au Pakistan d'avions américains F-16, geste qualifié par New-Delhi d'« inacceptable » ; sur le refus par Washington, enfin, de fournir de l'uranium enrichi au réacteur de Tarapur tant que l'Inde — puissance nucléaire depuis 1974 — refuse d'autoriser l'inspection de ses installations.

Le tableau des relations indo-américaines est cependant moins sombre qu'il n'y paraît. Mme Gandhi et le président Reagan s'étaient personnellement bien entendus lors du sommet de Cancun. Après son retour au pouvoir en 1980, le premier ministre indien a d'ailleurs choisi de commencer sa visite des deux « super-puissances » par les États-Unis et non par l'U.R.S.S., avec laquelle ses relations, depuis l'invasion de l'Afghanistan, ne sont plus ce qu'elles étaient. Les Américains, pour leur part, apprécient les efforts de New-Delhi pour développer le secteur privé de son économie, même s'ils réduisent considérablement leur contribution à la Banque mondiale et incitent l'Inde à s'adresser aux marchés financiers.

En dépit du poids du « lobby » pro-soviétique à New-Delhi, Mme Gandhi s'attache à resserrer des liens longtemps distendus avec les États-Unis. Au même moment le Pakistan, partenaire privilégié des Américains dans le sous-continent, vit sous la dictature instable et imprévisible du général Zia Ul Haq, et sous la menace d'un débordement de conflit afghan sur son territoire, qui abrite déjà plus de deux millions de réfugiés. Se sentant menacé, le régime d'Islamabad tente par tous les moyens — et sans l'aide des États-Unis — de se doter lui aussi de l'arme nucléaire. Après de difficiles marchandages, il a obtenu de Washington une aide militaire accrue, nécessaire sans doute pour renforcer son potentiel le long de la frontière afghane, mais que New-Delhi estime menaçante pour sa propre sécurité. M. Reagan devra s'efforcer de dissiper ces inquiétudes.

Récemment, Américains et Soviétiques se sont rencontrés à Moscou pour échanger des vues sur une solution politique au problème afghan, laquelle, pour Washington, passe par le retrait du corps expéditionnaire du Kremlin. Ces premiers contacts n'ont rien donné, mais ils pourraient indiquer que les deux Super-Grands — si éloignés qu'ils soient leurs positions — entendent ne pas rompre le dialogue. Pas plus qu'en Indochine, les Américains n'acceptent le fait accompli en Afghanistan.

En soutenant les efforts d'ouverture vers l'Occident de Mme Gandhi — qui recevra en novembre M. Mitterrand, — en armant le Pakistan, tout comme en fournissant du matériel militaire à la Chine et en poussant le Japon à développer ses forces d'auto-défense, les États-Unis poursuivent toujours le même objectif, fondamental pour le président Reagan : non seulement « contenir » l'Union soviétique, mais l'affaiblir.

L'impasse au Liban Les Israéliens accroissent leur pression sur Beyrouth-Ouest

Les pressions de l'armée israélienne sur Beyrouth s'accroissent. Outre les bombardements intensifs, par air et par mer qui ont atteint ce mardi 27 juillet en début d'après-midi une zone résidentielle de la capitale libanaise, les Israéliens prennent une nouvelle fois Beyrouth-Ouest d'eau et d'électricité. Un porte-parole du gouvernement libanais estime qu'Israël cherche « apparemment » avec l'accord de Washington « à obtenir » la capitulation inconditionnelle de M. Arafat. Ce dernier a déclaré lundi soir que le retrait de ses forces était « hors de question » et qu'elles étaient « prêtes à lutter jusqu'à la mort ».

Les tentatives de l'émisaire américain, M. Philip Habib, pour obtenir l'adoption des résolutions des Nations unies concernant le Liban, ont été marquées par le refus de Washington, le lundi 26 juillet, de prendre en considération le « document Arafat » dans lequel le chef de l'OLP affirmait qu'il acceptait « toutes les résolutions de l'ONU concernant les Palestiniens ». La Maison Blanche, en effet, exige que la centrale palestinienne reconnaisse sans ambages le droit d'Israël à l'existence.

M. Habib est arrivé ce mardi à Jérusalem où il doit être reçu par M. Begin.

Le refus de Washington

La déclaration de la Maison Blanche frappe par son laconisme et son ton comminatoire. Le gouvernement américain ne veut pas de l'OLP par Israël en vue de l'amorce d'un processus de paix.

La position de Washington s'écarte de celle de Jérusalem dans la mesure où le gouvernement américain se déclare prêt à prendre langue avec la centrale palestinienne dans le cas où celle-ci aurait rempli les conditions posées.

L'interprétation qu'il faudrait donner au « document Arafat » suscite débats et polémiques à travers le monde, en particulier aux États-Unis où la presse a fait état des divergences qui se sont manifestées au sein même de la délégation parlementaire américaine qui a été reçue par le président de l'OLP.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Brouillon

« Insuffisant », « confus », « peut mieux faire », « un peu court », « manque d'originalité », « mal dit ». Les Américains n'ont pas tardé à noter la copie rédigée par M. Arafat sous l'œil d'un commissaire trop bienveillant. Un brouillon d'une rédaction qu'on espérait plus élaborée, plus nette. Un brouillon de peu d'effet. Les Israéliens aussi lui ont rendu sa copie, avec un zéro pointé. Sur Beyrouth-Ouest. BRUNO FRAPPAT.

La Corse dans l'isolement

Depuis le 25 juillet, date de l'ouverture de la campagne officielle, la Corse prépare « ses » élections. En effet, le dimanche 8 août, il se prononcera, selon la règle du scrutin de la représentation proportionnelle, sur l'élection de l'assemblée de Corse, qui doit comprendre soixante et un membres. Mille trente-sept candidats, inscrits sur dix-sept listes, sont engagés dans la bataille.

Dans une série de trois articles, nous analyserons le climat dans lequel se déroule cette campagne et ce que l'île peut escompter de l'élection de cette première assemblée.

I. — La dame de fer de Piedicroce

Piedicroce (Haute-Corse). Ici, on ne plaisante pas avec les élections. Ici comme ailleurs, comme dans tous ces villages corse où on a la politique dans la tête et dans le sang, Piedicroce, avec ses vieilles maisons ocre et

gris fiabées sur un flanc de la Castagniccia, n'échappe pas à la règle.

De notre envoyé spécial LAURENT GREILSAMER

Le maire en convient : « Nous sommes des citoyens à part géographique, bien sûr. Mais que l'on règle le problème des transports ! »

(Lire la suite page 7.)

L'ÉVOLUTION DE LA PHYSIQUE

La grande chasse aux particules

La vingt et unième conférence internationale de physique des hautes énergies réunit cette semaine mille deux cents participants au centre universitaire Assas, à Paris. On y trouve tous les deux ans dans un pays différent, cette réunion des meilleurs spécialistes mondiaux se tient en France pour la première fois. On y commente les découvertes du présent, assez rares dans le domaine expérimental — mais il y a des espoirs dans l'avenir proche — et plus nombreuses en physique théorique. On y suppose ce que pourraient être celles du futur.

Mais il a surtout été question des découvertes du passé, au cours d'un colloque qui a précédé immédiatement la conférence, à Paris aussi, et qui s'est consacré à l'histoire de la physique des particules — plus précisément dans la période comprise entre 1930 et 1960.

L'idée était simple : demander à ceux qui ont été actifs pendant cette période, et dont beaucoup sont encore vivants, de raconter comment ils ont travaillé, comment ils ont conçu et réalisé leurs expériences, vécu cette « chasse aux particules », dégagé des concepts qui paraissent maintenant bien naturels, mais qui étaient à l'époque parfaitement instables.


Les deux dates limites sont des

deux premières particules artificielles — le neutron existe dans les noyaux, mais pas à l'état libre. 1930, c'est la floraison des résonances, ces particules massives qu'on va bientôt compter par centaines, ce qui conviendra les physiciens des particules dites « élémentaires » sont certainement composées de. Leurs constituants — les quarks — ne sont plus loin.

1950, c'est aussi l'invention par Ernest Lawrence du cyclotron dont dérivent tous les accélérateurs actuels. Mais il faudra vingt ans pour que soient atteintes des énergies permettant de créer de nombreuses particules. Avant la seconde guerre mondiale et aussitôt après, l'outil de découverte essentiel est le rayon cosmique : les physiciens observent ces particules très riches en énergie qui viennent de l'espace interstellaire, ou plutôt des « gerbes » qu'elles créent en heurtant des noyaux dans la haute atmosphère, et où ils ramassent un peu de tout, isolant progressivement les mésons — au sens initial : des particules de masse comprise entre celle de l'électron et celle du proton — puis ces particules qu'ils qualifieront d'« étranges ».

Bruno Rossi, qui fut un des premiers chasseurs de particules, a rappelé comment les découvertes ont suivi régulièrement le progrès des techniques.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 8.)



MIRABEAU

Guy Chausinand Nogaret



RASPOUTINE

André Amalrik

La biographie vivante et colorée d'une des figures les plus fascinantes de la Révolution.

70 F

Raspoutine avait sa légende. Amalrik fait son histoire avec son regard d'homme indépendant.

70 F

AU SEUIL

Grundig prend le contrôle de Telefunken

La société allemande Grundig va prendre le contrôle de Telefunken, filiale du groupe A.E.G. spécialisée dans la radio-télévision.

Nouvelle étape dans le processus de démantèlement de l'A.E.G., le second groupe allemand de l'industrie électrique et électronique (14,8 milliards de DM de chiffre d'affaires) (1) : Grundig, numéro un outre-Rhin de l'électronique grand public, va prendre une participation de 51 % dans Telefunken, la division de A.E.G. spécialisée dans la radio-télévision, la hi-fi et les magnétoscopes, qui a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de DM, mais enregistré des pertes de 647 millions.

Les difficultés d'A.E.G. ne datent pas d'hier. Les causes en sont connues : une dispersion des efforts au début des années 70, une sérieuse déconvenue dans le nucléaire, des déboires dans l'informatic, une taille insuffisante pour résister aux coups de boutoir japonais dans l'électronique grand public, le marasme de l'électro-ménager.

Les défilés se sont donc succédés : 2,2 milliards de DM en quatre ans. Pour tenter de rétablir la situation, les dirigeants d'A.E.G. et les grandes banques qui contrôlent depuis 1979 60 % du capital, et qui ont prêté 5 milliards de DM (13 milliards de francs) ont multiplié les suppressions d'emplois et les cessions d'activités.

Un plan de redressement, baptisé « A.E.G. 83 » prévoit le regroupement des activités du groupe en trois branches. La première, A.E.G. Technik, se consacrera aux activités électrotechniques, notamment la fabrication des turbines. Des négociations sont en cours avec le groupe britannique General Electric Cy pour l'entrée de ce dernier dans le capital de A.E.G. Technik.

La seconde, A.E.G. Konsum regroupera la production industrielle d'appareils ménagers. La troisième, Telefunken, reprendra les activités électroniques grand public. C'est donc Grundig qui en assurera la direction. A.E.G. conservera une participation de 49 %.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 22.)

(1) 1 DM = 2,78 F.

par JEAN SUR (*)

Des hommes du souterrain

Ce sont des « sortes d'animateurs sociaux », comme on disait récemment dans ces colonnes, avec un charmant mépris, Danièle et Alain Guillerm. Les formateurs dont je parle ne refusent le dialogue avec personne, absolument personne, mais à la condition expresse de rester libres en face de tout pouvoir. Ce sont des fans de l'individualité, c'est-à-dire de la relation, les ennemis jurés de la foule, du massif, du servage — même vertueux — du groupe — le fléau de la différence et de l'individualisme. Il me semble qu'ils mettent au plus haut le sens de l'amitié et que c'est

Former, c'est donner une forme. On ne peut donner une forme qu'en acceptant la matière brute à former. Donner une forme à la vie sociale, c'est l'accoucher de sa matière vivante, nous, les hommes et les femmes qui la composons, pleines d'avenir. Aucun travail n'est urgent car le non-sens n'est guette dans le présent que à bout de déclaration d'intention, même vertueuses. L'inflation, le chômage ne sont que des symptômes. Cette société post-industrielle a besoin de s'interroger fortement, librement, simplement. Elle a besoin de dire ce qu'elle sent et de conspuer la boussole. Elle a besoin de redistribuer aux industries

2) En tant qu'elle s'adresse à l'ensemble de la population active, une politique de la formation continue doit pouvoir constituer un apport décisif dans la lutte qu'il s'agit maintenant de livrer contre les mystifications de la technocratie, pour l'instauration, parmi nous, d'une plus réelle socialité... N'est-ce pas en effet dans l'exercice de sa vie professionnelle que le citoyen est le plus à même, aujourd'hui, d'acquiescer des prises sur la réalité et d'obtenir la restitution de son pouvoir social, de cette dimension d'existence dont il a

(*) **Formateur et écrivain.**

di **ETTORE GELPI (*)**



La formation et l'autoformation pour des sociétés complexes et pour leur gestion demandent des connaissances que les institutions éducatives ne possèdent pas toujours. Pourquoi une partie du temps éducatif des élèves ne serait-elle pas disponible pour qu'ils travaillent avec des spécialistes des différents domaines (artistes, scientifiques, ouvriers, paysans, techniciens, poètes, architectes, hommes de théâtre, de cinéma et de télévision, etc.) ? Pourquoi ne pas transformer les institutions éducatives dans des espaces

Pour tous et par tous

Culture vivante et éducation : leur relation trouve souvent des obstacles et engendre des inquiétudes. Du dressage à la recherche, de l'orientation à la découverte, de l'ennui au plaisir : est-il possible de prévoir ces évolutions dans l'expérience éducative ? Pourquoi pas, notamment dans une société qui veut construire le socialisme dans l'autogestion.

* Historien de l'éducation, auteur de *Institutions et luttes éducatives*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
 Gérant :
 André Laurens, directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Bourvois-Méry (1944-1969)
 Jacques Fauver (1969-1982)


 Imprimerie
 du « Monde »
 3, r. de l'Alsace
 PARIS-IX
 

*Reproduction interdite de tous articles,
 sauf accord avec l'administration.*

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437.

par FRANCIS JEANSON (*)

Une action culturelle

4) Plus généralement encore, c'est dans la définition même des compétences de l'Etat que le pouvoir politique doit aujourd'hui faire preuve, tout à la fois, de courage, d'ambition et de rigueur.

Depuis longtemps déjà, et tout particulièrement durant ces vingt dernières années, l'immixtion des structures étatiques dans la réalité sociale n'a cessé de s'accroître : mais

(*) Perlemin.

Reste que « politique nationale » n'est pas synonyme d' « étatisation ». La réalité politique se situe à hauteur d'homme, en pleine prise de conscience : le rôle du *pouvoir politique* n'est pas de se substituer à elle, mais de l'aider sans relâche à prendre conscience d'elle-même, à assumer sa propre complexité, à surmonter ses propres pesanteurs. Lorsqu'il propose des orientations, il doit se garder de les rigidifier d'emblée sous la forme de structures trop peu accueillantes, sur le terrain, aux initiatives, aux investigations, aux initiatives actives. La première responsabilité du pouvoir, c'est de favoriser la responsabilisation des citoyens : la formation continue en peut fournir un des plus sûrs moyens. — à la condition que lui soient à elle-même formés



Il y a deux façons d'utiliser le pouvoir : pour dominer ses semblables, ou pour leur remettre quelque chose, pour leur donner quelque chose. Il y a aussi deux façons de le laisser se perdre dans les salles, en récitant la première démarche sans aller vraiment jusqu'à déclencher la seconde.

Beaucoup d'hommes et de femmes y seraient pourtant accessibles, qui seraient aujourd'hui notre vrai capital ; n'est-ce pas au vœux même de leur vie active, s'ils ont enfin les moyens de redonner sens à leur profession, qu'ils pourraient le mieux contribuer, par une meilleure maîtrise de leur propre existence, à la re-socialisation de notre société ?

Culture vivante et éducation : leur relation trouve souvent des obstacles et engendre des inquiétudes. Du dressage à la recherche, de l'orientation à la découverte, de l'ennui au plaisir : est-il possible de prévoir ces évolutions dans l'expérience éducative ? Pourquoi pas, notamment dans une société qui veut construire le socialisme dans l'autogestion.

* Historien de l'éducation, auteur de *Institutions et luttes éducatives*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
 Gérant :
 André Laurens, directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Bourvois-Méry (1944-1969)
 Jacques Fauver (1969-1982)


 Imprimerie
 du « Monde »
 3, r. de l'Italie
 PARIS-IX
 

*Reproduction interdite de tous articles,
 sauf accord avec l'administration.*

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437.

Le refus de la Modernité

[illegible][illegible]

Du e

Vincent Montei
Les Musulmans
soviétiques



...to millions
...dominant on
... Vincent
... his point
... and also

Le Monde

étranger

APRÈS LA NOUVELLE PRISE DE POSITION DE M. YASSER ARAFAT

Le refus de la Maison Blanche

(Suite de la première page.)

Si certains représentants américains soutiennent que le leader palestinien n'a pas explicitement approuvé la résolution 242, M. Paul McCloskey a indiqué que M. Arafat avait dit qu'elle n'était acceptable « que si elle est prise dans le contexte de l'ensemble des résolutions relatives à la question palestinienne ».

Le parlementaire américain a ajouté : « M. Arafat reconnaît l'existence d'Israël, mais il exige que cette reconnaissance soit réciproque ; il veut un pays et un passeport palestiniens (...). Il était parfaitement clair pour moi qu'en signant ce document il a reconnu toutes les résolutions de l'ONU, y compris celles du Conseil de sécurité ».

Le chef de la mission de l'O.L.P. auprès des Nations unies à Genève, M. Dawoud Barakat, a fait remarquer pour sa part que la résolution 181 de 1947 « était bien plus importante que la 242 de 1948 » puis qu'elle recommandait la création en Palestine de deux États, l'un juif, l'autre arabe. Son approbation par M. Arafat signifie que celui-ci admet le droit d'Israël à l'existence, a-t-il ajouté en substance.

M. MOUBARAK : un pas dans la bonne direction

Tant l'agence officielle palestinienne Wafa, dans un « communiqué officiel » que M. Nayef Hawatme, le chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine, organisation marxiste, membre de l'O.L.P., ont rendu hommage à la France pour les efforts qu'elle déploie en vue de rendre la résolution 242 acceptable aux Palestiniens. Évoquant le projet de résolution que la France et l'Égypte ont l'intention de présenter au Conseil de sécurité, M. Hawatme a déclaré : « Ce texte mentionne tout et la fois la résolution 242, le droit des Palestiniens à l'autodétermination et la reconnaissance mutuelle et simultanée de l'O.L.P. et d'Israël ».

M. Claude Cheysson a été le seul représentant officiel dans le monde occidental à estimer que le « document Arafat » confirmait à ses yeux la volonté de la centrale palestinienne de passer de la force armée à l'action politique. Si un doute persistait, a-t-il

ajouté, il faudrait mettre l'O.L.P. à l'épreuve. Il a évoqué à ce sujet les « sérieux divergences » qui séparent la France et les États-Unis. Il a qualifié d'« erreur » le refus américain de dialoguer avec l'O.L.P. en tant que « porte-parole du peuple palestinien », ajoutant qu'il n'en voyait pas d'autres qui pouvaient assumer ce rôle.

Dans le monde arabe, le « document Arafat » a suscité des réactions mitigées. Les journaux de Jordanie et de Gaza l'ont accueilli favorablement. Les médias syriens, citant la chaîne américaine de télévision C.B.S., ont indiqué, sans commentaire, que le président de l'O.L.P. « reconnaît maintenant le droit à l'existence d'Israël ». Le Liban est visiblement hostile à cette initiative. Sans se référer explicitement au document remis aux parlementaires américains, le commentateur de l'agence officielle Jana a dénoncé « les tentatives suspectes de la droite réactionnaire palestinienne à ressusciter la résolution 242 (...) qui permettrait de brader la cause palestinienne ».

En revanche, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a salué le geste de M. Arafat comme « un pas dans la bonne direction pour un règlement pacifique des conflits au Proche-Orient ». Il a annoncé sa décision de « déléguer d'urgence » son ministère des Affaires étrangères à Washington afin d'indiquer le gouvernement égyptien à reconnaître le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à engager le dialogue avec l'O.L.P. « C'est le seul moyen de consolider le processus de paix en faveur duquel les États-Unis ont joué un rôle prépondérant », a-t-il ajouté.

Le refus américain de prendre en considération le « document Arafat » paraît devoir avoir une première conséquence négative : le réajustement sinon l'arrêt des tractations en cours en vue d'obtenir l'évacuation de Beyrouth par les combattants palestiniens. Washington a fait savoir, lundi soir, que cette question l'intéressait au premier chef et que M. Philip Habib était chargé de la résoudre. Réponse du berge à la berge : M. Arafat a annoncé pour la presse de Gaza que l'O.L.P. ne quitterait pas Beyrouth. Notre départ est hors de question (...). Nous sommes prêts à tuer jusqu'à la mort.

ERIC ROULEAU.

M. Claude Cheysson : Washington a tort de ne pas dialoguer avec l'O.L.P.

Le « document Arafat » confirme ce que la France savait déjà, à savoir que l'O.L.P. est disposée à passer de l'usage des armes à l'action politique, a dit M. Claude Cheysson dans une déclaration diffusée par Radio-Monte-Carlo, lundi soir 26 juillet. Pour s'en assurer, a-t-il ajouté en substance, il faudrait mettre la centrale palestinienne à l'épreuve. Le ministre des Relations extérieures a rappelé à ce propos que la France soumettrait prochainement au Conseil de sécurité, conjointement avec l'Égypte, un projet de résolution qui, tout en

retenant les termes de la résolution 242, porterait que « le peuple palestinien a des droits légitimes ». M. Cheysson a poursuivi : « C'est donc un complément à la résolution 242 puisqu'il y a reconnaissance mutuelle. C'est aussi un complément très important car dans ce projet de résolution nous ne traitons pas les Palestiniens en réfugiés qu'il faut alimenter dans leurs camps — merci pour eux ! — mais nous les traitons en peuple, et, comme tous les autres, c'est la grande critique des Palestiniens par rapport à la résolution 242 ».

M. Cheysson a ensuite évoqué les « sérieux divergences » à ce sujet avec les États-Unis : « Nous n'avons pas la même puissance. Les Américains ont un rôle unique après Israël. Il y a d'autres différences : la principale, qui était surtout vraie du temps de l'ancienne administration, est que nous pensons que l'affirmation du fait politique palestinien est le seul moyen pour parvenir au désarmement de tous ceux qui sont au Liban et ne demandent pas à être libérés ».

« Alors que l'approche américaine était que, si on supprimait l'O.L.P., on se retrouverait dans le problème connu depuis 1948 et on aurait à traiter des réfugiés. Il y avait donc là une approche fondamentalement différente. Sur ce plan, nous espérons qu'il y a une évolution que les déclarations de M. George Shultz qui a reconnu le fait politique palestinien vont nous rapprocher. »

« Diverses autres questions restent en suspens. Les Américains estiment ne pas pouvoir discuter avec elle. Nous pensons que c'est une erreur puisque nous ne voyons pas comment dialoguer avec le peuple palestinien s'il n'y a pas un porte-parole. C'est presque une évidence, et de porte-parole, nous en avons pas d'autre que l'O.L.P. ».

WASHINGTON : l'O.L.P. doit reconnaître Israël « d'une manière claire et sans équivoque »

Washington (A.F.P.). — Le gouvernement américain a réaffirmé, le lundi 26 juillet, avec fermeté, que le document signé par M. Yasser Arafat ne permettait pas d'établir un dialogue direct entre les États-Unis et l'Organisation pour la libération de la Palestine.

« Les États-Unis ne reconnaîtront ni ne négocieront avec l'O.L.P. tant que celle-ci n'acceptera pas les résolutions de l'ONU 242 et 338 et le droit à Israël d'exister. Cela doit être fait d'une manière claire et sans équivoque. La déclaration de M. Arafat ne satisfait pas à ces conditions », a déclaré M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, ajoutant : « Si ces conditions étaient remplies, nous serions alors prêts à parler avec l'O.L.P. ».

« Meeting de soutien à l'O.L.P. et la gauche libanaise ». Trente-cinq organisations françaises et étrangères appellent à un meeting de « solidarité avec les peuples palestiniens et libanais », avec la participation de représentants de l'O.L.P. et du Mouvement national libanais (M.N.L. — gauche libanaise), le mercredi soir 28 juillet à Paris. Le meeting, présidé par le général Paris de Bollardière, aura lieu à la Source annexée du travail (85, rue Charlot, 75003 Paris). Des dizaines et des centaines de réfugiés du Liban, ainsi que M. Claude Bourdet, y prendront la parole.

La réaction américaine satisfait pleinement Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que M. Philip Habib est arrivé à Jérusalem, ce 27 juillet pour une rencontre avec M. Begin — la première depuis le début de la guerre au Liban — les autorités israéliennes venant d'être « rassurées » par la prise de position du gouvernement de Washington, à propos du document signé le 26 juillet par M. Arafat, devant plusieurs membres du Congrès américain (le Monde du mardi 27 juillet). L'annonce du rejet de ce texte considéré comme insuffisant pour une reconnaissance de l'O.L.P. par les États-Unis a été accueillie à Jérusalem avec satisfaction et soulagement, non seulement par le cabinet de M. Begin, mais aussi par la plupart des membres de l'opposition.

De l'avis de la plupart des observateurs, la confirmation de l'attitude de Washington ne pouvait manifestement que faciliter la discussion entre M. Begin et Habib, ce dernier ayant la délicate mission de demander au chef du gouvernement israélien d'accepter un nouveau « décalage » en tentant de lui faire comprendre que ses différentes démarches diplomatiques malgré les apparences, ont permis quelques progrès qui laissent espérer une solution pacifique pour le départ de l'O.L.P. de Beyrouth.

À la tête de la délégation parlementaire américaine qui se trouvait ces jours derniers dans la capitale libanaise, M. Paul McCloskey est arrivé le 26 juillet à Jérusalem, porteur du fameux « document » approuvé par le président de l'O.L.P. M. McCloskey a réaffirmé que même si cela n'était pas mentionné dans le texte, M. Arafat lui avait bien dit que son « acceptation » s'entendait aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Le représentant américain a précisé qu'il était certain que M. Arafat, conformément à de nombreuses déclarations antérieures, « reconnaît le droit d'Israël à l'existence », mais insiste pour une reconnaissance réciproque de la part d'Israël. Cependant, M. Elliott Levites, autre représentant accompagnant M. McCloskey, a répondu qu'il contestait cette interprétation et ne voyait dans toute l'affaire qu'une « opération de publicité » de la part du dirigeant de l'O.L.P. qui, selon lui, se trouve aujourd'hui dans une position « très difficile ».

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, M. Avi Pazner, n'a pas employé d'autres termes pour qualifier cette initiative. Il déclare que « cela n'aurait pas l'O.L.P. à rester à Beyrouth ». Pour M. Pazner, le geste « trompeur » de M. Arafat « propose à quel point l'O.L.P. est dans une situation désespérée ». Le porte-parole a indiqué que l'O.L.P. devait quitter d'abord Beyrouth et ensuite et avant tout modifier sa charte qui prévoit la destruction d'Israël. Mais il s'est gardé de dire si, à ces conditions, le gouvernement israélien accepterait de dialoguer avec l'organisation palestinienne.

La presse israélienne est presque unanime pour considérer que le texte obtenu par M. McCloskey ne constitue pas du tout un événement. Le Jerusalem Post se montre même très sévère à l'égard de ceux qui s'adressent à cette « mystification ».

M. PÉRES : « rien de neuf »

M. Shimon Péres, président du parti travailliste, n'a pas été le dernier à repousser avec mépris l'initiative de M. Arafat. Il a d'abord déclaré que l'entreprise de M. McCloskey « n'était pas innovante », car, a-t-il ajouté, « le représentant américain fait partie d'un groupe de pression palestinien bien connu ». M. Péres a déclaré qu'il n'y avait « rien de neuf » dans cette affaire et il a conclu que l'O.L.P. restait « un danger pour Israël et un boulet pour le monde entier ».

Seuls dans les rangs de l'opposition, deux députés du MAFAM, (allié au parti travailliste), M. Imri Rotem et Mohamed Wadad (l'un des rares députés arabes), ont déclaré que le texte rapporté par M. McCloskey devait être considéré avec un « grand intérêt ». Le premier a dit qu'il s'agissait bien d'une « reconnaissance » et il a invité le gouvernement israélien à faire en sorte que l'O.L.P. puisse un jour participer au processus de paix défini à Camp David. Le second a dit pour sa part que le geste de M. Arafat avait été accueilli avec « espoir » par la plupart des Arabes d'Israël.

Dans les territoires occupés, les avis sont quelque peu partagés parmi les personnalités les plus proches de l'O.L.P. Les uns ont estimé qu'il ne fallait pas interpréter l'initiative de M. Arafat comme « un geste de faiblesse », les autres y voient « une nouvelle preuve » de l'impossibilité de continuer à ignorer l'O.L.P. Parmi les personnalités « modérées », on estime que l'affaire est « encourageante » et que l'O.L.P. doit multiplier les initiatives pour obtenir sa reconnaissance et engager le dialogue « au moins avec les Américains ». Mais le 26 juillet la plupart des habitants de Cisjordanie étaient bien davantage préoccupés par la dernière décision de l'administration israélienne qui a procédé à la destination d'un neuvième conseil municipal dans les territoires occupés. Il s'agit de celui de Kalkiya, petite ville située dans le nord de la Cisjordanie.

FRANCIS CORNU.

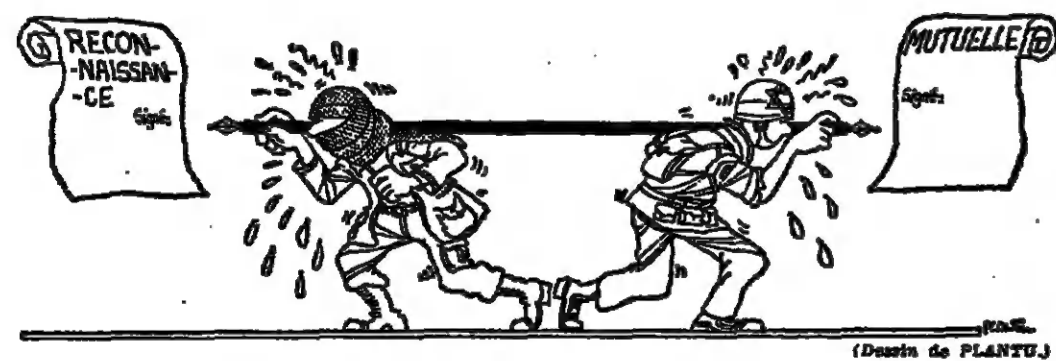
DIPLOMATIE

M. JEAN GALABRU NOMMÉ AMBASSADEUR À SAO-TOMÉ

Le Journal officiel du 28 juillet annonce la nomination de M. Jean Galabru au poste d'ambassadeur en République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe, en remplacement de M. Jacques Poirier. M. Galabru continuera de résider à Luanda, où il a été nommé ambassadeur en février 1982. Il déclare que « le Monde » du 1er février a publié une biographie de M. Galabru.

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE



(Dessin de PLANTU.)

Du côté de la réflexion historique

<p>Vincent Monteil Les Musulmans soviétiques</p> <p>Seuil</p> <p>Cinquante millions de musulmans en URSS... Vincent Monteil fait le point d'un problème aussi brûlant que mal connu. 80 F</p>	<p>PIERRE VILAR UNE HISTOIRE EN CONSTRUCTION</p> <p>Seuil</p> <p>L'histoire de l'Ancien Régime russe, depuis la vieille Moscovie jusqu'à la Révolution de 1917. Collection L'Univers historique 80 F</p>	<p>Gabrielle Ferrière Jean Cavailès un philosophe dans la guerre 1903-1944</p> <p>Postface de Gaston Bachelard Seuil</p> <p>Une réflexion épistémologique sur le métier de l'historien, un effort pour reconstruire historiquement le temps social. Collection Hautes Etudes Gallimard / Seuil 140 F</p>	<p>Edouard Drumont et Cie antisémitisme et fascisme en France</p> <p>Seuil</p> <p>La vie et la mort d'un philosophe qui s'est engagé dans la Résistance. 80 F</p>	<p>Saul Friedländer REFLETS DU NAZISME</p> <p>Seuil</p> <p>Une série d'essais qui visent à saisir l'antisémitisme dans ses fondements, ses explosions, ses variations. 70 F</p>	<p>REFLETS DU NAZISME</p> <p>Seuil</p> <p>Dans les œuvres de nombreux romanciers et cinéastes contemporains se révèle une certaine fascination pour le nazisme. 40 F</p>
--	---	--	--	--	---

LE TEMPS DE LIRE AU SEUIL

PROCHE-ORIENT

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU LIBAN

Les personnalités musulmanes et progressistes s'opposent vivement à la candidature de M. Gemayel

Beirut. — La réjet par Wassouf de la déclaration de M. Yasser Arafat a coïncidé avec une nouvelle intensification de l'escalade militaire contre Beyrouth-Ouest. Les raids nocturnes sont devenus une pratique courante et, ce mardi matin 27 juillet, à l'aube, les vedettes israéliennes se sont jointes à l'opération pour pénétrer les camps palestiniens et les quartiers résidentiels du front de mer, provoquant de nombreux incendies. Il est encore trop tôt pour faire un bilan des raids qui, selon un porte-parole palestinien, seraient particulièrement lourds parmi la population civile.

La « punition » se poursuit donc. « apparemment avec l'accord de Washington, qui semble souhaiter la capitulation inconditionnelle de M. Arafat », nous a confié un des porte-paroles du gouvernement libanais. « Punition » du mépris coup les civils libanais, les militaires israéliens ont une fois de plus entrepris, lundi soir, de priver d'eau et d'électricité Beyrouth-Ouest en débouchant les canalisations qui, à partir de l'est, alimentent le secteur musulman. C'est la troisième fois que les Israéliens utilisent ce moyen de pression sur les habitants de l'Ouest, apparemment dans le but de les inciter à se soulever contre les Palestiniens.

La 4 juillet dernier, il avait fallu l'intervention personnelle du président Reagan et du roi Fahd d'Arabie Saoudite pour mettre fin à une pratique que le ministre libanais des ressources hydrauliques et électriques, M. Ammar, estime « contraire aux conventions internationales de Genève et à toutes les normes humanitaires ». De nouvelles démarches ont été entreprises auprès de l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, M. Robert Dillon, en vue de la levée de ces mesures, qui affectent surtout la population libanaise étrangère au conflit.

Sur le plan intérieur, c'est toujours la candidature de M. Gemayel à la présidence de la République qui préoccupe les esprits. Sortant de sa réserve, l'ancien président du conseil, M. Saeb Salam, s'est associé aux adversaires de la « candidature du fait accompli » de Chéikh Bechtel, au cours d'un dîner qui a groupé dans la matinée de lundi à Mouassat, le ministre du tourisme, M. Marouan Hamad, et M. Wali

De notre envoyé spécial

Joumblatt, ainsi que les anciens premiers ministres, MM. Takkéddine Sôûf et Saïm Hoss. La candidature de M. Gemayel semble ainsi avoir fait contre elle l'unanimité du camp islam-progressiste, bien que les chiffres ne se soient pas encore prononcés. Seul l'émir Façal Arslan, fils de l'émir Majid Arslan, chef du clan druze des Yazbecki, s'est prononcé en faveur du chef des katabs (phalanges). La candidature de M. Gemayel au conseil suprême se sont soulevés contre une candidature considérée comme « une épée brandie à la face de la démocratie » pour employer les termes utilisés par M. Rachid Karame, le leader sunnite de Tripoli, qui a estimé que « l'avènement de M. Bechtel Gemayel risque de porter un coup fatal à l'État, qui se trouve réduit à sa plus simple expression tandis que le parti phalangiste dévorait tout ».

L'État bafoué

Les adversaires de la candidature de M. Gemayel ne sont pas seulement opposés à la personnalité du dirigeant phalangiste « qui n'a même pas sa loi, ses propres lois » (châtiments), mais également au principe même d'organiser les élections « à l'ombre de l'occupation israélienne ». Ils s'efforcent donc, pour l'instant, d'éviter une date trop rapprochée pour l'élection présidentielle, afin de permettre aux blocs parlementaires et aux dirigeants politiques de s'entendre sur le choix d'un candidat de compromis.

Par ailleurs, de nouvelles prévisions commencent à filtrer sur les raisons qui ont poussé le président Sarkis à prendre pour la première fois officiellement position contre l'occupation israélienne (le Monde du 27 juillet). L'ancien du député modéré de Nabatieh, M. Abdel Latif Zein, ne semble avoir été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En fait, ce parlementaire avait été emprisonné pendant quelques heures par les Israéliens, non parce qu'il préconisait la lutte contre l'occupation israélienne, mais plutôt parce qu'il avait demandé aux habitants du Sud de « collaborer avec le pouvoir légal ».

La « légalité » est systématique-

ment et intentionnellement bafouée par les autorités militaires israéliennes. C'est ainsi que, malgré la demande expresse du président Sarkis, l'administrateur du Liban-Sud, M. Halim Fayad, n'a pas, jusqu'à présent, été autorisé à regagner Saida. Le général Sharon, pour sa part, multiplie les affronts aux autorités de l'État. Ce qui, il y a quelques jours, n'était qu'une vague rumeur est maintenant confirmé : le ministre israélien de la défense a créé mercredi dernier, le 21 juillet, un véritable incident en censurant l'improvisé et sans se faire annoncer, entouré de ses « gorilles », dans le palais présidentiel de Baabda, avec l'intention de « baverder avec le président Sarkis ». Ce dernier, qui se trouvait dans sa villa située à quelque 500 mètres de là, alertait immédiatement l'ambassadeur américain M. Habib, qui, après une brève mais violente altercation avec le général Sharon, réussissait à lui faire quitter les lieux. L'« incident » a été évoqué le lendemain à Jérusalem au cours d'un entretien entre l'ambassadeur des États-Unis et M. Begin, qui a couvert son ministre de la défense en affirmant qu'il avait agi selon les ordres du gouvernement israélien.

JEAN GUEYRAS.

● **ERRATUM** — C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde daté du 27 juillet que M. Amine Gemayel, député, était le père de M. Bechtel Gemayel, alors qu'il s'agit de son frère. Leur père, fondateur des phalanges, est M. Pierre Gemayel.

ASIE

Japon

Tokyo décide de renforcer son potentiel militaire

Le gouvernement de M. Suzuki a adopté, vendredi 23 juillet, le Plan quinquennal de dépenses militaires pour les années 1983-1987. Ce plan prévoit une augmentation du budget de la défense, qui devrait dépasser la barre de 1 % du produit national brut. Les crédits prévus s'élèveront à plus de 60 milliards de dollars. Cette année, les 10,2 milliards de dollars consacrés à la défense représentent 0,53 % du P.N.B. Selon ce plan, qui met l'accent sur la défense aérienne et maritime et sur l'achat

de matériel, les forces armées japonaises devraient devenir les sixièmes du monde. Cet effort, qui s'écartera de la tradition constitutionnelle, provoquant une auto-défense limitée, fait suite à de fortes pressions américaines. D'autre part, comme l'indique ci-dessous notre correspondant, les milieux conservateurs qui appellent au renforcement de la puissance militaire japonaise souhaitent parallèlement « gommer » des livres d'histoire les traces des atrocités de la seconde guerre mondiale.

Réécrire l'histoire

De notre correspondant

Tokyo. — La réécriture officielle par le Japon de certaines pages les plus critiques de son histoire contemporaine — celles relatives à son expansionnisme militaire — suscite des réactions et commentaires indignés en Chine, en Corée du Sud, en Indonésie et en Thaïlande. La réécriture de leur puissance économique, des pressions les incitant à accroître leurs capacités militaires et surtout de l'affaiblissement des partis et syndicats d'une gauche pacifiste toujours prête à exorciser les « démons militaires » en rappelant les maux du passé, les dirigeants nippons ont entrepris d'expurger les manuels scolaires.

Le ministère de l'Éducation a indiqué que des termes, comme celui de « invasion », étaient désormais à proscrire. Afin « de ne pas heurter la sensibilité nationale », le terme de « avancée » est suggéré pour décrire les invasions militaires japonaises en Chine, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique à partir de 1937. Dans les manuels, les conquêtes exceptionnelles de l'Armée impériale japonaise pendant la seconde guerre mondiale — restant néanmoins des « avancées » — sont présentées.

Une modification exemplaire,

qui a particulièrement choqué les dirigeants chinois, est celle relative au « saut de Nankin », épisode au cours duquel les soldats de l'Armée impériale japonaise sont crédités du massacre de cent mille à deux cent mille civils ainsi que d'incendies, pillages et autres atrocités. Les textes en vigueur jusqu'ici faisaient simplement état du « massacre de nombreux civils ». Ce qui, selon le ministère de l'Éducation, a décidé d'imposer désormais se borne à indiquer « La vérité sur l'incident de Nankin n'a pas encore été établie ». L'incident doit être décrit comme ayant pris place dans des circonstances anormales et il s'agit d'un exemple de réécriture, et de censure, par d'autres concernant cette période. Les rigueurs de la colonisation japonaise en Corée sont également édulcorées.

Le Quotidien du peuple, organe du P.C. chinois, qualifie cet exercice de « distorsion de l'histoire » et fait état de « indignation » du peuple chinois. Le journal estime qu'il s'agit d'une « grave erreur » de la part des responsables japonais. Il cite une phrase de Zhou Enlai selon qui le souvenir des

erreurs du passé doit être la

garantie du futur. Malgré leur lune de miel économique avec Tokyo, et bien qu'ils aient mis depuis 1978 une sourdine à leurs critiques, les dirigeants chinois n'ont jamais cessé de s'inquiéter de la volonté de réarmement des dirigeants conservateurs japonais.

Pour justifier les modifications apportées aux manuels d'histoire, on fait valoir dans les milieux officiels non seulement la « sensibilité nationale », mais encore les distorsions tendancieuses que le Syndicat national des enseignants de tendance socialiste, aurait imposé à la vérité historique depuis la fin de la guerre. L'opposition, au contraire, affirme que l'offensive des conservateurs contre une présentation réaliste des faits historiques a pour but d'effacer le sentiment anticolonialiste et celui de culpabilité dans les consciences japonaises. Selon elle, la transformation de l'État d'esprit des nouvelles générations à l'égard des responsabilités et des crimes du passé vise directement à permettre le renforcement du potentiel militaire et la révision de la Constitution pacifiste.

R.-P. PARINGAUX.

EUROPE

Suisse

UNE INITIATIVE DES JEUNESSES SOCIALISTES

« L'armée n'a plus de raison d'être »

De notre correspondant

Lausanne. — Une petite bombe d'inspiration pacifique est venue soudain troubler la quiétude de l'été helvétique. Dans un pays se déclarant de la neutralité armée et où chaque citoyen est, en principe, aussi soldat, les Jeunesses socialistes n'ont pas hésité à jouer les trouble-fêtes en remettant en cause l'un des principaux piliers de la société suisse. Usant du droit d'initiative populaire en vigueur dans la Confédération, elles viennent d'annoncer leur intention de demander, si plus ni moins, la suppression de l'armée. Le raisonnement des promoteurs de cette initiative est simple : « Si une guerre devait éclater sur le Vieux Continent, elle serait généralisée et atomique. Dans ces conditions, l'armée suisse n'a plus de raison d'être ».

La campagne pour la collecte des signatures à l'appel de cette requête sera lancée le 12 septembre prochain à Kiental. Le choix de cette petite localité du canton de Berne n'est pas fortuit. C'est à Kiental que le courant socialiste opposé à la guerre avait tenu sa seconde réunion en avril 1978, quelques mois après la conférence de Zimmerwald.

L'initiative des Jeunes socialistes a été plutôt fraîchement accueillie par les dirigeants du parti, acquis au principe de la défense nationale depuis qu'ils perçoivent les responsabilités gouvernementales. Contrevenir aux Jeunes Socialistes, les responsables militaires helvétiques estiment que l'hypothèse d'une guerre conventionnelle en Europe reste plus plausible que celle d'un conflit nucléaire.

Même s'ils parviennent à réunir les cent mille signatures requises pour obtenir l'organisation d'une consultation populaire, les dirigeants des Jeunes socialistes ne se font guère d'illusions sur les chances de faire adopter leur initiative. Mais ils espèrent que leur projet permettra au moins d'ouvrir un débat sur le rôle et le sens de l'armée dans la société helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

BIBLIOGRAPHIE

Une difficile ambassade à Rome

Le retour au Farnese, était-ce pour M. Armand Bérand, l'accomplissement d'un rêve ? Ce fut du moins l'occasion de l'homme à sa propre marque à cet univers méditerranéen où étaient illustrés son père, Victor Bérand, le célèbre helléniste et homme politique, et son frère, l'archéologue Jean Bérand. Il avait quitté l'ambassade de France à Rome, à Pâques 1940, après un temps de service auprès de l'ambassadeur André François-Poncet. Il le raconte dans le premier tome de ses souvenirs. Sa mission, du 20 juillet 1932 au 20 juillet 1937, entre ses passages aux Nations unies, couvrit une période de l'après-guerre, dont le recul du temps montre l'importance : l'acheminement vers la majorité de centre-gauche, c'est-à-dire l'alliance des socialistes et des démocrates-chrétiens, et l'élection à la présidence de la République d'un « laïc », en la personne de M. Giuseppe Saragat.

Qu'attendait le général de Gaulle de M. Armand Bérand, en l'envoyant à Farnese ? Qu'il ralliât l'Italie à la formule d'union politique italienne, basée sur des contacts réguliers, et qu'il finit par prendre du champ vis-à-vis des États-Unis. Homme de gauche sans doute, M. Armand Bérand, en la situation dans le contexte de la politique intérieure italienne, « une constante cordiale de la gauche », ainsi qualifiée, il le climat de sa mission, l'expression vint pour l'ambassadeur ou hautement beaucoup d'ambassadeurs. Ici, elle tira sa pertinence de la résistance élastique opposée à l'ambassadeur de France lors de nombreuses démarches. On en repère la trace par les silences du diplomate sur certains noms d'interlocuteurs qu'il ne désigne que par leur charge.

Et pourtant, en dépit des esquives, M. Armand Bérand parvient au fil des années à modifier les comportements, sinon les politiques. L'inoubliable voyage à Rome et à Venise du général de Gaulle, à la fin de mai 1967, couronnera sa fin de mission d'une façon glorieuse.

Fallait-il attendre des révélations de ces pages qui mettent en forme un journal personnel et des documents diplomatiques ? L'auteur n'est pas homme à tra-

hir des secrets d'État. Il a assurément grande conscience des a priori d'un ambassadeur au regard des historiens : c'est à lui qu'ils demandent une première version des faits, pondérée, assurée, heureusement bien éloignée de la passion et de la haine qui sont le lot des correspondants de presse. Et c'est un beau portrait d'ambassadeur — technicien de la diplomatie pure — qu'achève, avec ce volume, M. Armand Bérand. — J.-N.

M. Armand Bérand, ambassadeur de France. Cinquante ans au palais Farnese, un ambassadeur accompli. Éditions, 240 pages, 60 F.

Soldes d'été BARNETT

QUELQUES PRIX :

COSTUMES LEGERS
Wash and Wear 990 490 F
POLOS
Pur coton 150 90 F
PANTALONS
Lavables 290 190 F
VESTES SEERSUCKER
Poids Plume 490 360 F
CHEMISES VOILE
Pur coton, 2 long, 190 120 F
Maillots de bain, bermudes, boxer-shorts, polos, blousons, etc.

19 AV. VICTOR-HUGO PARIS 16^e

Cours d'été. L'accent américain. USA LANGUAGE

Council on International Educational Exchange.
1, place de l'Odéon
75006 Paris - 6341610

RECTIFICATIF

QUAND LE SUD S'INTERROGE SUR LES INTENTIONS DE L'ENVAHISSEUR...

L'article de notre correspondant à Jérusalem, Francis Cornu, paru le 22 juillet dans nos dernières éditions, a été rendu incompréhensible par l'intervention de paragraphes. Il y a lieu de le rétablir ainsi (quatrième colonne) :

Il (le maître adjoint de Nabatieh) déclare son soulagement en soulignant que Nabatieh a retrouvé ses soixante mille habitants, alors qu'il n'y en avait plus que dix mille au début du mois de juin. Tandis que les Israéliens disent que les fedayin « terrorisent » les Libanais, il parle simplement de « pression » et indique que c'est surtout à cause des duels d'artillerie et des raids aériens israéliens que, au fil des dernières années, la population avait fui la ville.

La guerre du Golfe

LA PROGRESSION IRANIENNE EN IRAK PARAÎT ENRAYÉE TRÈS PRÈS DE LA FRONTIÈRE

Alors que Bagdad et Téhéran continuent à publier des communiqués de « victoire » aux bilans impressionnants, les services de renseignements américains ont estimé, lundi 26 juillet, que les récentes affrontements entre troupes des deux camps se sont enrayés en pour seul résultat de stabiliser le front près de Bassorah « sans gain apparent pour les uns ou les autres ».

Les informations provenant des services secrets de Washington font état de combats de plus en plus limités le long de la ligne de défense irakienne. Deux semaines après le début de leur offensive, les Iraniens n'occupaient plus qu'une étroite bande de territoire irakien « d'environ 2 kilomètres de profondeur ». Avant la stabilisation actuelle, l'armée islamique avait pénétré jusqu'à 15 kilomètres à l'intérieur de l'Irak, avec Bassorah pour objectif. Selon les mêmes sources, l'Irak a récemment changé de tactique, privilégiant désormais l'usage des blindés et utilisant de moins en moins « les vagues d'infanterie ». Quant aux pertes, elles seraient selon les Américains, de huit mille hommes pour les Iraniens et d'un millier pour les Irakiens. — (A.F.P. - A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● **LA MEILLEURE JOUEUSE DE TENNIS CHINOISE**, Ru Na, qui avait quitté la délégation de son pays la semaine dernière à Santa-Clara, lors de la Coupe de la fédération, a demandé lundi 26 juillet l'asile politique aux États-Unis, a annoncé un avocat de San-Francisco, M. Edward Lee. — (A.F.P.)

Tchad

● **LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)** va octroyer un prêt de 17 millions de dollars au Tchad pour la remise en état de l'aéroport de N'Djaména, gravement endommagé par la guerre civile, a déclaré M. Pierre Moussa, administrateur de la BAD. — (Reuter.)

Zimbabwe

● **L'ARMÉE ET LA POLICE** ont poursuivi lundi 26 juillet leur enquête sur l'attentat contre la base aérienne de Thornhill, près de Gweru. Selon certains, cette attaque pourrait être le fait de spécialistes militaires, par exemple sud-africains, plutôt que de dissidents des anciennes forces de guérilla (ZIPRA) de M. N'komo. Par ailleurs, les forces de sécurité continuent à rechercher les ravisseurs des six touristes étrangers détenus en otage dans le Metebelaland.

INSTITUT MONTAIGNE 92200 NEUILLY
la réussite au Bac
PAR LA RIGUEUR DE L'ENCADREMENT ET DES PROFESSEURS DE HAUT NIVEAU
Séances à la semaine. Révisés 16 sept. Cours de vacances : 7-11 sept.
7, rue Saint-Pierre, 2 190 m. St. Denis - 624.24.74 ou 637.55.79

Les ministres des affaires étrangères ont tenté de s'entendre hier par l'admission de la République...

Front Polisario a subi une série d'attaques...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

Le 27-28 juillet, les forces armées israéliennes ont lancé une offensive contre le Front Polisario...

AFRIQUE

Les ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. tentent de surmonter la crise ouverte par l'admission de la République sahraouie

L'ouverture de la session ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) a été reportée ce mardi 27 juillet pour le second jour consécutif, alors que se poursuivent d'intenses consultations pour sortir de l'impasse née de la présence d'une délégation sahraouie. L'agence libanaise, citant des sources proches de la conférence, écrit que la délégation sahraouie n'a pas encore été officiellement invitée à assister aux travaux de l'O.U.A. Mais le drapeau de la R.A.S.D. flotte toujours à Tripoli aux côtés de ceux des cinquante autres Etats membres de l'organisation panafricaine.

De notre envoyé spécial

Tripoli. — A coup de nuits blanches et de tractations laborieuses, l'Afrique cherche à sauver ce qui reste de son unité. A la veille de l'ouverture du conseil des ministres chargé de préparer l'ordre du jour du dix-neuvième sommet ordinaire de l'O.U.A., les chefs des délégations déjà présents à Tripoli ont signé sans relâche pour tenter une nouvelle fois de surmonter la crise ouverte il y a cinq mois par l'admission de la République sahraouie. L'alternative qui leur est offerte semble inébranlable : ou bien dégarer un compromis tardif, ou bien constater et accepter la rupture de l'organisation.

Les débats les plus ardues ont eu lieu au sein du groupe des partisans de l'admission. Une partie d'entre eux se montrait favorable à la formule du « gel » de la participation des Sahraouis aux travaux de l'O.U.A., selon laquelle le Polisario serait présent uniquement pendant la durée du conseil des ministres et accepterait de ne pas siéger lors de la conférence des chefs d'Etat (Le Monde du 23 juillet). La Libye, soucieuse de sauver « la fête annuelle de l'Afrique », soutenait cette thèse. En revanche, le Polisario et ses amis les plus inconditionnels refusaient toute solution, de crainte de voir plus tard remises en cause l'admission acquiescée en février à Addis-Abeba.

Après de longues discussions quasiment ininterrompues, aucun accord n'est encore réalisé. Atteint-on le quorum des deux tiers (vingt-quatre délégations) exigé par la charte de l'O.U.A. ? Toute la question est là. Lundi, le secrétaire de l'organisation panafricaine a annoncé la présence à

Tripoli de trente-sept Etats membres. Sur le papier, le quorum pourrait donc être atteint. Mais la signification de cette liste est relative. Car les délégations présentes à Tripoli n'y sont venues ni dans le même état d'esprit, ni avec les mêmes objectifs. Parmi les adversaires de l'admission de la R.A.S.D., certains ont choisi de siéger pour pouvoir défendre leur position, d'autres restaurer à l'écrit des travaux d'un compromis de dernière minute acceptable par tous. Deux vants donc attendre le début du conseil pour effrayer un pointage sur le tas. Autre problème, deux délégations chahutées, représentant le régime de N'Djaména et le GUNT de l'ancien président Koukoulé se trouvent dans la capitale libyenne.

Dans l'hypothèse d'une tenue normale du conseil et de la conférence ministérielle, les chefs d'Etat devront à l'issue de leurs délibérations s'atteler au renouvellement du secrétariat général. A priori, M. Edem Kodjo, secrétaire général sortant, ne demandera pas la prolongation de son mandat. Un seul candidat, présenté par le gouvernement de son pays, s'est jusqu'à présent officiellement déclaré. Il s'agit de M. Abdoullahi Conteh, ministre des affaires étrangères de Sierra-Léone. On n'exclut pas la candidature tardive du chef de la diplomatie malienne, M. Blondin N'Gueye. La tâche des participants sera fort ardue car l'élection du secrétaire général exige une majorité des deux tiers des Etats membres. Mais en attendant, l'O.U.A. doit d'abord régler l'essentiel, c'est-à-dire se sauver elle-même.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le Front Polisario a subi une série d'échecs au cours des dernières semaines

Dans un communiqué cité lundi 26 juillet par l'agence Algérie Presse Service, le Front Polisario indique qu'au cours des combats qui ont eu lieu jeudi 22 juillet et samedi 24 juillet, près de Smara, l'armée marocaine a perdu cent trente-huit hommes. Rabat a reconnu pour sa part avoir eu deux morts le 22 juillet. Quoi qu'il en soit, les troupes chérifiennes paraissent avoir réussi à empêcher toute infiltration du Polisario à l'intérieur du Sahara utile. On l'exploitation des phosphates a repris au début de juillet. (A.F.P., Reuters.)

De notre envoyé spécial

Smara. — Sombre mois de juillet pour le Front Polisario. Le commandement marocain a fait visiter à la presse, dimanche 26 juillet, les champs de bataille des 3, 15, 19 et 22 juillet, près de Smara. Un communiqué publié le 23 juillet faisait état de l'occupation d'une nouvelle colonne ennemie au sud de cette ville, dans la région de Laguedat, située à une vingtaine de kilomètres de nouvelles lignes avancées comme on n'en avait pas présentées du côté marocain depuis les grandes opérations du massif du Ouarkiz et de Zag en février-mars 1980. Un transport de troupes soviétique du type BMP, armé d'un canon lance-missiles Sager, y volait avec des Jeep Toyota et des Land Rover.

Selon le colonel Nagi, chef du secteur de Smara, l'initiative appartient désormais à l'armée marocaine et, depuis le 3 juillet, tous les combats contre des colonnes ennemies fortes de deux à trois bataillons, motorisés et mécanisés, se sont déroulés devant le nouveau mur de défense sans que l'adversaire ait pu empêcher la construction, menée à bien en deux semaines. La ville sainte est ainsi à l'abri des tirs d'artillerie du Polisario.

Le bilan dressé par le colonel Nagi est clair : « Au cours de ces mois de combats, l'adversaire entendait lancer les grosses attaques à l'occasion de la réunion de la conférence de l'O.U.A. à Tripoli, le 5 août prochain. Mais, comme nous nous approchions, il a dû se retirer à chaque fois après avoir essuyé de lourdes pertes. » Depuis l'attaque de Ghazal le 22 septembre, le Front Polisario paraît chercher en vain dans cet interminable conflit une nouvelle victoire. Il n'aura enregistré en juillet que des défaites.

ROLAND DELCOUR.

Madagascar

DOYEN DU CONSEIL SUPREME DE LA REVOLUTION

M. Monja Joana accuse l'armée et la gendarmerie de « massacres »

M. Monja Joana, doyen du Conseil suprême de la Révolution à Antananarivo, a déclaré dimanche 25 juillet à Toliana (sud-ouest du pays), le onzième congrès de son parti, le Mouvement Kamivimbaho, par une analyse très sévère de la situation dans le pays. M. Joana a accusé l'armée et la gendarmerie de « massacres ». L'armée et la gendarmerie malgaches ont « causé au moins cinq personnes, dont les corps criblés de balles ont été jetés dans une fosse commune », a-t-il affirmé, faisant allusion aux faits qui se sont produits le 10 mai dernier à Antananarivo et à Belamoty, bourgades situées à une centaine de kilomètres au nord de Toliana (sud-ouest du pays) (Le Monde du 23 mai).

M. Joana a révisé le leader nationaliste, quarante-deux personnes ont été fusillées, tandis que soixante-douze autres ont subi le même sort à Befan-Driana-Sud, ou un enseignement a été assassiné par les gendarmes le mois dernier.

M. Monja Joana a accusé « quelques réactionnaires agresseurs et sanguinaires » d'être les auteurs de ces meurtres, en voulant pour preuve le fait que parmi les soixante-cinq victimes d'Antananarivo, Belamoty, cinquante étaient membres de « l'avant-garde de la révolution malgache » (Carrema, parti du président de la République Didier Ratsiraka), dont plusieurs élus locaux.

Ces « massacres » sont souvent présentés comme des « burnes » consécutives à l'insécurité qui sévit dans les régions du sud de Madagascar. Le banditisme rural, en particulier les vols de bétail avec violence et pillages, maintient un climat permanent de tension entre les forces de l'ordre et la population. M. Monja Joana, âgé de plus de soixante-cinq ans, a annoncé d'autre part qu'il se présenterait à la prochaine élection présidentielle prévue entre le 4 novembre et le 4 décembre prochains contre le président Ratsiraka. — (A.F.P.)

Somalie

Moscou accuse Washington d'encourager « l'expansionnisme » de Mogadiscio

L'agence soviétique Tass a dénoncé lundi 26 juillet l'aide militaire que les Etats-Unis accordent à la Somalie, provoquant une nouvelle escalade de la tension dans la corne de l'Afrique et « menaçant l'Ethiopie et la Kenya ».

Selon l'agence, l'aide de Washington à Mogadiscio est destinée à soutenir le régime somalien « qui fait face à un véritable soulèvement populaire ». Par leur aide militaire à Mogadiscio, les Etats-Unis « cherchent à encourager l'expansionnisme somalien contre l'Ethiopie », affirme Tass.

L'Ethiopie a également protesté officiellement lundi auprès du gouvernement américain. « L'introduction de nouvelles armes dans cette région — très importante stratégiquement et où la situation est déjà très tendue — est indéniablement destinée à provoquer une escalade du conflit », dans le but d'assurer une présence militaire des Etats-Unis dans la corne de l'Afrique », a déclaré un porte-parole du ministère éthiopien des affaires étrangères qui a une fois de plus démenti que son pays ait envahi la Somalie, précisant qu'il n'avait aucune raison de le faire. Addis-Abeba a peut-être été contraint de « réviser ses options et de prendre les mesures qui lui semblent appropriées », a précisé le porte-parole. A Nairobi, les opposants du Front démocratique de salut somalien (F.D.S.S.), qui affirment être les seuls à se battre contre l'armée somalienne, ont « vivement condamné » la décision américaine qualifiée d'« intervention flagrante dans un conflit purement interne ».

A Mogadiscio, trois appareils

américains, dont un avion d'observation de l'U.S. Navy, stationnaient dimanche sur l'aéroport marquant le début de l'aide militaire d'urgence des Etats-Unis. Cette présence, selon les observations dans la capitale, pourrait être l'indice d'une prochaine contre-offensive de Mogadiscio, avant l'ouverture du congrès du parti, le 30 août. De nombreuses saïes d'hommes aptes à porter les armes ont d'ailleurs été signalées dans le pays. Cependant, un diplomate occidental a tenu à affirmer qu'« il n'y avait pas d'arrivages massifs d'armements américains et que le matériel serait uniquement défensif ».

Les premières actions arrivées en provenance de Diego-Garcia, selon une source diplomatique, apportent, croit-on, savoir, du matériel de communication, des armes antichars, des armes légères et des munitions. Mais on est loin d'un véritable pont aérien, au moins dans la capitale.

L'Egypte, qui a déjà fourni par le passé des armes de fabrication soviétique au régime de Siyad Barre, a peut-être commencé à envoyer du matériel antichar. Sur le « front », entre Ferfer et Galdogob (centre du pays), aucun combat sérieux n'a été signalé la semaine dernière, mais des échanges d'artillerie ont eu lieu beaucoup plus au nord, à Tug-Wajale, et tout à fait au sud, dans la région des « trois frontières » (Kenya, Ethiopie, Somalie).

Selon des officiers somaliens, l'ennemi a pénétré de 31 km en Somalie dans le secteur de Balambelle (région de Galdogob), et de 10 km dans celui de Galdogob (région de Mudug). De l'avis des diplomates, c'est délibérément que l'offensive n'a pas été poussée, notamment jusqu'à la « route chinoise » (Nord-Sud). — (A.F.P.)

Un projet de rapatriement de réfugiés éthiopiens par le H.C.R. suscite des controverses

De notre correspondant

Genève. — Un projet de rapatriement des réfugiés éthiopiens en Somalie, programmé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), avec la participation de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, soulevé à Genève une inattendue controverse. Ce projet, dont la réalisation nécessite 20 millions de dollars et qui, en principe, permettrait la réinstallation de quelque deux cent mille réfugiés, sera en effet mis en œuvre sur place par la Croix-Rouge éthiopienne et la commission éthiopienne de secours et de réadaptation, deux organismes dont les responsables sont désignés par le gouvernement d'Addis-Abeba. Or, la plupart des réfugiés qui ont fui pour assurer leur survie ou qui ont été chassés de leurs terres à la suite de pillages commis par les forces armées éthiopiennes, ont d'autant moins le désir d'être rapatriés qu'un séjour de trois mois dans les camps dits de « rééducation » est officiellement prévu pour les « suspects ». Le chiffre de deux cent mille « candidats volontaires » avancé par les autorités éthiopiennes paraît singulièrement gonflé, et l'on craint que les 20 millions de dollars ne soient en réalité utilisés pour alimenter leur budget militaire.

destiné à y examiner la situation. Un des responsables du H.C.R. a reconnu, devant nous, qu'une des raisons qui nous ont conduits à nous lancer dans cette action n'est autre que la crainte d'une nouvelle « polarisation » : il est dangereux de garder trop longtemps les gens dans les camps, tandis que leur mouvement de libération ont marqué avec force leur volonté de s'opposer par tous les moyens à la réalisation, même partielle, de projets de réinstallation des réfugiés.

Les porte-parole de tous les mouvements de libération ont marqué avec force leur volonté de s'opposer par tous les moyens à la réalisation, même partielle, de projets de réinstallation des réfugiés.

ISABELLE VICHNIAC.

● M. Quiri Masire, président du Botswana, se rendra en France officielle en France au mois de septembre prochain. Cette visite sera la première d'un chef d'Etat du Botswana en France depuis l'indépendance de ce pays en 1966. — (A.F.P.)

POUR LE 8^e CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

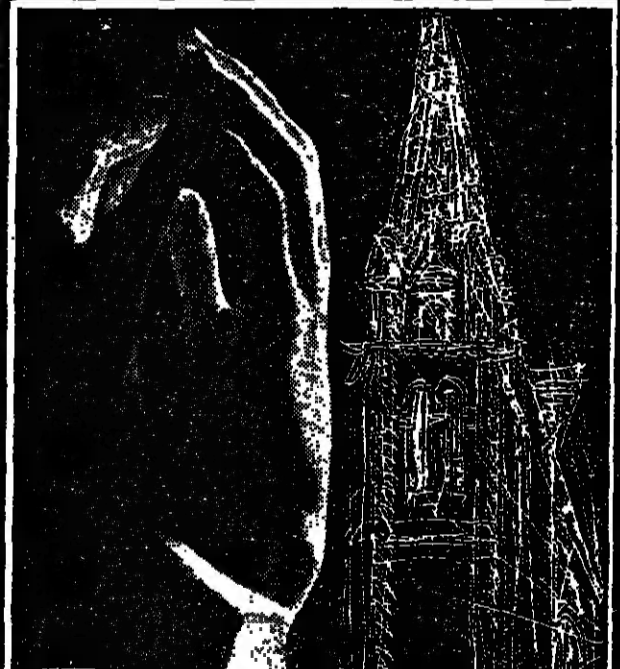
« Une cathédrale ce sont deux mains qui s'unissent en prière. » (Rodin)

Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : Les Cathédrales de France.

19 Mai 1182 :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons : tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel, l'élévation par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique a trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot imprime le seul livre d'Auguste Rodin, génie de la sculpture : « Les Cathédrales de France ». C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**

C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Attention : le livre paraîtra dans 6 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

« Je lègue aux Français leur plus grand trésor artistique : Les Cathédrales de France ». (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Des aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin sans aucun engagement de votre part : 150 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclame une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonnant. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle noire. Un

Description de l'ouvrage.

1 vol. grand in-quarto (21 x 27 cm). 730 pages environ. 130 dessins de Rodin. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats, plats repoussés à l'or et à l'argent. Tranches filées et signet tressés assortis. La reliure de ce livre a reçu le prix Aspre de Rome 1932, pour la plus belle reliure artistique de l'année. En effet, l'artiste Ingo Alvoita a réussi à exprimer merveilleusement, en argent et or véritable, la symbolisme profond de la cathédrale. Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos décors sont gravés à la main. 183 cm² de feuille d'or véritable, tiré 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaircie des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une superbe gravure d'art.
C'est une gravure de 14 x 21 cm d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Les Cathédrales de France » d'Auguste Rodin, en un seul volume 21 x 27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 6 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tout mon adresse que mes signatures sont conformes.

AMÉRIQUES

Le tiers-monde brésilien

II. — La civilisation du bidonville

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

L'installation de grandes compagnies d'élevage dans l'ouest et le nord du Brésil provoque l'expulsion de nombreux petits paysans et la disparition de leurs cultures vivrières. Les autorités locales et la police sont venues compliquer dans l'utilisation de la violence contre ces « Jean-sans-terre », qui constituent des foyers d'insécurité permanents dans tout le pays (« le Monde » du 27 juillet).

Rio-de-Janeiro. — Entre Rio-de-Janeiro et Nova-Iguazu il y a pas plus de 40 kilomètres. Mais quand l'évêque de Nova-Iguazu va à Rio, il a l'impression de changer de pays, voire de civilisation. Son « pays » à lui est un lotissement anarchique de plus de 1 million d'habitants, dont chaque baraque est la réplique fidèle, mais inversée, des gratte-ciel et des « résidences » de l'ancienne capitale. Ici, dit l'évêque,

« On sent les oranges ? Ici, les petits noirs jouent pieds nus au cerf-volant, dans un univers de tôle ondulée et de carton. L'été, ils se baignent dans la rivière qui coupe la favela et où toutes les eaux usées se déversent. Pour avoir de l'eau, il faut creuser un puits. Comme chacun improvise, sous sa baraque, son propre écoulement, l'eau est contaminée. »

« Le docteur nous a recommandé de la faire bouillir », dit une vieille femme, mais comme elle n'a pas assez de casseroles, c'est une précaution qu'elle ne prend jamais. Ils sont quinze à habiter chez elle — on se demande comment. La petite dernière, qui n'a pas six ans, souffre d'une « pneumonie ». Après la dernière inondation, il a fallu vacquer tout le monde contre le typhus. La plupart des favelados ont leur potager, au milieu de la boue et des ordures. Mais ont-ils un métier ?

« Ils vivent de bricoles », dit l'homme qui nous accompagne. Le mot bricole désigne les mille et une manières de ne pas mourir de faim : voler des chaussures, vendre de vieux papiers ou des glaces, faire le manœuvre sur des grues, s'improviser plombier, réparateur de chaussures ou de meubles ; et pour les femmes : faire des ménages ou le trottoir.

Des enfants sans école

A Brasilia, l'une des favelas de Sao-Paulo, les femmes qui balisent les rues ne travaillent pas directement pour la municipalité, mais sont « employées » par une entreprise de nettoyage : elles gagnent la moitié du salaire minimum, soit 6 000 cruzeiros par mois (300 francs). Même chose pour les enfants « non désirés » : ils travaillent dans les supermarchés. Beaucoup n'attendent pas d'avoir l'âge légal — douze ans — pour travailler. Ils témoignent les taux de défection scolaire : un tiers des enfants de sept à quatorze ans dans tout le pays, ne vont pas à l'école. Entre sept et neuf ans, la moitié des enfants sont analphabètes. Le pourcentage d'analphabètes reste élevé pour l'ensemble de la population : 31 % en 1980, contre 38 % dix ans auparavant (1).

Venus du Nord-Est, pour la plupart cette région surpeuplée, les habitants de la favela, les habitants de Brasilia sont des déracinés,

devenue la ville elle-même, ce magma où le « centre » occupe moins de place, désormais, que la « périphérie ».

Brasilia, le soir : des milliers de lumières qui ressemblent à des lampôles, dans des struts de ciment ou de planches. Pas loin de là, les six cent mille habitants d'Ossaco semblent avoir surgi par surprise, clandestinement. Encore aujourd'hui, la seule façon de se loger, pour beaucoup de familles, est de construire son toit avant l'aube — seule garantie contre la démolition. De nombreuses bandes de Sao-Paulo se sont faites ainsi, par invasions nocturnes successives : l'eau, l'électricité, viennent ensuite, au fil des années, après de multiples pétitions.

Jaguari est une des plus anciennes favelas de Sao-Paulo : vingt mille personnes y vivent sur des collines ravagées par les avalanches. Avec le temps, les favelados se sont adaptés, ils ont même peint en bleu ou en rose leurs murs de vieux bois. On trouve chez eux des semblants de rues, et des semblants de magasins : épicerie, buvette, cordonnerie, et même manucure ! « Qui entre dans la favela n'en sort plus », dit une assistante sociale d'Ossaco.

Zénilho, lui, n'en sortira jamais. Nordiste, de 45 kilos (fibroseux), il lui est arrivé d'en peser 300. Il dépend 3 000 des 12 000 cruzeiros qu'il gagne chaque mois pour prendre les trois autobus qui l'amènent à l'usine dont il est le gardien. Les quatre heures qu'il passe chaque jour en transport

De l'eau sucrée pour dîner

« Ce qui m'a le plus impressionné ici, dit un prêtre de Brasilia, c'est la faim. Des enfants pleurent pour avoir à manger. On leur apporte avec de l'eau sucrée. Je connais des gens qui se nourrissent seulement de riz pendant des mois. »

Certes, le Brésil a toujours connu la faim. Mais des Brésiliens ont faim, aujourd'hui, qui, hier, parvenaient à se nourrir — plus ou moins bien. Un pays de 150 millions d'habitants, le Brésil (2), a constaté que si, en 1970, la ration alimentaire de base absorbait 43 % du salaire minimum, ce pourcentage s'élevait à 59 % sept ans après. La favela n'est pas un phénomène marginal. En 1980, un habitant sur trois de l'Etat de Rio-de-Janeiro vivait dans un bidonville — ou l'équivalent, « si l'on en croit l'IBASE, alors qu'il y en avait un sur dix en 1970. En outre, les statistiques officielles de l'IBGE (3), qui nous avons interrogés (le très officiel Institut brésilien de géographie et de statistique), le chiffre qu'il avance est — un sur cinq — reste effarant.

L'entassement dans les bidonvilles, à Rio, atteint des dimensions colossales : sept cents personnes sur un espace grand comme un terrain de football ; deux mille trois cent soixante personnes à l'heure dans la favela de Capaneira, soit sept fois plus qu'à Capaneira, le quartier le plus dense.

La situation est la même à Sao-Paulo, où la « favelisation », selon une étude de la municipalité, s'est accentuée de façon vertigineuse à partir de 1970, après une décennie de « miracle » économique (4).

Depuis qu'il est évêque de Nova-Iguazu, Don Adriano Hypolito a, au temps de faire des comparaisons :

« Dans ce pays, tout se fait en fonction de la classe dominante, c'est-à-dire la bourgeoisie, en marge des transformations sociales. Avant, la croissance était

(1) Source : Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE), Rio-de-Janeiro.
(2) Département interministériel de statistiques et d'études socio-économiques.
(3) De 1973 à 1980, la population de Sao-Paulo a augmenté de 33 %, et celle des favelas de la ville, de 54 %.

ISTH depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

SC. PO

ENSEIGNEMENTS ANNUELS COMPLETS

Octobre à Juin ou Janvier à Juin

• Entrée en AP-24h hebdo

Renforcement en Méthodologie et 2 langues vivantes

Contrôles écrits hebdomadaires

SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS

CENTRE AUTHEUIL
11, rue de la République - 92100 Nanterre
CENTRE TOLBIAC
81, rue d'Alger - 75013 Paris - Tél. 555.38.25

correspondent à la moyenne quotidienne des trajets domicile-travail à Sao-Paulo. Cette semaine, l'argent, il est resté chez lui.

Sa femme fait des ménages dans une autre entreprise. Avec ses chaussettes de laine et son vieux chapeau, elle a l'air d'une vieille. Elle s'agace pour parler sur le seul siège de la baraque : un vieux fauteuil de plastique dont la bourse s'échappe de tous côtés. Après avoir eu six enfants, elle aurait voulu qu'on l'opère. Mais Zénilho a refusé, car il n'aurait plus tiré d'elle « le même profit ». Quand elle partait travailler tous les deux, ils laissent leurs six enfants enfermés. Un voisin leur donne à manger. C'est le sort, nous dit-on, de beaucoup d'enfants de bidonville.

Les plus grands sont livrés à eux-mêmes. Ils ne se résignent pas, comme leurs parents, à devenir des mendiants ou des bonnets. Nés dans la ville, ils en veulent tout de suite les bienfaits. Alors ils volent. Ils forment des quadrilles (bandes) aussi nombreuses à Sao-Paulo qu'à Bogota : vol à la tire, prostitution, mariages. En 1978, ils ont été quatre cent mille mineurs abandonnés : 50 % de larcins commis dans la ville leur étaient attribués. Une commission parlementaire évaluait en 1978 à trois millions, dans tout le pays, le nombre des enfants en état d'abandon ou de privation visible. L'archidiocèse de Sao-Paulo estime, en se fondant sur les indicateurs du niveau de vie, qu'il y en avait au moins vingt-cinq millions, soit 40 % de la population de moins de dix-huit ans.

Dans l'Etat de Sao-Paulo, on comptait récemment quatre cent mille mineurs abandonnés : 50 % de larcins commis dans la ville leur étaient attribués. Une commission parlementaire évaluait en 1978 à trois millions, dans tout le pays, le nombre des enfants en état d'abandon ou de privation visible. L'archidiocèse de Sao-Paulo estime, en se fondant sur les indicateurs du niveau de vie, qu'il y en avait au moins vingt-cinq millions, soit 40 % de la population de moins de dix-huit ans.

Pour avoir souvent exprimé ce point de vue, Mgr Hypolito a été en butte à bien des attaques. En 1978, il a été guégué par un complot d'extrême droite qui l'a roué de coups, déshabillé, badigeonné de rouge et abandonné dans la rue. Il y a trois ans, une bombe était découverte derrière l'autel de la cathédrale.

La violence n'est pas seulement la réponse à l'oppression, à la corruption, à la dégradation. Elle en constitue la racine. Elle fait partie de la vie quotidienne, pour une grande partie de la population.

Prochain article :

VIOLENCE AU QUOTIDIEN

APRÈS LE SÉJOUR DE M. JACK LANG A CUBA

M. Fidel Castro compte sur l'aide de la France pour se rapprocher de l'Europe de l'Ouest

De notre envoyé spécial

La Havane. — M. Jack Lang, ministre français de la culture, est parti le lundi 26 juillet à Mexico, pour la conférence mondiale de l'UNESCO sur les cultures, après un séjour officiel de quatre jours à Cuba, au cours duquel il a eu des entretiens prolongés avec M. Fidel Castro.

Celui-ci a longuement exposé à son hôte ses thèses sur la situation internationale et sur les risques de guerre mondiale. En revanche, il n'a rien dit sur la Pologne (« un échec du socialisme », disent les Cubains) ni sur l'Afghanistan (un thème qui « embarrasse » manifestement les dirigeants de La Havane. Il y a eu très peu d'échanges de vues sur l'Afrique et l'Angola, les Cubains réduisant que les négociations engagées entre les Etats-Unis et le gouvernement de Luanda ne débouchent sur un accord concernant un retrait « parallèle ou simultané » des troupes cubaines d'Angola et des forces sud-africaines de Namibie).

Des généralités, enfin, sur les droits de l'homme : le cas Valledor, le poète déchu en faveur duquel M. Mitterrand est intervenu au début de cette année auprès de M. Castro, n'a pas été évoqué. On estime dans les milieux informés que la discussion facilitera, mieux que des pressions publiques de position, la « solution positive » d'une affaire qui avait mis de l'aigreur dans les relations franco-cubaines.

Relations Est-Ouest, désarmement, conception « différente » du socialisme : les « divergences » entre la France et Cuba ne manquent pas. M. Lang, dans chacune de ses allocutions, en a fait état, tout en estimant que « les deux pays croient en l'homme et refusent la dictature internationale d'une grande puissance, ainsi que la monoculture standardisée et industrialisée ».

M. Fidel Castro s'est bien gardé, lui, de dresser le catalogue des « divergences » au cours d'une longue allocution très « politique » qu'il a prononcée samedi soir à l'ambassade de France. Il a préféré insister sur les aspects qu'il juge positifs de la politique française : au Liban, dans la recherche d'une solution de la question palestinienne ; en Namibie ; en Amérique centrale, où la Havane continue de préconiser, sans trop y croire, une solution négociée des conflits.

« La France, affirme-t-il, doit et peut jouer un grand rôle en faveur de la paix mondiale et en faveur des nations du tiers-monde victimes

de l'échange inégal. Ce n'est pas le troisième monde mondial qui menace, mais la dernière de toutes les guerres. Alors le dit-on à l'option zéro en matière de désarmement, mais pas à l'option zéro de M. Reagan ».

Les dirigeants cubains s'interrogent sur les raisons du « silence » soviétique dans la crise libanaise. Ils observent que Moscou, qui avait fourni toutes les assurances et prodigué toutes les marques d'amitié aux dirigeants de l'O.L.P., sont, jusqu'à présent, restés « très discrets » depuis l'invasion du Liban par les troupes israéliennes. Que vaut, dans ces conditions, la « protection » soviétique ? Que pourrait espérer Cuba, si le régime castriste devait affronter une crise majeure avec les Etats-Unis ?

L'aide soviétique à l'économie cubaine, durablement frappée cette année par la chute des cours du sucre sur le marché international, est également un thème de réflexion à La Havane en ce moment. M. Carlos Rafael Rodríguez, numéro trois du régime cubain, a récemment plaidé à Budapest devant les pays membres du Comecon, la thèse d'un « nouvel ordre international socialiste ». Si les Cubains trouvent que l'entraide entre pays socialistes a des failles et des insuffisances, ils restent capables d'insister sur le socialisme.

Un jour, dit M. Fidel Castro, tous les pays du monde seront socialistes. Mais il faudra conserver au moins un Etat capitaliste. D'abord pour nous permettre de fixer les prix et aussi pour demander un aide... Soucieux de leur sécurité, alors que les relations avec les Etats-Unis sont au plus bas (même les « petits pas » réalisés pendant l'administration Carter, comme la collaboration des garde-côtes cubain et américain dans le détroit de Floride ont été supprimés), préoccupés par les crises économiques très graves (taux de croissance va tomber de 12 % à 2 % en 1982, selon les chiffres officiels), les dirigeants de La Havane tentent un certain « réajustement » de leurs alliances. Sans renoncer bien entendu, à aucun de leurs accords de coopération militaire et économique avec les pays de l'Est, les dirigeants cubains souhaitent améliorer leurs rapports avec l'Europe occidentale, et ils comptent manifestement sur la France, qu'ils jugent plus proche d'eux que l'Allemagne, pour jouer le rôle de « locomotive » auprès de ses partenaires européens.

MARCEL NIEDERGAANG.

Canada

Les représentants des populations autochtones de vingt-quatre pays se sont réunis dans la Saskatchewan

De notre correspondant

de manière à ne pas remettre en question leur mode de vie. L'Assemblée de Regina a même adopté une résolution préconisant la « mise en place d'un processus de développement national pour le développement qui permettrait la mise en place d'un « capitalisme indigène ».

Pour les cinquante millions d'Indiens du continent latino-américain, en particulier les Mayas du Guatemala, les Quichés du Pérou ou les Aymaras de Bolivie, les préoccupations ne sont pas tout à fait les mêmes et la question se pose de manière beaucoup plus locale : il ne s'agit pas pour l'instant de négocier des droits avec les Blancs mais tout simplement de survivre et d'échapper à la répression. C'est pourquoi, il ne faut pas s'étonner que si peu d'entre eux, pourtant invités, aient fait le voyage jusqu'à Regina. Il est vrai que les Indiens de déplacement et de séjour ont dû en dissuader plus d'un. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Saskatchewan ont les organisations — la fédération des Indiens du Saskatchewan — espèrent une aide financière — se sont fait longtemps prier avant d'accorder une bien maigre subvention couvrant pour moins de 10 % des frais totaux.

Les « anciens » et les « modernes »

Les Miskitos du Honduras et du Nicaragua étaient là. Pour parer à toute éventualité, le gouvernement sardinien avait fait accompagner la délégation des Miskitos du Nicaragua par un de ses diplomates en poste à Washington. Les explications d'un vétérinaire Miskito, M. Marcello Zuniga, qui défendait la position officielle de Managua — huit mille cinq cents Miskitos ont dû abandonner une quarantaine de villages près de la frontière avec le Honduras et ont été regroupés dans des hameaux stratégiques afin de les protéger contre les incursions des « contre-révolutionnaires » —

n'ont guère convaincu les Indiens d'Amérique du Nord.

Au-delà des intérêts communs et derrière l'unité de façade, les divergences entre les divers groupes représentant les autochtones sont apparues à deux niveaux à Regina. D'abord entre les Nord-Américains et les Latino-Américains qui se disputent le contrôle des fédérations internationales regroupant les associations autochtones de divers pays : ensuite, entre les « anciens » et les « modernes », qui s'affrontent surtout en Amérique du Nord. Les premiers, connus sous le nom de « traditionalistes », s'opposent à toute négociation de leurs droits avec la société blanche et ne veulent même pas entendre parler de l'ONU, à laquelle ils reprochent de regrouper des « nations hostiles aux autochtones ».

Les autres estiment au contraire qu'il faut utiliser le forum de l'ONU pour exercer des pressions sur les gouvernements. Ils espèrent donc un jour faire adopter par les Nations unies la convention des droits des peuples indigènes qui a été rédigée à l'issue du congrès mondial des peuples indigènes (Canberra, 1981) et qui a été acceptée à Regina. Ce texte reconnaît aux nations autochtones le droit de contrôler les richesses naturelles situées sur leur territoire et le droit à l'autodétermination, y compris le droit de se constituer en Etat. Aucun pays n'a jusqu'ici ratifié cette convention.

Il y a donc eu deux conférences à Regina, à quelques kilomètres de distance. Pendant que les « modernes » discutent sagement dans l'enceinte de la patinoire, les « traditionalistes », qui avaient installé leurs tentes (tentes d'Indiens) un peu plus loin, faisaient un « pow-wow » (assemblée traditionnelle) et consacraient leur temps à la prière et à la danse. Mais pour les deux derniers jours de la réunion, samedi et dimanche, « anciens » et « modernes » se sont retrouvés pour des festivités très colorées et un immense « pow-wow ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Des projets pharaoniques

Brasilia (A.F.P.). — Un document réalisé à la demande du ministère brésilien du plan sur les grands projets de construction dans le pays commencent à donner des vertiges aux dirigeants de Brasilia.

Les cent quatre projets les plus importants coûteront, aux prix 1982, 90 milliards de dollars, soit 30 milliards de plus que la dette extérieure, déjà très lourde. La seule centrale hydroélectrique d'Itaipu coûtera 11 milliards de dollars, soit l'équivalent des commandes d'équipement pour le gazoduc qui reliera la Sibérie à l'Europe occidentale.

Le Brésil doit mener de front plusieurs ouvrages pharaoniques comme le barrage d'Itaipu : l'exploitation de la « montagne de fer » de Carajás, un ambitieux programme nucléaire d'énormes complexes sidérurgiques, les métros de Rio et de Sao-Paulo, etc.

« Le gigantisme semble être une maladie qui se transmet avec l'échelle présidentielle », commente l'hebdomadaire Isto É.

Le vertige s'accroît lorsqu'on calcule les dépenses globales de l'administration publique : 410 milliards de dollars pour la période 1982-1985, soit l'équivalent du produit intérieur brut dans un pays comme l'Italie. Pour parvenir à ces objectifs, les experts estiment qu'il faudrait au Brésil une croissance de 5 % par an au cours des prochaines années, ce qui semble actuellement hors de portée. Une solution raisonnable, écrit

Isto É, serait de sacrifier certains projets ou d'en réduire la portée. Mais l'hebdomadaire souligne la nécessité de ces projets, du moins au temps, le capital étranger est investi : des accords de gouvernement à gouvernement ont été signés et des contrats d'approvisionnement ont été passés avec des firmes multinationales. Souvent, le gouvernement est pris dans un engrenage. C'est le cas d'Aciminas, un complexe sidérurgique en construction près de Belo-Horizonte dans l'Etat du Minas Gerais. Le projet, maintenu en dépit de la crise sidérurgique mondiale, a absorbé jusqu'ici 580 milliards de cruzeiros. Comme il manque « seulement » 342 milliards pour le terminer, les autorités de Brasilia ont décidé qu'il serait maintenant bien qu'elles ignorent comment sera éconolée la production.

En outre, au moment où le Brésil connaît des difficultés pour placer ses produits à l'extérieur, les grands projets sont devenus indispensables pour garantir l'afflux de devises dont le pays a besoin pour sa balance des paiements. Le ministre du plan, M. Antonio Delfino Neto, grand maître de l'économie brésilienne, s'est fait le champion de cette course aux capitaux en Europe ou aux Etats-Unis. Mais sa politique est de plus en plus contestée à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, malgré l'appui que lui a donné publiquement le président de la République, le général João Figueiredo.

le Monde

La réforme

La réforme... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La réforme... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

M. GAUDIN (U.D.F.) : une régence de la démocratie

M. GAUDIN (U.D.F.) : une régence de la démocratie... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

ARCHITECTES BATISSEURS

10 rue de la République - 92100 Nanterre

Tél. 555.38.25

Assurer des majorités avec les minorités

LAURENT ZECCHINI

● **L'association Dialogue des villes de France**, récemment créée et animée par Mme Monique Pelletier (U.D.F.) regrette que ne soit pas imposé aux listes pour les élections municipales un quota minimum de femmes. L'ancien ministre de la condition féminine considère qu'il s'agit là d'un « recul réactionnaire » du gouvernement décidé « au mépris des engagements publics et formels » de M. Mitterrand et de Mme Yvette Roudy, actuel ministre des droits de la femme.

M. Koehl (U.D.F., Bas-Rhin) déclare que le texte du gouvernement, sans être parfait, assurera une meilleure représentation des femmes au conseil municipal. « Je voterai ce projet, en égard à ses principes et malgré ses lacunes ». M. Santoni (R.P.R., Moselle) estime que le projet est déficient, mais qu'il ne faut pas voter en cause la gestion de M. Defferre à Mandelieu. Les membres des commissions extra-municipales, adhésion-1-2, sont favorables au projet.

■ L'association Dialogue des villes de France, récemment créée et animée par Mme Monique Felleiter (U.D.F.) regrette que ne soit pas imposé un teltes pourcentage minimum de femmes. L'ancien ministre de l'éducation féminine considère qu'il exagite la part de la femme dans le gouvernement décidé « en mépris des engagements publics et formels » de M. Mitterrand et de Mme Yvette Roudy, actuel ministre de l'éducation nationale.

ils qui sont bons d'origine internationale. Ceux qui se passionnent, estiment, comme leurs aînés, que dix-sept listes de candidats pour une élection, cela fait beaucoup trop. L'un déclare : « C'est innommable », l'autre : « C'est une honte pour la Corse. » Et finalement : « Les élus, ce seront les radicaux de gauche. Ils seront chargés d'ambiguer un statut particulier avec lequel ils ne sont pas d'accord ! »

Bref, seul le clan est admis. De droite ou de gauche, Rocca-Serra ou Giacobini. On peut critiquer mais à condition de bien voter. M. Etienne Orsini, entraine ans, invalide de guerre, critique : « *Regroupes de fautes ont été commises. Tous ces partis politiques, c'est une mangrove. Vous maintenez une politique honnêtement ? M. Orsini crime mes trêve radical de gauche. Il est resté à gauche* ». Telle est la force du passé, tel est le poids de la tradition. Le service rendra (une

LAURENT GREUSAMER

Prochain article:

COMMENT CHANGER L'ÉCONOMIE



**ARCHITECTES
BATISSEURS**

*Ils ne sont pas en vacances!
Ils vous attendent dans toutes les régions de France.
C'est le moment de réfléchir avec eux sur votre future
maison, «liée en main».*

Pour avoir leur adresse sur place appelez ou écrivez:
Architectes-Bâtisseurs
BP 84 - 84006 AVIGNON
Tél. 90/85.23.24

APB

Les présidents des groupes de l'opposition acceptent de se rendre à l'hôtel Matignon... en septembre

GIRL
roman
Andrew M. Greeley

M. Mauroy : l'impôt sera réparti plus équitablement entre les plus riches et les plus démunis

PARIS PROTECTION
11 seule adresse
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
☎ 566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 VOS

Le P.F.N., modifiant sa stratégie, opte pour « l'agitation, le combat dans la rue »

- (...) il nous faut une armée de militants combattifs pour passer à d'une autre république s'appuyant sur le parti du peuple de France. -

VERS GRATUIT

**LE P.C.R. LANCE
UNE CAMPAGNE DE CONTROLE
DES LISTES ÉLECTORALES**

C'est pourquoi le P.C.R. va inciter ses militants et ses sympathisants à se rendre dans les mairies pour obtenir communication des listes électorales et pour vérifier, quartier par quartier, l'existence des électeurs. Il s'agira de «détecter les morts encore inscrits», les doubles inscriptions, les électeurs inscrits mais ne résidant plus dans le département et, plus simplement, de vérifier l'exactitude des adresses. Des fiches relevant les situations suspectes et les irrégularités seront

*
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
☎ 387 25 00
En 30, rue des Dames Paris 7^{ème}
les cours continuent
en juillet et août

Halte au Vol



1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
 1 blindage acier 15/10^e

+
 renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

+
 1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

+
NOUVEAU
(Sécurité renforcée)
 1 cornière de pivotement paumelles soudées

Offre exceptionnelle au lieu de 4.360 F
4.000 F TTC
 Pose et dépl. compris
 .PARIS-BANLIEUE

Société
PARIS PROTECTION
 (1 seule adresse)
 55, av. de la Motte Picquet
 75015 PARIS

☎ **566.65.20**

CREDIT GRATUIT
 4 VOS

Le Monde

société

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

La responsabilité totale de l'État est retenue dans la catastrophe aérienne du 5 mars 1973

A la suite de la grève déclenchée par les contrôleurs de la navigation aérienne, le gouvernement a décidé, le 24 février 1973, de mettre en œuvre le plan Clemens-Marcé. C'est au cours de la période d'application de ce plan, en vertu duquel un contrôle militaire est substitué au contrôle civil, que se produisit, le 5 mars 1973, à 8 500 mètres d'altitude, la verticale de la commune de La Planche (Loire-Atlantique), une collision entre un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Air France. Les deux compagnies aériennes et leurs compagnies d'assurances, estimant l'accident imputable aux fautes commises par les contrôleurs aériens militaires, saisirent le tribunal administratif de Nantes d'une demande en réparation. Par deux jugements du 1^{er} juillet 1980, ce tribunal déclara l'État français responsable de 85 % des conséquences dommageables de l'accident, mais laissa 15 % de la responsabilité à la charge des compagnies en raison de la faute qu'avait commise le pilote du Concorde.

Saisi par les ministres de la défense et des transports d'appels

pendant à ce que l'État soit chargé de toute responsabilité dans cette affaire, et par les compagnies d'appels tendant au contraire à ce que celui-ci supporte l'intégralité des conséquences de l'accident, le Conseil d'État vient de donner satisfaction à ces dernières par deux décisions du 28 juillet 1982. Pour retenir la responsabilité totale de l'État, le Conseil d'État a estimé que le secteur de contrôle de la région de Nantes avait commis trois fautes lourdes : avoir assigné un niveau de vol identique aux deux avions qui convergèrent vers la balise de Nantes ; avoir transmis au commandant du Concorde des instructions qui n'étaient pas exécutables en l'état et qui n'ont pas été complétées ; avoir invité avec retard le commandant à passer sur la fréquence du secteur de Nantes. Il a par ailleurs jugé que le pilote n'avait commis aucune faute grave, avant d'entamer sa manœuvre, il avait fait partie de ses intentions au service de contrôle sur la fréquence qui lui avait été attribuée et vainement sollicité des instructions à plusieurs reprises. Ce n'est qu'après le dépôt du rapport de l'expertise ordonnée par le tribunal administratif de Nantes que pourra être chiffré le montant, qui sera sans doute élevé, de la condamnation mise à la charge de l'État français dans cette affaire.

POINT DE VUE

Les conciliateurs ne veulent pas mourir !

par NELLY BONNART-PONTAY (*)

PAR circulaire du 14 mai 1982, le ministre de la justice a pris la décision de suspendre les nominations de nouveaux conciliateurs. C'est sans aucun doute faire obstacle au décret du 20 mars 1978 qui les a institués. Mais en 1977, d'abord à titre expérimental, puis officialisé en 1978, ils ont plus d'un millier en France qui rétablissent l'harmonie entre les personnes, recommandent les voisins espèrent les querelles, apportent aux plus démunis la solution du problème qui empoisonne leur vie quotidienne.

Gratuitement, sans formalité et sans trace inutile, en un temps record, ils ont traité pour la seule année 1981 trois et un mille dossiers ! Un véritable défi comparé à la justice traditionnelle.

Récemment on pouvait lire dans la presse que pour cette même année 1981 il avait fallu l'intervention de 13 572 conseillers prud'hommes pour traiter 120 000 affaires, soit dix fois plus !

Au vu de tels résultats, tout au bénéfice de la population, il était évidemment dangereux d'amener cette charrette de conciliateurs à l'échec. C'est un risque bien moindre et combien plus discret de les condamner, en douce, à la mort lente, en espérant que cette mesure passerait inaperçue.

Mais non, les conciliateurs sont bien vivants, ils continueront en toute légalité leur fonction désintéressée, puisqu'ils sont mandatés pour cela jusqu'en 1984... à moins que, délibérément et aux yeux de tous, on ne les fasse disparaître !

D'ici à cette échéance, ils resteront fidèles au poste sans se décourager au service de leurs concitoyens. Ainsi, ils seront toujours, le moment venu, en mesure de confirmer, prouver en mains, l'efficacité du service rendu à la population.

Quant à mettre cette condamnation au passif des magistrats, c'est vouloir délibérément déplacer les responsabilités. S'ils ont accepté de manière réservée l'institution, comme toute chose nouvelle susceptible de déranger l'ordre établi, ils se sont rendus à l'évidence : le conciliateur est utile, il a sa place dans notre société en facilitant l'accès du citoyen à la justice par sa fonction complémentaire que ces mêmes ma-

gistrats, investis du pouvoir judiciaire, ne peuvent plus fournir par manque de temps. Le conciliateur apaisé, concilie, gratifiant, rapidement, sans armes ni papier bleu. Son intervention ne laisse ni amertume ni regret. La décision du ministre de la justice faisant l'impasse sur une catégorie de citoyens particulièrement méritants, participant bénévolement à l'œuvre de justice, donne à réfléchir, face à l'injustice croissante des difficultés économiques qui ne permet pas de se doter de conciliateurs indépendants de magistrats. L'incertitude du lendemain, à l'angoisse de la précarité.

Si l'idéologie partisane conduit à de pareils errements, elle est contraire au bien public et doit être dénoncée. Il était bien inutile de crier haut et fort que la justice n'est ni de droite ni de gauche. Les faits démontrent cela.

Les conciliateurs indignés en appellent au président de la République, dont la volonté de consensus ne saurait être mise en doute, pour qu'un débat loyal s'instaure au regard de tous les Français sur une question qui les touche au plus concret de leur vie quotidienne. Pour le moment, les conciliateurs vivent, n'abandonnent pas de surcroît le public en lui faisant croire qu'ils sont déjà morts.

(*) Présidente nationale des conciliateurs judiciaires de France, avocate honoraire à la cour de Paris.

LES ENTENTES PÉTROLIÈRES À MARSEILLE : UNE EXPERTISE REFUSÉE

M. Alain Dragon, juge d'instruction à Marseille, vient de rendre une ordonnance rejetant une demande d'expertise formée par quatorze des quarante inculpés dans l'affaire dite des pétroles de Marseille. Les inculpés, parmi lesquels les présidents de Total, M. René Gruber de Lillac, et de Shell, M. Léonard Caroux, ont immédiatement interjeté appel de cette ordonnance. Leur requête sera donc examinée par le président de la chambre d'accusation. Voilà onze ans — la première plainte date du 1^{er} juin 1971 — que les dirigeants de compagnies pétrolières inculpées principalement d'entente illicite et de refus de vente multiplient les actes de procédures pour éviter, semble-t-il, que cette affaire ne vienne en audience publique.

Le cour d'appel de Rennes vient de relaxer le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. Alain Gilbert, condamné en juillet 1981 par le tribunal correctionnel de Rennes à une amende de cinq cents francs pour non-représentation d'enfant (le Monde daté 5-6 juillet 1981). M. Gilbert s'était opposé à l'arrestation d'une ordonnance prise par un juge d'instruction à propos d'une visite de deux fillettes chez leurs parents nourriciers.

UN FRIC-FRAC ÉLUCIDÉ

Le baron, la baronne et le gros diamant

Deux élégants membres de la société baron et baronne de leur état, photographiés au mois de juin dernier dans le très sélect *Officiel de la couture* et de la mode de Paris, Hubert Augier de Mousseau, quarante-huit ans, et son amie Stephanie von Kries Zu Goetzen, quarante-sept ans, sont sous les verrous, le premier à Paris, la seconde à Genève. Tous deux sont accusés d'avoir servi d'intermédiaires lors d'une transaction entre deux voleurs de bijoux et leurs victimes, un couple de Mexicains, M. et Mme Salinas y Rocha (nos dernières éditions).

De passage à Paris, M. Hugo Salinas y Rocha, riche industriel, et son épouse, Maria Isabela, étaient descendus au Ritz, place Vendôme à Paris. Le 7 octobre 1981, ils avaient été agressés dans leur chambre par deux individus qui leur avaient dérobé leurs bijoux, estimés à 30 millions de francs. Parmi ceux-ci un diamant 43,95 carats et un pendentif portant un diamant en forme de cœur de 6,65 carats.

Le 28 novembre, la compagnie d'assurances des époux mexicains publiait dans le *Figaro* une petite annonce promettant 300 000 dollars pour la restitution des bijoux et garantissant qu'aucune question ne sera posée. Une commission rogatoire internationale était alors délivrée par M. Pierre Binaweg, juge d'instruction au tribunal de Paris, aux policiers de l'O.C.R.B. (Office central de répression du banditisme). Des surveillances étaient effectuées à Paris et à Genève en collaboration avec la police suisse. Finalement, rendez-vous est pris pour le vendredi 23 juillet, à Genève au siège de la Société des banques suisses, entre le couple mexicain et trois personnes se proposant de restituer les bijoux contre la récompense. C'est ainsi que les policiers du commissariat Georges Mondes ont arrêté la baronne Stephanie von Kries Zu Goetzen, de nationalité américaine, aux origines nobiliaires mystérieuses et domiciliée à Paris, 145, rue de l'Université. La baronne, de souche autrichienne, qui avait des difficultés financières, était en possession d'un chèque de 150 000 dollars, montant d'une commission rétribuant son rôle d'intermédiaire.

Elle se trouvait en compagnie de deux hommes, Raymond Davy, vingt-deux ans, co-gérant d'une société automobile, habitant à Paris, et Bruno Lovison, vingt ans, courtier en automobiles, de Paris également. On ignore pour l'instant si les deux hommes sont les auteurs de l'agression commise au Ritz, mais les enquêteurs les soupçonnent fortement. Tous trois ont été incarcérés à Genève en attendant d'être transférés à Paris. Lors de leur interpellation, les policiers ont récupéré les deux bijoux les plus importants, estimés à 25 millions de francs, ainsi qu'une somme de 500 000 dollars représentant la valeur des autres bijoux.

43,95 carats

Le lendemain, la police arrêtait à Paris, 60, avenue Foch, le baron Hubert Augier de Mousseau, issu d'une vieille famille de la Vienne et occupant de temps à autre l'appartement d'une vieille dame vénétienne dont il gérât, semble-t-il, les affaires. Le baron Augier de Mousseau, qui lui-même ne semblait pas rouler sur l'or, est considéré comme l'instigateur de la transaction, mais il nie les faits. Il a cependant été écroué. Quant à Mme Maria Isabela Salinas y Rocha, elle a retrouvé son diamant de 43,95 carats, un des plus purs de cette taille, et dont elle ne se séparait jamais, car il était pas assuré. Pendant neuf mois, elle s'était contentée d'en porter une copie. Reste maintenant aux policiers à retrouver les quelques bijoux manquants, représentant une valeur de 200 000 dollars... une pécuniale.

M. B.-R.

SCIENCES

La grande chasse aux particules

(Suite de la première page.)

Il s'est rappelé aussi comment, parti du simple compteur de Geiger-Müller inventé en 1928, il a abouti en 1981 au détecteur de gerbes de Volcano-Ranch, au Nouveau-Mexique. Constitué de scintillateurs distants de plusieurs kilomètres, cet appareil prouve l'existence de rayons cosmiques ayant une énergie un milliard de fois plus grande que celle qu'on peut maintenant atteindre dans les plus grands accélérateurs. Ce qui indique au passage que les rayons cosmiques n'ont pas dit leur dernier mot, et que cet outil du passé associé aux techniques spatiales, pourrait bien être celui du prochain siècle.

Mais ce n'est pas celui du présent, car après 1950, des accélérateurs de plus en plus puissants fournissent des faisceaux denses de particules. Herbert Anderson a rappelé ce que furent les premières expériences. Elles étaient réalisées par des équipes de trois ou quatre physiciens et montées en quelques jours. On en est maintenant à des équipes de cent chercheurs, assistés de quatre cents techniciens, qui commencent à préparer les dispositifs expérimentaux qu'ils utiliseront à la fin de la décennie.

La mutation des démarches expérimentales est gigantesque. Celle des concepts théoriques n'est pas moindre. En 1950, la mécanique quantique venait d'être créée : les physiciens avaient introduit des notions comme le spin, ou la parité, qui ne jouaient aucun rôle en physique classique, mais restaient descriptives dans le langage usuel. La spin s'analyse comme la rotation des particules sur elles-mêmes. La parité est une équivalence entre un objet et son image dans un miroir.

Mais quelle image donner du concept d'isospin, que Werner Heisenberg introduisit en 1932 et dont Nicolas Kemmer, qui fut l'un des premiers à l'utiliser, a retracé la genèse et montré la richesse ? C'est

un approfondissement du concept d'isospin qui est à l'origine de ces « théories de jauge » qui semblent actuellement être la moule unique par lequel doit passer toute description cohérente du monde.

Quelle image aussi donner de cette « étrange » dont les deux ordres Murray Gell-Mann et Kazuhiko Nishijima, ont exposé au colloque comment ils furent amenés à l'introduire ? Il s'agit, comme pour l'isospin, d'un de ces « nombres quantiques » qu'on assigne aux particules. Ces nombres caractérisent l'action de groupes mathématiques. En 1962, tous les théoriciens des particules jonglaient avec la théorie abstraite des groupes, qui eussent-ils leurs travaux. Eugen Wigner jonglait déjà en 1930, mais il a rappelé au cours du colloque combien peu de physiciens étaient alors prêts à voir la théorie des groupes intervenir en physique. Une révolution de plus à porter au bilan de ces trente années, qui en ont connu tellement.

Le mécanisme de la déaiguille

L'histoire de la physique des particules reste à écrire et, comme il a bien dit un des organisateurs, ce colloque, consacré à ces trente années décisives, avait pour objet de fournir des données à ceux qui écriront cette histoire. Il leur faudra les analyser.

La tâche ne pouvait être accomplie au cours de ces trois journées, où il y eut plus d'évocations que de discussions, où le culte des grands hommes s'entendait des prix Nobel était parfois un peu trop perceptible. Mais ces évocations devaient au moins aider à mieux comprendre ce mécanisme de la découverte, que les meilleurs chercheurs se transmettent un peu comme la flamme olympique et dont il faut imprégner les découvreurs de demain.

MAURICE ARVONNY.

RELIGION

Le « limogeage » d'un aumônier par l'évêque de Strasbourg soulève des protestations

De notre correspondant

Strasbourg. — Le monde étudiant et universitaire strasbourgeois est en émoi depuis l'annonce dans « l'Eglise alsacienne », publication de l'évêché de Strasbourg, d'une réorganisation de l'aumônerie des étudiants. L'aumônier diocésain des étudiants de Strasbourg sera désormais le Père Damien Deprez, qui succède au Père Jean-Marc Chauveau à la tête du Cercle universitaire Bernanos. Le « limogeage » — on pleines vacances universitaires du père Chauveau, qui cumulait les fonctions d'aumônier universitaire et de directeur du Cercle Bernanos depuis près de seize ans, suscite en effet de vives réactions, non seulement dans les milieux universitaires, mais aussi chez les militants catholiques du diocèse. Depuis l'annonce officielle de cette « réorganisation complète », les lettres de protestation et d'indignation s'accumulent sur le bureau de Mgr Léon-Arthur Elchinger, qui aura soixante-quinze ans en juillet 1983.

Certes, le différend entre l'évêché de Strasbourg et le Père Chauveau ne date pas d'hier. Une « discordance » non seulement de la conception pastorale, mais aussi d'orientation politique entre les deux hommes, le Père Chauveau étant réputé « homme de gauche » et certains de ses détracteurs le traitant volontiers de « nostalgique de mai 1968 ». De plus, en tant que directeur du Cercle universitaire Georges-Bernanos, il s'occupait aux yeux de l'évêché « plus de culture que de religion ». Mais son action est jugée « exemplaire » par beaucoup d'universitaires pour qui « Bernanos » était devenu un lieu privilégié de rencontres et de réflexion. Ainsi le cercle, « espace d'Eglise », se roulaient « l'ère d'une expérience d'« accueil nouvelle », militait « pour que soient entendus ceux qui ne parlent pas facilement en français » et pour que soient entendus « les autres ». Pour la plupart en vacances, les étudiants, enseignants et intellectuels strasbourgeois ne sont pas encore au courant du « limogeage » du directeur du Cercle Bernanos et du départ imminent de deux autres de ses collaborateurs. Car des quatre aumôniers universitaires en fonction cette année à Strasbourg, un seul a été maintenu à son poste pour la rentrée prochaine.

JEAN-CLAUDE PHILIP.

BIBLIOGRAPHIE

Un livre d'André Dumas

PRIÈRES D'UN THÉOLOGIE

Exercice périlleux ! Ces Cent prières possibles que publie André Dumas tiennent de la prière. Comment, en effet, sont-elles « possibles » ? Dieu est prié, mais c'est le lecteur qui entend ; on parle en secret et voilà le monde jeté au public. L'intelligence et la bonté de l'auteur ont raison de ces intentions ambiguës. André Dumas médite et s'abandonne à la confidence. On attendait un élève, on trouve un homme, ingénu dans ses désirs, vulnérable dans son imploration.

Mais ce genre, quand il ne s'envole pas en poésie pure, court d'autres périls : la plume qu'il suppose entraîne souvent des sentiments conventionnels, quelque sincères et retombent dans les inévitables contritions du pécheur, dans les acceptations trop patientes de l'épreuve, dans les louanges trop émerveillées du Créateur. En un mot, prier n'est pas, par définition, l'acte d'un révolté, cette sorte de texte fait redouter la sempiternelle douceur des chrétiens qui rend sacrées jusqu'aux larmes qu'ils versent !

FRANCE QUÉRÉ.

* Cent prières possibles », d'André Dumas, Éditions Grasset, dirigées par Jean Océano, collection « Prières pour aujourd'hui », 33 F. Le premier volume paraît en août, de la Minuscule et les quatre autres de l'Esprit.

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se resservir à volonté.

Garden Buffet ?

Un prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !

150 F
(taxes et service compris)

Tous les jours de 12 à 15 h.

Hôtel PRINCE DE GALLES
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

Le Monde

MEDECINE

Le paludisme : une flambée mondiale mais quelques espoirs

La recrudescence du paludisme, dans le monde entier, n'est plus seulement un sujet de thèse : devenue depuis quelques années une source de préoccupation majeure des responsables de la santé publique, elle affecte certes en priorité le tiers-monde, mais aussi, de plus en plus, les pays industrialisés où le nombre des cas « importés » augmente sans cesse.

Les données que vient de fournir l'Or-

ganisation mondiale de la santé sont révélatrices de ce qui s'affirme comme l'une des phases les plus aiguës de cette endémie : en 1981, révèle l'O.M.S., quelque cent sept pays étaient frappés et 1,8 milliard de personnes étaient exposées à la maladie. Deux cent quinze millions en sont atteints de façon chronique, en particulier en Asie du Sud et du Sud-Est, en Amérique latine et en Afrique tropicale.

La paludisme apparaît, dans les pays les plus pauvres du monde, comme la première cause de mortalité infantile. Son incidence économique globale, enfin, le frein considérable qu'il oppose à tous les efforts de développement, justifient l'élaboration de stratégies nouvelles et la reprise d'un effort dont la communauté, depuis dix ans, s'était détournée.

À l'enthousiasme des débuts ont fait place une déception, un découragement, un abaissement, qui touchent sur un siècle de découvertes successives. En 1880, un médecin militaire français, Alphonse Laveran, met en évidence la nature et l'origine parasitaire de la maladie. Quelques années plus tard, le Britannique Ronald Ross démontre qu'elle est transmise par la femelle d'une espèce précise de moustique, l'anophèle, d'où sa fréquence au voisinage des eaux stagnantes. La découverte de Laveran — la mise en évidence du parasite dans le sang des malades, — qu'il lui vaudra, en 1907, le prix Nobel de médecine, mettrait fin à des siècles de supputations et de remèdes empiriques. Elle ruinerait d'un coup l'hypothèse de la « fermentation » des marais, de l'émission de miasmes mystérieux, de la nocivité de l'air — notion responsable de l'étiologie italienne puis anglo-saxonne du paludisme : « malarie ».

Les découvertes de Laveran et de Ross, qui faisaient suite à la connaissance — empirique — du rôle de la quinine — extrait de l'écorce du quinquina — devaient radicalement modifier le visage de la maladie. La seconde guerre mondiale, enfin, devait marquer un tournant décisif : des travaux menés en Europe d'abord puis outre-Atlantique, stimulés par la gravité des attaques du paludisme dans l'armée américaine sur le front d'Extrême-Orient, permirent de mettre au point une substance de synthèse, la chloroquine à la fois curative et préventive, d'un coût nettement plus faible que celui de la quinine et d'un maniement aisé grâce à sa bonne tolérance et à la lenteur de son élimination.

S'ajoutait à cette découverte celle du D.D.T., l'arme absolue, pensait-on : grâce à l'insecticide, on éliminerait la population du moustique-vecteur. Bref, on supprimerait la transmission.

Une résurgence meurtrière

C'est sur cette lancée que l'O.M.S., acquiesçant dès 1948 à la méthode des pulvérisations de D.D.T. à l'intérieur des habitations, proclame, en 1954, l'objectif de l'éradication du paludisme dans le monde entier. Rompre un seul des maillons de la chaîne épidémiologique en anéantissant le vecteur, suffirait à la condition qu'on y investisse un maximum d'efforts. Cette théorie fut en apparence justifiée par l'importance des premiers succès : ainsi, le paludisme, déjà en voie de disparition en Europe du Sud, en Amérique du Nord et en Australie, sembla-t-il s'éteindre, en outre, dans la plupart des îles Caraïbes, dans plusieurs zones d'Amérique latine, dans d'immenses parties de l'Asie surtout, telles que l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan. Les moyens mis en œuvre — véhicules, équipements, insecticides — étaient énormes, mais la collaboration avec les services de santé des pays en cause quasi nulle.

Très vite, il fallut déchanter : dès le début des années 60 apparurent non seulement une résistance des moustiques aux insecticides, mais aussi une résistance, dans l'organisme humain, des parasites aux médicaments. De ce double obstacle, de l'intense découragement qui s'ensuivit, de la faiblesse des dispositifs sanitaires des pays affectés et des réductions de l'aide internationale, résulte la situation actuelle.

La résurgence est mondiale et, dans certains pays, effroyablement massive et meurtrière : le niveau de l'endémie atteint et même parfois dépasse, dans des régions entières, celui des années 60. Ainsi en Inde, où soixante mille cas étaient déclarés en 1962, plus de quatre millions le sont

aujourd'hui. Il en va de même dans l'ensemble de la péninsule indochinoise, au Bangladesh, au Pakistan. La maladie reste profondément racinée en Amérique latine, dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, en Afrique noire, où elle tue à elle seule chaque année, estime-t-on, entre un et deux millions d'enfants âgés de moins de cinq ans.

Du moins, un échec aussi grave a-t-il permis de prendre conscience de certaines des faiblesses du plan d'éradication : la non-coopération avec les services nationaux de santé, la concentration des efforts sur la seule lutte antiparasitaire, l'absence, à présent, d'une nouvelle stratégie, plus globale, et d'efforts plus larges de recherche.

La première concerne un vaccin qui serait la première immunité laborieuse de Roche. La

méfloquine pourrait être testée « en vraie grandeur », dès 1984 sur la frontière cambodienne et commercialisée aussitôt. Encore faudrait-il surveiller l'apparition de résistances, pour ce produit comme pour les autres, donc poursuivre l'effort de recherche.

Le progrès de l'épidémiologie

Cette dernière passe aussi par une meilleure connaissance épidémiologique du paludisme. C'est sur cet aspect que souhaite faire porter ses efforts une équipe implantée au centre Mupras (1) de Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), qui dirige le professeur Jean Roux. Ces travaux menés notamment par les docteurs Dominique Baudouin (service de santé des armées) et Pierre Carnevale

les accès fébriles — responsables des décès, notamment ceux des enfants — et que l'on laisse se développer l'immunité spontanée, qu'il est impératif de mieux connaître.

Ces nouvelles méthodes d'investigation et de traitement ne sont évidemment pas exclusives de la lutte antiparasitaire qui pourrait, elle aussi, connaître de nouveaux développements. En particulier la mise en évidence de l'efficacité d'une bactérie, le *Bacillus thuringiensis*, notamment par des équipes israéliennes et Mme Eugénie de Barjac (Institut Pasteur de Paris), dans l'élimination des larves du moustique ouvre des perspectives prometteuses.

D'un autre côté, le *Bacillus thuringiensis* est utilisé avec succès dans la lutte contre l'onchocercose, ou cécité des rivières, véhiculée par un moucheron, dans les zones où cet insecte résiste à

Touristes et voyageurs : que faire ?

La recrudescence de cas « importés », dans les pays exempts de paludisme, alarme aussi à juste titre les autorités sanitaires. On estime que leur nombre dépasse à présent deux millions dans les pays d'Europe.

EN ASIE : C'est en Asie du sud-est et en Indonésie que sont apparues les résistances les plus graves à la chloroquine. Le médicament mis au point pour la remplacer (commercialisé en France sous le nom de Fansidar) n'est pas exempt d'inconvénients (il peut déclencher de graves allergies cutanées) et doit être administré sous surveillance. Il n'est d'ailleurs délivré que sur ordonnance.

Quelles précautions prendre pendant et après un voyage sous les tropiques ? Il faut considérer comme impaludée l'ensemble de la zone intertropicale, à quelques exceptions près. Les foyers les plus actifs sont bien évidemment l'Afrique noire, l'Asie et le bassin amazonien. L'endémie semble pratiquement éteinte sur le pourtour méditerranéen, à l'exception notable de la Turquie d'Asie où se sont déclarées une flambée spectaculaire.

EN AFRIQUE NOIRE : La chloroquine connaît une résistance dans les zones de savane, en particulier dans le sud-ouest du Nigeria.

nom de Nirvaquine (quotidienne) et Flavoquine (hebdomadaire) demeure partout efficace malgré l'apparition de quelques foyers isolés de résistance en Afrique de l'Est.

EN ASIE : C'est en Asie du sud-est et en Indonésie que sont apparues les résistances les plus graves à la chloroquine. Le médicament mis au point pour la remplacer (commercialisé en France sous le nom de Fansidar) n'est pas exempt d'inconvénients (il peut déclencher de graves allergies cutanées) et doit être administré sous surveillance. Il n'est d'ailleurs délivré que sur ordonnance.

Les médecins recommandent par conséquent, en général, soit le recours à la chloroquine dans les zones où la résistance demeure faible (Inde, Pakistan par exemple), soit le retour aux comprimés de sulfate de quinine (naturelle) d'antan, si l'on peut s'astreindre à deux prises quotidiennes, et lorsqu'on se trouve encore dans les pharmacies. Les médecins suggèrent aussi, en cas de fièvre aiguë survenant au plus tôt, d'adopter les comprimés de Fansidar au moment de l'accès, puis de revenir à la chloroquine.

EN AMÉRIQUE LATINE : Même attitude : des résistances

à la chloroquine sont aussi apparues, en particulier en Amérique centrale.

Dans toutes les hypothèses, le traitement doit être poursuivi pendant les six à huit semaines qui suivent le retour. Ce traitement, rappelle les médecins, est essentiellement destiné à parer aux effets du parasite de type « plasmodium falciparum », responsable des accès pernicieux, le plus dangereux, le seul mortel. Les autres types de plasmodium (« Vivax », « Ovale », « Malaria »), peuvent provoquer des accès fébriles pendant plusieurs années, après le retour, et malgré le traitement. Ils ne présentent pas de danger, néanmoins, tant qu'ils sont sous les tropiques et sont signalés au médecin traitant.

Des conseils médicaux peuvent être dispensés aux voyageurs :

- A PARIS : A l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Tél. 385-00-21 (le matin) ; à l'hôpital Claude-Bernard. Tél. 265-11-33.
- A LYON : « Grange blanche » : Tél. 75-51-34.
- A MARSEILLE : Hôpital Necker-Bergeron. Téléphone 59-31-32.
- A BORDEAUX : Centre de santé aux frontières. Téléphone 35-33-12.

l'abats, insecticide organo-phosphoré sur lequel on avait fondé de grands espoirs, peut-être excessifs.

L'enchevêtrement des échecs et des succès, des déconvenues et des espoirs, dans la lutte contre le paludisme démontre l'absolue nécessité d'un élément que la fièvre des découvertes des années 40 avait fait quelque peu négliger : le pluridisciplinarité. La gravité de la flambée actuelle est telle qu'elle impose la collaboration des entomologistes, des médecins, des biologistes, des épidémiologistes, des démographes et des pharmacologues, sans exclusive. Il n'est plus possible aujourd'hui de faire porter tout l'effort sur l'un des maillons de la chaîne, ni de négliger la participation des intéressés. L'intégration de la lutte antipaludique aux soins de santé communautaires, aux programmes de vaccination et de nutrition, à l'éducation sanitaire, permettra seule d'espérer non plus seulement l'éradication — terme désormais banni — mais du moins la réduction du paludisme à un niveau compatible avec le développement des communautés les plus déshéritées de la planète.

CLAIRE BRISSET.

(1) Le Centre Mupras est l'un des instituts de recherche de l'Organisation de coopération et de développement pour la lutte contre les grandes endémies (O.C.D.E.), que dirige le Dr Cheick Bou. L'O.C.D.E. comprend huit états d'Afrique de l'Ouest.

Le débat sur l'amniocentèse

Une lettre des professeurs Boué et Frézal

À la suite de la publication de notre article consacré aux difficultés que rencontre la réalisation en France des amniocentèses (1) « Le Monde » de la médecine » du 30 juin, nous avons reçu la lettre suivante des professeurs André Boué et Jean Frézal.

1) Le diagnostic antenatal des anomalies chromosomiques est organisé en France aux termes d'une convention passée entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.), qui assure le financement, d'une part, l'Association française pour le dépistage et la prévention des maladies métaboliques et des handicaps de l'enfant et le Centre d'études de biologie prénatale (CEBIP) qui ont la responsabilité de l'exécution d'autre part.

2) Sur un total de 3 911 amniocentèses en 1981, 2 985 ont été faites à des femmes qui étaient âgées de trente-huit ans et plus à la date de l'examen, soit 41 % de plus qu'en 1980.

Le nombre total d'enfants nés de mères âgées de trente-huit ans et plus peut être estimé pour la même année à 15 400 (enfants vivants et mort-nés), d'après l'INSEE. Le chiffre avancé de 27 000 est erroné.

3) Si le pourcentage des examens faits par rapport au total possible s'est élevé à 44,3 % pour l'Ile-de-France (1 949 sur 4 399), il reste très faible dans certaines régions. Avec un taux moyen de 19,4 %, il est clair que l'opération est encore loin d'avoir atteint son objectif.

En effet, notre expérience, comme celle de tous ceux qui sont intéressés à ce problème, démontre que nombreuses sont les femmes qui demandent à bénéficier de l'examen des lors que la possibilité leur en est offerte. Elles demandent les premiers chiffres dont nous disposons pour 1982 font apparaître un accroissement sensible des amniocentèses.

La réponse du professeur Michel Tournaire

Cette lettre a inspiré au professeur Michel Tournaire, secrétaire général du Collège national des gynécologues et obstétriciens français, la réponse suivante :

Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français a décidé de présenter à la presse le « sous-développement » du dépistage du mongolisme en France.

Tous s'accordent à reconnaître que le risque de mettre au monde un enfant mongolien s'accroît avec l'âge, justifie une amniocentèse à partir de trente-huit ans. Or, actuellement, dans certaines régions, et en particulier dans la région parisienne, nous sommes contraints de refuser de dépistage aux femmes de trente-huit ans.

Notre campagne avait deux objectifs : informer le public et alerter les responsables. Sur ce dernier point, nous avons atteint notre but : la lettre des professeurs Boué et Frézal en témoigne. Toutefois, nous ne devons pas rejeter plusieurs de leurs affirmations, en confirmant les données de l'article du Monde du 30 juin 1982 :

1) L'INSEE nous a confirmé que le dernier chiffre disponible (1978) des femmes ayant accouché à trente-huit ans et plus est de vingt-sept mille cent soixante-dix-sept, et que, si une diminution s'est produite depuis cette étude, elle devrait être, selon ces données, relativement faible :

2) Il est difficile d'affirmer dans le même phrase que les « moyens sont suffisants » et que certains laboratoires « connaissent de réelles difficultés de fonctionnement ». Le professeur Boué, qui dirige le laboratoire de cytogénétique de l'hôpital Saint-Antoine à Paris, a été l'un des moteurs de notre campagne d'information. Aux côtés des obstétriciens, il a tenu à lancer un cri d'alarme pour dénoncer l'insuffisance de ces moyens des laboratoires spécialisés :

3) Dans ces conditions, les femmes à qui l'amniocentèse est refusée ont le choix entre deux solutions : renoncer, en prenant un risque ou trouver un laboratoire qui les accepte ailleurs, éventuellement à l'étranger :

4) Le chiffre des amniocentèses du Royaume-Uni nous a été communiqué par un organisme officiel, National Perinatal Epidemiology Unit, et non par le « diable ». Ce chiffre élevé

4) Nous affirmons, pour avoir étudié le problème, que le nombre des laboratoires conventionnés et les moyens dont ils disposent sont suffisants pour faire face à cette demande croissante, même si certains de ces laboratoires connaissent de réelles difficultés de fonctionnement, certaines d'entre eux ne trouvant pas toujours auprès de l'administration hospitalière le soutien logistique qui leur serait nécessaire.

En effet, la capacité théorique des laboratoires conventionnés, qui dépasse dix mille tests annuels, est loin d'être saturée, sauf à Paris, où l'ouverture de trois nouveaux laboratoires va tendre à la situation.

5) Nous contestons donc absolument l'affirmation selon laquelle les femmes françaises aient à aller à l'étranger pour bénéficier de l'examen. Si certaines s'y rendent, c'est pour des raisons qui leur sont propres. Elles ont alors à assurer le financement d'un examen qui serait entièrement pris en charge si elles le faisaient faire dans notre pays.

6) Il est vrai que les pourcentages d'examen varient avec les catégories sociales. Ces différences ne tiennent pas à des raisons financières, puisque l'examen est entièrement pris en charge, mais sans aucun doute pour une part à des considérations personnelles et principalement à un défaut d'information. Si nous sommes enclins à penser que l'activité du docteur Tournaire et de ses collègues pourrait s'exercer fort utilement en ce domaine.

7) Enfin, nous nous demandons où diable le docteur Tournaire est allé chercher le chiffre de 38 500 amniocentèses au Royaume-Uni. Il n'existe, en effet, dans ce pays, aucun registre de diagnostic prénatal et personne n'est en mesure d'en donner le nombre. Quel qu'il en soit, nous sommes enclins à penser que les premiers chiffres dont nous disposons pour 1982 font apparaître un accroissement sensible des amniocentèses.

Ce débat nous donne une nouvelle occasion d'informer sur ce sujet ; nous en remercions les auteurs de la lettre. Notre but, en tant que porte-parole du Collège, et non à titre personnel, est de pouvoir répondre à la demande légitime des patientes.

Nous n'ignorons pas (pour y avoir participé) que des progrès ont été accomplis, et que l'annonce de l'ouverture de trois nouveaux laboratoires à Paris est l'élément positif de cette lettre, le seul que nous voulons retenir.

(1) Prélèvement de liquide amniotique à travers la paroi abdominale maternelle.

Vers une nouvelle connaissance des mécanismes de la vie

Energétique des systèmes vivants

Maurice Mussat

Energétique des systèmes vivants



Maurice Mussat

175 F

MEDSI
6, av. D. Lescaze 75017 Paris

LES COLLECTIONS D'HIVER

100

	1981	1982
DEMANDES D'EMPLOI	71.00	83.50
IMMOBILIER	21.00	24.70
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES



emplois régionaux

emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des postes à des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDE ÉCOLE

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

Suivant leurs compétences et affinités, ils seront affectés aux spécialités suivantes: électronique générale, logiciel de base, logiciel d'application, production, bureau d'études, soutien logistique, maintenance et chantiers à l'étranger.

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 500 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, avec CV, à Monsieur FERON, THOMSON CSF, B.P. 3, 33100 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYRTEC

recrute pour son Etablissement de GRENOBLE

NEYRTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (eau particulièrement), des matériaux, des minéraux (broyage et triage). Le laboratoire d'hydraulique et thermique de NEYRTEC est l'un des principaux centres de recherche du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE: 42.000 personnes - 12 milliards de chiffre d'affaires.

UN INGENIEUR

chargé d'établir des projets et de négocier avec les clients. Devra être capable, à terme, de prendre la responsabilité du produit.

Formation: Diplôme Arts et Métiers, INSA ou équivalent.

Quelques années d'expérience souhaitées. Déplacements en cours tant en France qu'à l'étranger.

Anglais: parlé, écrit. Allemand: notions si possible.

Adresser CV à NEYRTEC - BP 61 M Service des Ressources 38041 GRENOBLE

LA COMMUNAUTÉ URRAINE DE BREST (FINISTÈRE)

recrute par concours au titre de

DEUX D.S.A. (échelle 150.000 à 400.000 habitants)

- Pour le service:
 - Urbanisme et développement.
 - Placé sous l'autorité directe du secrétaire général. En collaboration avec un ingénieur en chef, il sera chargé, pour la partie juridique et administrative, d'animer, de coordonner, et de contrôler les activités de 5 cellules:
 - réglementation d'urbanisme et zones d'aménagement;
 - autorisations d'urbanisme;
 - action foncière;
 - action économique;
 - analyses statistiques.
- Pour le service:
 - Gestion et Achats.
 - Placé sous l'autorité du directeur général, il sera chargé:
 - de la gestion du patrimoine mobilier et immobilier;
 - des marchés et contrats;
 - de la gestion des magasins, ateliers et stocks.

Candidature accompagnée d'un curriculum vitae à adresser avant le 31/8/1982 à M. le Président de la Communauté Urbaine de BREST, 24, rue Cont-Ar-Guven, B.P. 814 - 29100 BREST

Etablissement Industriel Ministère de la Défense

REGION CENTRE recherche pour sa Sous-Direction (700 personnes)

Ingénieurs Mécaniciens

qui seront intégrés à des équipes de place chargées de l'étude, du développement, et de la mise au point des munitions, et des systèmes d'armes

Profil requis:

- jeunes ingénieurs diplômés grande école
- formation de base en mécanique;
- intérêt pour les études et les développements;
- expérience de quelques années appréciée;
- pour un poste, connaissances en électronique souhaitées.

candidats doivent lettre manuscrite - CV - photo - rémunération souhaitée à Directeur de l'EFAB 6, route de Guerry 18015 Bourges

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE D'IMPLANTATION NATIONALE

RECRUTE

EXPERTS - COMPTABLES DIPLOMÉS, FINALISTES, COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Fonctions proposées:

- Chef de
- de groupe
- Collaborateur.

à pourvoir:

- LE PUY-ROANNE-GAP
- NIMES-AIX/MARSEILLE
- AUCH-MONTAUBAN

Adresser C.V., photo, prétentions et délais de disponibilité sous référence T 034862 M à: RÉGIE-PRESSE, 11 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche pour son service de C.A.D.

INGENIEUR LOGICIEL

- analyse - programmation en langages évolués - gestion de centre de calcul.

OPERATEUR-CONCEPTEUR

DE CARTES IMPRIMÉES

- expérience C.A.D. indispensable;
- formation complémentaire;
- connaissance du système SCICARDS appréciée;

En lire avec C.V. et prétentions à

Direction des Affaires Sociales, B.P. 74 - 91301 Mussy

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Siège Français un

INGENIEUR PRODUITS / SYSTEMES

Pour le Département Marketing de son activité

REGULATION, AUTOMATISMES et CONTROLE-COMMANDE des processus industriels

Il est Ingénieur électronicien Grande Ecole, ayant acquis 5 à 10 ans d'expérience dans un secteur et utilisant l'Anglais couramment.

Micro-processeurs, logiciels/temps réel, systèmes de communication lui sont familiers.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prêt, sous n° 42245 à

CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra

91000 PARIS 01, qui transmettra.

INGENIEUR BATIMENT RESPONSABLE DE SECTEUR

Second œuvre Paris Sud

Le secteur est dynamique, en expansion, confiera ce poste à l'ingénieur responsable (C.A., budgets, rentabilité, qualité des travaux, d'un ingénieur, ENSI, INSA ou similaire, ou technicien de haut niveau, disposant de 3 à 5 ans d'expérience de conduite et de gestion de travaux, de recherche et de négociation d'affaires, d'animation d'un groupe de travail.

- Large autonomie, poste d'avenir stable, - rémunération au mérite, - possibilité pour l'ingénieur de développer son activité à usage privé.

Adresser C.V., photo, détail sous la référence

SELETEC

CONSEIL

67000 STRASBOURG CEDEX

Usine produits à Louviers 271 en expansion recherche

JEUNE AUTOMATICIEN

B.T.S. ou D.U.T.

2 à 3 ans d'expérience, conception, programmation d'automatisme en électronique

Notions d'électronique appréciées, missions: maintenance et programmations, mise en développement de nouveaux produits.

Fonction dynamique, poste d'avenir stable. Logement facilité. Déclaration d'engagement.

Poste d'avenir stable. Logement facilité. Déclaration d'engagement.

Adresser curriculum vitae sous la référence 597 à:

SELETEC

CONSEIL

67000 STRASBOURG CEDEX

Cherche Agri. exp. Dev. rural P.V.O. ayant travaillé en ZAIRE, pour mission 1 mois. Ecrire SVP: FOGELMAN, 309, rue Paradis, 13008 MARSEILLE.



recherche pour son activité

Alarme et Systèmes

techniciens débutants

B.T.S.-D.U.T. en électronique, réf. TD

techniciens confirmés

formation B.T.S.-D.U.T. en électronique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire d'électronique.

Anglais technique lu.

Pour participer à la conception des nouvelles générations de matériels.

Débutants d'appliquer leurs connaissances dans le métier de la sécurité et de l'alarme, réf. TC

techniciens niveau

formation B.T.S.-D.U.T. en électronique, expérience en plateforme d'essai de matériel professionnel électronique souhaitée.

Anglais technique lu.

MISSION: Ils seront chargés des méthodes de la réalisation, de l'étude et de la réalisation des moyens d'essais, des essais de matériels électroniques d'alarme et de sécurité en laboratoire et sur site.

réf. TS

Lieu de travail: industrielle de Vélizy.

heures par semaine; horaire variable.

13ème mois - restaurant d'entreprise.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions, précisant la référence du poste choisi, à la Direction des Relations Humaines, 15-17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL DANS LE DOMAINE DE L'ECLAIRAGE recherche un

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

Il devra animer et coordonner un service de 9 personnes. Il suivra la commande depuis sa réception jusqu'à son expédition. Notions de publicité et d'informatique souhaitées.

Age: 30 ans minimum

De formation supérieure équivalente et si possible expérience d'un poste analogue.

C'est un homme organisé, méthodique et psychologue.

Il aura le contact avec son personnel mais aussi clientèle, la force de vente et les services de la production.

Ce poste est à pourvoir au plus tôt.

Il devra résider en province.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS 01, qui transmettra.

emplois internationaux

Recherchons urgent gouvernants français en Afrique. Soutiens pour s'occuper d'une fille de 11 ans. Doit parler anglais. Bon salaire, pas d'impôt. FORCE MOTRICE S.A.V., le candidat retenu se verra confier des responsabilités commerciales chez une des sociétés du groupe en Afrique Noire.

Important Groupe Commercial d'AFRIQUE NOIRE recherche un

JEUNE INGÉN.

(diplômé A. et M., INSA ou ENI mécanique) ayant deux ou trois ans d'expérience professionnelle.

Avoir une période de formation d'environ un an à Paris, où il participera aux activités des départements AUTOMOBILES, FORCE MOTRICE S.A.V., le candidat retenu se verra confier des responsabilités commerciales chez une des sociétés du groupe en Afrique Noire.

Sans indemnité, la connaissance de l'Afrique Noire, par exemple dans le cadre de la coopération technique, serait appréciée.

Envoyer C.V., détail en précisant rémunération souhaitée, sous n° 9.649, à LTP, 31, bd Bonne-Nouvelle, PARIS Cedex 02, qui transmettra.

CETA Groupe STERIA

Bureau d'études spécialisé dans les études avancées (domaine aérospatial) et des études de conception

INGENIEURS D'ETUDES

Diplômés grandes écoles (spécialisation aéronautique) mais non expérimentés ou ayant quelques années d'expérience.

Ayant une aptitude rédactionnelle.

Lieu de travail: ANGOULEME (déplacements de courte durée à prévoir)

Vous devez avoir des connaissances en analyse numérique.

Vous devez maîtriser la théorie de la commande optimale, et se familiariser avec la pratique sur calculateurs en ligne.

Vous souhaitez travailler au sein d'une petite équipe dynamique.

Envoyez votre lettre de candidature à

J.L. DURIEUX

CETA 28, rue de la République

16000 ANGOULEME

OFFRES D'EMPLOI

RECHERCHONS D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI

IMMOBILIER

AUTOMOBILES

AGENDA

PROP. COMM. CAPITAUX

TECHNICO COMMERCIAL

recherche pour son service de C.A.D.

AVIS AUX INGENIEURS AUX UNIVERSITAIRES

recherche pour son service de C.A.D.

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES

recherche pour son service de C.A.D.

PHYSIQUE DES SOLIDES

recherche pour son service de C.A.D.

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	la ligne	la ligne T.T.C.
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

Trois métros

Le Monde

GRENOBLE :

relance de l'économie

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

OFFRES D'EMPLOIS

UN INGENIEUR D'ETUDES

ou 1 à 2 ans d'expérience pour travaux variés de logiciels.

Compétences : langage évolué et analyse structurée souhaitées.

Evolution à terme.

POSTE DE : 92-01-31 pour tous ou env. C.V. MICROTEL S.A.R.L. B.P. 60, 91943 LES ULIS.

Pour développer son service PETITES ANNONCES PROMOPLAN recherche :

1 COMMERCIAL (E)

habitué (a) à la prospection téléphonique et aux contacts. Expérience en agence de publicité indispensable.

C.V. et prétentions à : PROMOPLAN P.A., 8, rue de la République, 91000 Evry.

Organisme important rech. dans le cadre de son (C.A. : 42 96) :

RECHERCHES

— goût des contacts et haut niveau.

— rémunération importante (moyenne mens. de nos clients : 12.500 F).

Possibilité de promotion.

Adm. C.V. n° 2.245, Pub. Réunies, 712, rue de la République, 44000 SAUNUR.

capitaux propositions commerciales

secrétaires

Le Monde

Secrétaire

Elle devra justifier :

- d'un B.T.S. secrétaire
- d'un sens de la logique, de la méthode et de l'organisation
- d'une expérience d'un an minimum
- d'une activité liée à la fonction elle travaillera quelques jours par mois sur un Terminal en lien avec des tableaux statistiques.

— Stage de formation prévu.

Poste à pourvoir mi-août 1982.

Veuillez adr. CV, photo et prétentions s/s réf. 226996 M.

REGIE-PRESSE Service Le Monde, 85bis rue Réaumur.

Les convocations auront lieu à partir du 2 août 82.

à domicile

Pr. dictée angl. après correct. un manuscrit. 200 pages, dern. manuscrit, prof. ou cult. Envoi MAN-SUOPAR, 8, rue de la République, 75002 Paris.

Cherche techniciens dictée, thèses, rapports, etc. Téléphones au : 306-08-88.

travaux à façon

Rédact. techn. et techn. com., réimpression sur disque, copies, prés. suiv. demande, env. en août. Tél. : (01) 010-77-47.

ENTREPRISE Sévères rétrocession, offre de travail, menuiserie, décoration, coord. de corps d'état. Devis gratuits. Tél. 388-47-84 et 383-30-02.

DEMANDES D'EMPLOI

ÉTUDIANTE ALLEMANDE

20 ans

Aimant enfants, se perfectionner en français, cherche à partir d'octobre 1982, pour un an, place au pair, avec possibilité de suivre régulièrement des cours en langues étrangères.

Juliane VELTE, Holteberg 73, D-2000 Hamburg 62.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt

RUE VERRENNIE posant vend dans imm. classé 2 P. 40 m², 3^e étage - 723-30-89.

2^e arrdt

RUE VERRENNIE posant vend dans imm. classé 2 P. 40 m², 3^e étage - 723-30-89.

2-3^e

Rénovation de caractère. 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

3^e arrdt

Rénovation de caractère. 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

HALLES POMPIDOU

Projet. vend dans imm. XVIII^e sur lot 100-100-100. Prix : 1.150.000 F.

4^e arrdt

COEUR MARAIS, dans bel hôtel particulier, 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

5^e arrdt

COEUR MARAIS, dans bel hôtel particulier, 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

PANTHEON

Dans immeuble XVIII^e rénové, 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

PRÈS LUXEMBOURG

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

6^e arrdt

DANS HOTEL PARTICULIER, 2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

7^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

8^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

AV. FRIEDLAND

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

9^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

10^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

11^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

12^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

13^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

14^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

15^e arrdt

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

locations non meublées

Paris

ALOUER

2 pièces, cuisine, s. de b., w.c., 1.800 F par mois charges comprises. Réponse : 3.000 F. Téléphone : 262-40-41 à partir de 18 heures.

PROPRIETAIRES

Louez vite et sans frais ENTRE PARIS ET L'YVELLIS OFFICE DES LOYERS

15^e - BEAU 2 PIÈCES

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

locations meublées

Paris

J.H. Cal, séjours, fonctionnaires ch. à louer, Paris, calme, ensolonné. Tél. 565-43-22.

J.H. Cal, séjours, fonctionnaires ch. à louer, Paris, calme, ensolonné. Tél. 565-43-22.

PROPRIETAIRES

VOS APPARTEMENTS SONT LOUÉS SANS FRAIS LOYER GARANTIE

TEL. 359-64-00

CHERCHER LIEU D'HABITATION

120 m² minimum Paris ou banlieue, avec grand jardin, travaux soignés, loyer environ 3500 F. Réponse : 3.000 F. Téléphone : 520-78-81 le soir : 542-11-80.

Région parisienne

Pour les européens cherchent villas, pavillons, 2 ch. cad. Dure 2 et 3 ans - 565-43-22

locations meublées

Paris

EMBASSY-SERVICE

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

HAUTE-DE-SEINE

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

BOULOGNE

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

CHARENTAIS

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

SAINT-MANDE

2 ch. div. pos. terrasse. Tél. : 565-43-22. Prix : 1.150.000 F.

Province

PORT-LA-GALÈRE - THEULE

Particulier vend studio

Tout équipé. État neuf. Tél. de 10 h à 18 h : 75-40-48.

03 VICHY Centre

Un placement en « Or ».

Rénovation de prestige. Du studio au 3 pièces Duplex. Terrasse dans petite résidence de caractère. Tous les jours, 64, avenue Céléstine. Téléphone : (70) 31-76-33.

SAINT-TROPEZ

A vendre, à hôtelier ou investisseur, terrain centre de Saint-Tropez, à 300 m. environ de la plage de Lian, de 2.700 m². COS 0,25, surface constructible 750 m² avec permis de construire pour un hôtel de 20 chambres, avec piscine et parking. Tél. le matin au (84) 97-37-20.

viagers

F. CRUZ - 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE - 8^e arrdt. Paris. Rentes indexées garanties. Étude gratuite descript.

Libre. Gd 2 p. 3^e ét. sec. imm. n. ch. 20. M. Pré-Bonnet. 6530 Châteauneuf (Basses). 70 ans. Cruz. Tél. : 44 77 01.

formation professionnelle

Dans une région dont la vocation agro-alimentaire et internationale ne cesse de s'affirmer.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BRETAGNE

crée un cycle de spécialisation

AGRO-ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

Ses objectifs : une formation de cadres supérieurs de l'agro-alimentaire, à l'échelle internationale d'un secteur en plein développement.

Ses moyens :

- 5 ans de cours dispensés par des experts professionnels sur le plan national et international.
- 1 an de stage de haut niveau en entreprise exportatrice, en France ou à l'étranger.

Son environnement : la Bretagne représente :

- 20 % de la production française de charcuteries (1^{re} région productrice - 1^{re} région exportatrice) ;
- 20 % de la production laitière (1^{re} région productrice - 1^{re} région exportatrice) ;
- 40 % de l'abattage et de la découpe de volailles (1^{re} région productrice - 1^{re} région exportatrice) ;
- 40 % de la production de légumes surgelés (1^{re} région productrice - 1^{re} région exportatrice).

Admissions : avec ou sans expérience professionnelle, diplômés d'écoles supérieures de commerce, écoles de gestion, écoles d'ingénieurs (agri. agro), écoles vétérinaires, écoles techniques, etc.

RENSSEIGNEMENTS : ESCAE BREST, 2, avenue de Provence, B.P. 214, 29272 BREST Cedex. Téléphone : (02) 03-25-01.

Inscriptions : 1^{er} septembre. Informations téléphoniques jusqu'au 30 juillet.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreux postes, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

automobiles

Particulier vend FORD FIESTA, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

Part. vol. mot. 604 D turbo 80, 61.000 km. Boite 5 vit. + 4 vit. 22.000 F. Tél. : 781-68-08.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreux postes, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

automobiles

Particulier vend FORD FIESTA, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

Part. vol. mot. 604 D turbo 80, 61.000 km. Boite 5 vit. + 4 vit. 22.000 F. Tél. : 781-68-08.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreux postes, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

automobiles

Particulier vend FORD FIESTA, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

Part. vol. mot. 604 D turbo 80, 61.000 km. Boite 5 vit. + 4 vit. 22.000 F. Tél. : 781-68-08.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30

de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

propositions diverses

L'Etat offre de nombreux postes, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

automobiles

Particulier vend FORD FIESTA, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

Part. vol. mot. 604 D turbo 80, 61.000 km. Boite 5 vit. + 4 vit. 22.000 F. Tél. : 781-68-08.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreux postes, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

automobiles

Particulier vend FORD FIESTA, 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services. 1978, 42.000 jn. réa à l'Etat et à ses services.

ventes

de 5 à 7 C.V.

divers

Part. vol. mot. 604 D turbo 80, 61.000 km. Boite 5 vit. + 4 vit. 22.000 F. Tél. : 781-68-08.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Deux roues

Vend 800 F2 HONDA, 4 cylind. cancéris, 0 km, garantie 1 an, non immatriculée. 25.000 F.

Le Monde

régions

Trois métropoles régionales jouent leur avenir

Dans un rapport remis récemment à M. Michel Rocard, M. Émile Arrighi de Casanova, membre du Conseil économique et social, faisait une série de propositions au gouvernement pour renforcer les grandes métropoles françaises face à la concurrence internationale (le Monde du 4 juin).

Le gouvernement n'a pas fait connaître celles des propositions qu'il retiendrait mais déjà, dans certaines grandes villes, élus, techniciens et experts se chargent de tracer les perspectives économiques et urbaines que pourraient avoir, à l'horizon 2000, les villes françaises les plus dynamiques.

Dans le dossier ci-dessous, nos correspondants à Lyon et à Grenoble expliquent en quoi consistent les espoirs de ces deux « piliers » de Rhône-Alpes, et M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, maire de Marseille, plaide pour que sa ville joue un rôle international dans le bassin méditerranéen.

● GRENOBLE : l'indispensable relance de l'électronique

De notre correspondant

Grenoble. — Grenoble attend avec une certaine inquiétude la divulgation des options ministérielles du gouvernement dans le domaine de la micro-électronique. L'enjeu est d'importance puisque l'industrie électronique occupe déjà à Grenoble sept mille quatre cents personnes — soit un salarié de l'industrie sur six. D'autre part, dans les laboratoires, mille cinq cents personnes sont déjà impliquées dans la filière électronique (1).

Second pôle électronique français après Paris, la capitale des Alpes dispose d'atouts importants, notamment ses écoles d'ingénieurs et ses laboratoires, pour attirer de grandes entreprises spécialisées dans cette branche.

Paradoxalement, depuis l'installation, en 1972, de la société américaine Hewlett-Packard, aucune autre nouvelle unité de production de plus de cinq cents salariés n'est venue à Grenoble. Le BIEN (Bureau d'implantation des entreprises nouvelles), chargé par les communes de l'agglomération de convaincre les industriels, français et étrangers, d'investir dans la cuvette grenobloise, a vu défiler au cours des cinq dernières années une trentaine d'industriels, dont une dizaine de patrons américains, tous attirés par l'environnement scientifique et technologique de la ville.

Un rapport publié au mois de juin par la cellule d'informations économiques du comité d'expansion de l'Isère et la commission de développement du syndicat intercommunal des communes de la DATAR, comme responsable unique de la satisfaction récente de plusieurs gros industriels pour l'implantation grenobloise, « l'hostilité des aménagements nationaux du territoire est au centre des choix de localisation des entreprises des dix dernières années. La dispersion (organisée par la DATAR) des capacités de production de l'électronique dans les régions défavorisées au détriment de la solution — en pratique — d'une concentration grenobloise — d'une concentration fléchée et maîtrisée — pour amorcer la naissance d'une branche nationale stratégique », préconise le rapport.

Ainsi, après avoir soutenu l'installation à Grenoble, le maire Michel Harris a construit son usine dans la zone de la Loire en raison des aides financières directes qui lui furent accordées ; d'autres entreprises ont choisi la Méditerranée, à Sophia-Antipolis, près de Nice, tandis que plusieurs firmes étrangères renouaient, purement et simplement, s'installant en France, devant l'hostilité réaffirmée de la DATAR au choix de Grenoble.

On constate avec amertume à Grenoble qu'au cours de ces années, les services de la DATAR ont été montrés généralement plus

« aidés de l'État qu'à l'environnement technologique naturel de la ville alpine. Dans un domaine où les investissements sont lourds, l'offre de financements sous forme de subventions ou de prêts participatifs, les instruments indifférents des industriels », note le rapport.

Ses aménagements cependant que l'électronique reste à Grenoble la seule branche industrielle qui connaît une croissance continue. Chaque année, trois mille emplois sont proposés, mais ceux-ci sont le fait des seules entreprises étrangères des autres technologies de la ville pour en avoir déjà l'habitude. Hewlett-Packard achève sa construction de la production de la société grenobloise, qui emploiera quatre mille cinq cents salariés supplémentaires, et EPCIS envisage de créer sur place sa nouvelle usine, après avoir été vivement déçu en 1974 par la DATAR d'aller s'installer à Longwy, où la sidérurgie était alors en pleine déclin. Le Monde du 3 février 1979. Grenoble craint cependant que le rapprochement entre EPCIS et Eurotechnique, l'unité de production de la région en-Provence, ne conduise le nouveau groupe à choisir la seconde ville pour la construction de sa nouvelle usine.

La vitalité d'un ensemble de petites entreprises très novatrices capables de maîtriser des technologies de pointe et dont la plupart sont regroupées dans une zone industrielle originale (le ZI 551) ne doit pas faire illusion. En dépit de leur dynamisme, ce ne sont pas elles qui assurent directement ou indirectement la croissance de l'électronique grenobloise. Ainsi, Hewlett-Packard a créé à la seule usine d'emplois de la ZIRST sur une même période.

Les élus, les responsables économiques et les techniciens de la ville alpine sont donc décidés à rappeler aux pouvoirs publics que l'implantation à Grenoble de nouvelles et puissantes entreprises de produits électroniques est un « enjeu capital », autant pour la région grenobloise que pour l'électronique française. « Celle-ci ne peut éviter la concentration en des pôles qui assurent une dynamique sur une base solide. Le Grenoble n'a pas atteint la maturité critique qui permettrait de dégager une dynamique nationale nécessaire au regard des autres pôles de l'électronique », conclut le rapport.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) 40 % des circuits intégrés produits en France sont grenoblois. Les deux entreprises spécialisées EPCIS et Thomson, division circuits intégrés.

● MARSEILLE : Les promesses du grand large

par GASTON DEFFERRE (*)

Marseille mérite d'être choisie à la fois pour être le siège d'un centre de développement international, qui ne porterait en aucune façon atteinte à Paris, la France pouvant en effet disposer de plusieurs centres de cette nature) et comme siège d'un centre de développement du tiers-monde.

Notre ville est qualifiée pour être un centre de développement pour le pays du tiers-monde, moins en raison de son passé colonial qu'en raison du rôle qu'elle a joué au sein du monde, dix-septième au dix-huitième siècle. La Provence, les Marseillais et particulièrement le Centre de Commerce de Marseille ont tenu, au nom de la France, un rôle historique pendant toute cette période, et ce, de la fin du règne de François I^{er} jusqu'à la révolution de 1789.

La mission accomplie par les Marseillais a été une mission diplomatique, économique et culturelle. Avant l'époque de la révolution, les Marseillais étaient les représentants de l'Empire ottoman, l'Afrique et l'Asie, par leur audace et leur esprit d'entreprise. Plus tard, la guerre de 1870-1871 avec toutes ses conséquences, l'équilibre du monde en fut bouleversé.

Plus tard, les Français se résignèrent à la perte de l'Empire à quand il fut évident qu'il n'y avait pas d'autre solution possible. Ce fut un choc particulièrement douloureux, notamment pour ceux qui avaient fait leur vie en Afrique du Nord et y étaient restés. Ils comprendront leur vraie patrie et tout semblait rompu à jamais entre les peuples colonisés et la France.

Il fallait vivre désormais repliés sur l'Hexagone avec tristesse et amertume. D'où des regrets sentimentaux et une rancoeur que certains ressentent encore.

Et voilà que depuis quelques années, des relations nouvelles se sont développées entre ces peuples autrefois colonisés et nous. J'ai été personnellement l'un des artisans de ce rapprochement entre Marseille et la région Provence, Alpes-Côte d'Azur d'une part, l'Afrique du Nord d'autre part. J'ai même constaté au cours d'un séjour à Alger en 1975, que les dirigeants algériens n'éprouvaient pas de ressentiment à notre endroit et qu'ils étaient prêts à la fois de rapprochement entre la France.

Nous voilà comme il y a cela quelques années, après les échecs des guerres de conquête, face à face, une fois de plus, et cherchant une entente que dicte notre intérêt commun. Mais cette fois, si nous savons faire preuve d'un bon sens large des choses et puisqu'il n'y a

actuellement franchement rien à l'extérieur. Pour que Lyon reste un centre international, M. Labasse préconise la « rénovation » du secteur textile et la création d'un « nouveau pôle métropolitain scientifique et technique ». C'est à ce prix que Lyon pourrait retrouver une certaine attractivité qui, depuis une dizaine d'années, stagne, voire régresse. A cet égard, un chiffre cité dans le rapport est très caractéristique : la part des supérieurs résidant dans l'agglomération lyonnaise est passée de 9,7 % de la population active en 1961 à 8,1 % en 1975. Faut-il voir, dans ce recul, un « tiers-monde » ? Les conséquences de l'oubli de la grande politique en faveur des métropoles régionales d'équilibre ? Des détours, M. Labasse conclut : « Lyon, capitale du Centre-Est français, fort de l'équivalence d'un département à départements actuels, aurait une mission à la mesure de ses ambitions législatives. C'est la raison pour laquelle Rhône-Alpes qui se coupe en liens avec Mâcon, Lons-le-Saunier et Le Puy. Rhône-Alpes n'est pas à la mesure de Lyon, ville internationale ». Un pavé dans les eaux dormantes de l'assemblée régionale.

CLAUDE RÉGENT.

(1) On peut d'ailleurs s'étonner qu'il n'y ait pas trop longtemps confidenciellement de la région dont l'assemblée est chargée.

A PROPOS DE... L'HÉBERGEMENT TOURISTIQUE

Résidences secondaires à louer

Quel plaisir que de posséder une résidence secondaire ! Plus de huit millions de lits de cette sorte sont comptabilisés en France, et l'engouement ne se dément pas. Mais aussi quel gaspillage, puisqu'une résidence secondaire est occupée — en moyenne — seulement trente jours par an !

Dans le cadre du « groupe de travail interministériel sur l'aménagement touristique, la protection de l'espace et la politique sociale des loisirs », un rapport signé par M. Vincent Cambau, ingénieur général des ponts et chaussées, préconise de taxer les résidences secondaires afin d'inciter leurs propriétaires à les louer.

On estime à environ quatre millions le nombre de résidences secondaires en France. Elles sont réparties ainsi : 2 millions de villas, 1,5 million de chalets, 15 % en hébergement rural et 10 % en hébergement urbain.

Le goût de la France pour la pierre aboutit à une incohérence : des pavillons sont construits pendant la plus grande partie de l'année, mais aux vacances locales, qui doivent être administrées à l'échelle, par exemple, les mêmes chemins qu'aux habitants, sans parler des faibles retombées économiques que les résidences secondaires ont sur le pays d'accueil.

M. Cambau met en évidence, dans son rapport sur « la situation des hébergements touristiques », que les besoins en lits touristiques dépassent les possibilités dans les prochaines années. Cinquante mille lits « sociaux » à cent mille lits « normaux » devraient être créés chaque année pour faire face à la demande. « Il est donc évident que l'utilisation, à des fins touristiques, d'une partie des résidences secondaires par leur mise sur le marché local, avec des conditions de commercialisation officielles, réduirait d'autant l'importance de l'offre nouvelle à créer ».

Autre constatation de ce rapport : une occupation irrégulière des résidences secondaires dans le cas des résidences secondaires créées avant la loi de 1965 sur l'usage de l'espace et qui ne sont pas soumises à la loi de 1965 sur l'usage de l'espace.

Enfin, la résidence secondaire est à la location crée une gêne : exactement un logement pour quinze lits. L'investissement devient un investissement productif pour un propriétaire comme pour la collectivité.

Sans investissement supplémentaire de la part de l'État, le rapport Cambau estime que trois

pourraient être créés en dix ans si les fins touristiques.

Un autre statut de « résidences secondaires » pourrait être créé pour les résidences qui respecteraient une certaine norme de construction et de confort. Le rapport entre le propriétaire et un professionnel de la location serait un minimum de trois ans ; l'occupation du logement par son propriétaire serait limitée à une période de quinze jours par an ; la location répondrait à des normes de qualité d'équipement précises ; la location se ferait à l'unité semaine et au maximum pour quatre semaines.

L'amélioration de ces hébergements secondaires promises à la location touristique que les propriétaires pourraient bénéficier de prêts à taux réduits à l'achat de la résidence principale. Des avantages fiscaux devraient être accordés.

Après la carotte, M. Cambau propose de manier le bâton, c'est-à-dire que, dans les communes classées « touristiques », serait instituée une taxe sur les résidences secondaires à usage purement privé. « L'avantage en nature pour le propriétaire serait imposé au titre de ses revenus imposables en tant que tels, égal à la moitié de la valeur locative ».

Le rapport Cambau formule également des propositions dont les conséquences. Rien ne sera décidé sans référendum dans un délai qui ne concerne pas moins d'une douzaine de ministères et qui touche à l'usage du sol, à la sécurité, à la propriété privée. Pourtant, il est heureux que ce rapport ait pu être publié et qu'il soit en bonne forme. La location accrue des résidences secondaires représenterait un réel progrès économique et social.

ALAIN FAUJAS.

CONSULTATION DES PRÉFETS

Pour une vraie « photographie » de la sécheresse

Devant les dégâts croissants provoqués par la sécheresse dans les départements du Centre et du Midi de la France, le gouvernement vient de réactiver une institution ad hoc : la mission interministérielle de l'eau. Cet organisme qui groupe des représentants de certains ministères (intérieur, agriculture, transports, justice, défense, économie) est placé sous la présidence de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, assisté de M. Haroun Tazieff, commissaire aux risques naturels. Il a pour tâche de recueillir, en permanence, des informations sur la situation et de coordonner les moyens d'y faire face.

Les responsables de la mission ont demandé à l'ensemble des préfets concernés par la sécheresse de leur département. Cette « photographie », en main, elle se réunira, jeudi 29 juillet, pour prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires, les services régionaux d'aménagement du territoire (S.R.A.T.) ont été chargés de leur rôle dans leur secteur et, tous les quinze jours, un « état des ressources » incluant le débit des rivières, le niveau des lacs, des réservoirs et le remplissage des barrages-réservoirs.

A cet égard, on se montre encore optimiste. En effet, comme les massifs montagneux sont connus pour leur pluviométrie normale, la plupart des retenues dans les Alpes, le Massif Central et les Pyrénées sont pleines. Ainsi, le niveau de l'eau

du barrage de Serre-Ponçon, sur la Durance, est à 90 centimètres seulement de son niveau habituel. Les cinq barrages qui alimentent le canal de Provence, dont les grandes villes de la Côte d'Azur sont abondamment remplis. Ceci explique que, le littoral ne moins, on ne craint pas pour l'instant aucune restriction dans les fournitures d'eau.

La situation a prévu pour la Lozère dont certaines communes sont totalement touchées (le 27 juillet) la situation de vingt et un camions-matras afin d'acheminer l'eau jusqu'à des zones isolées.

Enfin, si la situation s'aggrave, on envisage de demander à E.D.F. d'ouvrir les vannes de certains des barrages pour pomper, au moins, l'alimentation des agglomérations en eau.

MESURES EN FAVEUR DE LA PLAISANCE ÉTRANGÈRE

La direction générale des douanes a accepté d'examiner cas par cas l'interdiction faite aux bateaux de plaisance battant pavillon étranger de stationner plus de six mois dans les ports français.

Cette mesure est destinée à préserver l'activité des ports de plaisance, notamment sur la Côte d'Azur où les mesures fiscales et douanières décidées par le gouvernement ont provoqué le départ de près de la moitié des bâtiments étrangers plus de 16 mètres.

La direction des douanes subordonne ces dérogations à trois conditions : l'identité des personnes physiques ; le bateau ou la société propriétaire du bateau sera connue ; des personnes devront, toutes, des non-résidents, respectant les obligations réglementaires de l'importation en franchise temporaire ; le bateau sera à l'usage exclusif de ses propriétaires.

LE MONDE
chaque jour à la disposition
de ses lecteurs des techniques
d'annonces immobilières

**Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT**
vous recherchez

(*) Maire de Marseille, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

L'AN ZÉRO DE L'UNITÉ D'ACTION

**le Groupe
Société
Général
en 1981**

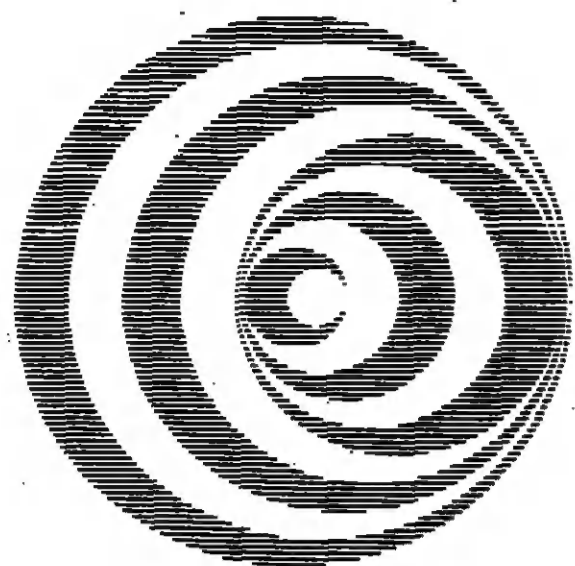
[illegible][illegible]

1. The following are the names of the persons who have been arrested in connection with the above mentioned case:

100-443887-1000

rauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques **ET** bois.
FIN DE SÉRIES.
ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION
59-61, rue La Fayette, **PARIS**
Tél. 285-42-41. **PARIS**
Prochaines expositions

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



le Groupe Société Générale en 1981

Résultats de l'exercice et chiffres caractéristiques (en millions de francs)

Société Générale	1981	1980
Total du bilan	448 609	370 402
Capital social	1 142	1 142
Ressources propres (avant répartition)	8 070	5 812
Volume des dépôts	141 868	127 836
Volume des crédits	133 544	112 214
Nombre de clients	281 000	276 843
Frais de personnel	5 143	4 446
Nombre d'agents	33 612	34 019
Nombre d'agences et de bureaux permanents (France métropolitaine)	1 745	1 727
Résultat brut métropole avant impôts et provisions	3 841	3 090
Bénéfice net	472	571

Sociétés consolidées	1981	1980
Total du bilan	501 051	410 026
Ressources propres	7 228	6 519
Volume des dépôts	201 550	172 380
Volume des crédits	230 043	185 914
Bénéfice net	1 121	1 013
Bénéfice net hors intérêts minoritaires	906	796

Les résultats de la Banque

Après provisions, amortissements et impôts, le bénéfice net de la Société Générale est de 472 millions de francs contre 571 millions de francs en 1980. L'excédent net des provisions pour risques bancaires et de dépréciation du portefeuille-titres, c'est-à-dire des provisions

constituées déduction faite des réintégrations, s'est chiffré à 2 957 millions contre 2 018 millions de francs en 1980. Cette augmentation constate essentiellement la dégradation de nos risques sur certains pays étrangers connaissant des difficultés.

Activité en France

L'activité bancaire métropolitaine

Les dépôts collectés par la Société Générale ont atteint 141 868 millions de francs au 5 janvier 1982 en hausse de 11 % par rapport au 5 janvier 1981. La progression a été affectée par la nouvelle réglementation qui a réduit la liberté d'action des banques dans la rémunération des dépôts à terme et par la situation difficile des entreprises. Dans ces conditions, l'augmentation des dépôts à vue (+18,8 %) a été, pour la première fois, nettement supérieure à celle des ressources à échéance (+5,6 %), de sorte que la part de ces dernières a été ramenée dans le total de 56,8 % à 56,2 %.

Malgré l'encadrement, les crédits accordés par la Société Générale à la clientèle ont atteint au 5 janvier 1982 un encours de 133 544 millions de francs, soit une progression de 19 % supérieure à celle de l'année précédente, la part des crédits aux sociétés et entrepreneurs individuels passant de 92 021 millions à 112 306 millions de francs, en hausse de 22 %.

Si la demande a été assez médiocre en matière de crédits d'investissement, en revanche, la Société Générale s'est efforcée de remédier à la détérioration de la situation financière des entreprises, notamment par des crédits de restructuration de bilan.

Les financements spéciaux d'investissement

Dans le domaine des financements spéciaux d'investissement, les sociétés spécialisées du groupe ont été, plus que d'autres, confrontées à la détérioration de la conjoncture.

Les acquisitions de matériel effectuées en 1981 par Sofinabail et GML se sont élevées à 1 016 millions de francs, soit une augmentation de 9,25 % par rapport à l'année précédente.

Sofinauto a poursuivi sur sa lancée antérieure et sa production a atteint 217,9 millions de francs.

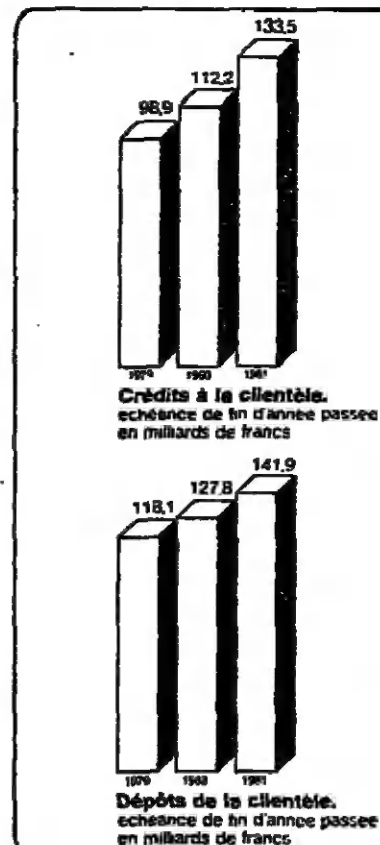
En ce qui concerne le crédit bail immobilier, notre principale filiale Sogebail a mis au point des barèmes à taux variable, bien accueillis en cette période de crédit cher. Elle demeure, avec 577 millions de francs de protocoles signés, la première société française de sa spécialité.

De plus en plus orientée vers les PME, les commerçants et les professions libérales, grâce à sa formule simplifiée Sogefim s'est heurtée au comportement attentiste de sa clientèle face à la hausse des conditions. Ce phénomène n'a pas davantage favorisé la relance des investissements hôteliers que finance Sogehot.

Pour financer les investissements favorisant les économies d'énergie, la Société Générale a créé en fin d'année une Sogefigie : Sogefinergie, dotée d'un capital de 25 millions de francs.

Calit banque de crédits à moyen terme, Valentin banque d'affaires du groupe, ont le bilan atteint environ 5,5 milliards de francs, et Sogefinergie, qui bénéficie de certaines aides publiques pour apporter des ressources stables à des PME développant des techniques nouvelles, ont continué d'apporter des concours financiers spécifiques aux entreprises.

Nos filiales immobilières Sogeprom, Sogepierre 1 et 2, Genepierre, ont adopté dans la conjoncture maussade qui a caractérisé leur secteur d'activité, une attitude à la fois active et sélective.



La Société Générale et les Régions

Le processus de décentralisation entreprise par la Société Générale au début de 1975 s'est poursuivi en 1981 par la création de quatre délégations : Bourgogne-Franche Comté, Côte d'Azur, Dauphiné-Savoie, Picardie-Champagne-Lorraine, venant compléter le dispositif existant en Bretagne, Aquitaine, Centre Loire, Provence, dans le Midi-Pyrénées-Languedoc, le Nord-Pas-de-Calais, le Lyonnais, la Normandie-Basse et la Corse.

Désormais au nombre de 13, ces délégations régionales, appuyées par des conseillers régionaux choisis parmi les personnalités locales, constituent des entités propres disposant d'une large autonomie de décision, dans le cadre de la politique générale de notre établissement.

Bien adaptées à la diversité qui caractérise les régions françaises, les délégations ont participé aux efforts locaux en intervenant dans les financements et en apportant aux entreprises une assistance technique constante sur place et à l'occasion d'implantations à l'étranger. Les guichets ont été amenés à apporter des concours exceptionnels aux entreprises qui subissaient les effets de la conjoncture, soit dans le cadre des financements décidés par les Comités Départementaux de Financement, soit en négociations directes avec notre clientèle.

L'activité financière et boursière

Sur le marché obligataire la hausse des taux qui s'était produite en 1979 et 1980 s'est poursuivie en 1981, favorisant le succès des emprunts à taux variables indexés qui ont représenté 20 % du total des émissions contre 8 % l'année précédente.

Dans cet environnement favorable aux obligations, la Société Générale est intervenue pour les emprunteurs, dirigeant ou

codirigeant 61 émissions obligataires dont celle de l'emprunt d'Etat 16,75 % lancé en septembre avec un grand succès.

Par ailleurs, poursuivant ses efforts en vue d'alimenter le marché des actions en cotations nouvelles, la Société Générale a dirigé quatre introductions en Bourse et en a codirigé une cinquième.

En ce qui concerne la gestion de valeurs mobilières, l'événement le plus marquant de notre activité pour les épargnants a été en 1981 le développement des fonds communs de placement destinés à la clientèle privée. Leur nombre est passé de 12 à 28 et les actifs gérés de 226 à 1 240 millions de francs pour le compte de 14 000 souscripteurs contre 3 000 à fin 1980. Cette importante progression est imputable pour une bonne part aux fonds investis en obligations françaises.

Les activités de service

En 1981, la Société Générale a continué à développer les services de plus en plus diversifiés qu'elle offre tant aux particuliers qu'aux entrepreneurs.

Ainsi pour la Carte Bleue, diffusée en France auprès de 2 650 000 porteurs et acceptée par 150 000 commerçants, la Société Générale met-elle en œuvre 241 distributeurs de billets sur les 898 existant au 31 décembre 1981.

A l'intérieur des agences des automates bancaires baptisés "Cassé Eclair" sont progressivement installés pour éviter à la clientèle les attentes qui peuvent se produire aux services de Casse.

Sogegarde, qui se consacre à la conservation des supports d'information et d'œuvres d'art, et Sogesevice, qui, à côté de son activité traditionnelle de conseil aux particuliers, a développé ses relations avec la clientèle commerciale pour les problèmes de transmission de capital, ont maintenu en 1981 une activité soutenue.

Vis-à-vis des entreprises, la Société Générale fait un effort particulier pour les aider à mobiliser leurs créances (Sogefactoring) et pour les assister dans le domaine informatique avec ses filiales SG2 qui s'appuie sur un réseau de 45 implantations en France et 18 filiales à l'étranger. CCMC Informatique de Gestion qui met à la disposition des PME et des PMI des services adaptés de comptabilité et de paie leur permettant ainsi d'accéder aux techniques les plus modernes de la gestion informatique, et enfin Safig qui exerce son activité dans le domaine de la saisie de données.

Société Générale Alsacienne de Banque

Présente dans sept pays européens, la Sogéna, qui a fêté son centième anniversaire le 15 octobre 1981, a enregistré une progression satisfaisante de ses résultats. Sa remarquable insertion dans le tissu économique des régions et pays où elle est implantée lui a permis d'intervenir efficacement au profit de sa clientèle d'entreprises confrontée à un environnement général de plus en plus difficile.

Arrêté à 31 367 millions de francs, le bilan de l'exercice est supérieur de 19,4 % à celui de 1980. Le bénéfice net s'est établi à 29,5 millions de francs, en progression de 14,1 %.

Société Centrale de Banque

L'arrêté des comptes a fait apparaître un résultat bénéficiaire de 7,3 millions de francs contre 7,2 millions de francs après un excédent des provisions pour créances douteuses et litigieuses sur les reprises de 22,5 millions de francs.

Activité internationale

La Société Générale, comme les années précédentes, a largement accompagné les efforts des entreprises de toutes tailles continuant de développer son réseau, élargissant la gamme de services en matière d'assistance commerciale et financière pour l'approche des pays étrangers, organisant une série de manifestations "commerce extérieur" pour appeler l'attention des exportateurs sur des marchés insuffisamment pénétrés et susciter des vocations exportatrices nouvelles.

Les crédits acheteurs, destinés essentiellement au financement des exportations de biens d'équipement et d'ensembles industriels, ont connu en 1981 un développement exceptionnel atteignant 7 milliards de francs, alors que la part de la Société Générale dans ces financements s'établissait précédemment aux alentours de 4 milliards.

Comme en 1980, le marché des changes et le marché des eurodevises ont fonctionné en 1981 dans des conditions difficiles caractérisées par l'instabilité des cours et des taux. Le Bureau Central des Changes a mis à la disposition de notre clientèle un service de conseil en gestion des risques de change. La Société Générale a également développé l'utilisation d'instruments monétaires diversifiés tels que certificats de dépôts, améliorant ainsi sa position de liquidité.

Le marché international des capitaux a connu une vive progression en 1981. Les eurocrédits s'inscrivent en hausse de près de 70 % au niveau record de 130 milliards de dollars US. Sur ce marché, la Société Générale a maintenu une forte position, dirigeant ou codirigeant 72 opérations pour un montant de 22 milliards de dollars. Les euro-emissions sont en progression sensible malgré la volatilité des taux d'intérêt. Notre établissement a dirigé 11 émissions et en a codirigé 85, représentant un volume de 6 milliards de dollars.

Le réseau extérieur de la Société Générale

La Société Générale a poursuivi en 1981 le développement de son réseau international et est désormais présente dans 65 pays au lieu de 15 il y a 15 ans. Outre le fait de pouvoir diriger les financements à partir de la France sur un plus grand nombre de pays, il en résulte ce que l'on peut appeler "l'effet de réseau", le fonds de commerce s'agrandissant de toutes les affaires que les entreprises d'un pays étranger procurent sur d'autres pays.

En Europe Occidentale, notre dispositif est enrichi d'une succursale à Athènes et de deux agences en Espagne, à Vitoria et Malaga, portant à 20 le nombre de nos implantations dans ce pays.

Dans les pays socialistes européens, notre présence permanente a été complétée en 1981 par l'ouverture de la succursale off shore de Burest.

En Extrême-Orient, la Société Générale a créé une Délégation Régionale à Singapour au début de 1981. Point d'appui pour les firmes françaises intéressées par

les marchés asiatiques, cette Délégation anime également un réseau de quatre succursales (Singapour, Hong-Kong, Taipei, Manille), trois filiales (Korean French Banking Corp., SG Australia Ltd, Trade Credits Limited), une banque liée par un contrat d'assistance technique (Bank Dagang Nasional Indonesia) et six bureaux de représentation (Kuala Lumpur, New Delhi, Pékin, Canton, Hong-Kong, Séoul).

En ouvrant une agence à Los Angeles puis bientôt à Chicago, la Société Générale disposera, avec New York et Houston, de quatre points d'appui aux Etats-Unis, ces moyens étant complétés depuis le mois de juillet par la création d'une filiale de crédit-bail : Sogelease Corporation. Les principaux pays d'Amérique Latine ont poursuivi, malgré l'environnement général et parfois une situation interne difficile dans certains d'entre eux, la réalisation de vastes programmes d'investissements. Particulièrement attentif à cette évolution, notre Etablissement a renforcé et diversifié ses moyens d'action dans cette partie du monde. Ainsi au Brésil, en association avec un groupe d'investisseurs privés brésiliens, nous avons procédé à la création du Banco Sogeral qui constituera un instrument privilégié de notre activité dans ce pays.

A Panama, la succursale off shore, dont nous attendons le développement de nos financements en faveur des grands emprunteurs latino-américains, est devenue opérationnelle en avril 1981.

Le personnel et les activités sociales

Les effectifs métropolitains se sont établis à 33 612 au 31 décembre 1981. Près d'un millier de personnes ont été recrutées. De plus, près de 8 000 étudiants découvraient le monde du travail à la faveur des stages d'information ou de remplacements pendant les congés d'été.

Les frais de personnel de l'exercice se sont élevés à 5,14 milliards de francs en

progression de 15,7 %, le salaire moyen progressant de 15,1 %. Les charges sociales ont représenté 51,8 % de la masse des rémunérations contre 50,8 % en 1980.

Au titre de la participation une somme de 83,9 millions de francs revient en 1982 aux membres du personnel, soit un montant moyen de 1 710 francs pour les employés, 2 470 francs pour les gradés.

4 210 francs pour les cadres.

En 1981, les allocations directement versées au personnel, le financement du Comité Central d'Entreprise et des comités d'établissement ont représenté pour la Société Générale un effort de 263 millions de francs, soit plus de 7 % de la masse des rémunérations versées.

AFFAIRES

LA CONSTRUCTION DE L'AIRBUS A-320

Un protocole d'accord est signé entre De Havilland Canada et Airbus Industrie

Airbus Industrie a annoncé, lundi 26 juillet, la signature d'un protocole d'accord avec la compagnie De Havilland Canada portant sur le développement et la production du programme européen « Airbus A-320 ».

Aux termes de ce protocole, De Havilland envisage d'obtenir une participation pouvant aller jusqu'à 10 % dans ce programme - il s'agit de la réalisation d'un bi-réacteur destiné à transporter cent cinquante passagers sur courtes et moyennes distances - et de devenir ainsi un partenaire associé d'Airbus Industrie (1).

Ce protocole a été signé le 23 juillet dernier à Ottawa par le président de De Havilland, M. John Sandford, et l'administrateur général du consortium, M. Bernard Lathière. Il fait suite à l'accord conclu le mercredi 21 juillet par le gouvernement canadien pour que De Havilland négocie sa participation dans le programme Airbus A-320 (le Monde du 23 juillet 1982).

L'accord stipule que le constructeur canadien aura la responsabilité du développement, de la production et de la livraison des parts de l'A-320 qu'il fabriquera. Ces parts n'ont pas encore été définies, précise-t-on chez Airbus.

Le président de De Havilland Canada a souligné que cette participation devait permettre à la société de prendre place parmi les constructeurs d'avions de transport civil moyen-courriers, diversifiant ainsi les activités de son entreprise qui n'avait construit que des avions de transport régionaux ou militaires.

M. Sandford a indiqué que, comme le souhaitait M. Herbert Grey, ministre de l'Industrie et du Commerce d'Ottawa, la semaine passée, cet accord devrait permettre la réalisation d'une nouvelle usine au Canada et de nouveaux investissements.

M. Lathière a, pour sa part, déclaré qu'avec la décision de De Havilland « la coopération au sein d'Airbus deviendra vraiment transatlantique et cela souligne non seulement l'importance du programme A-320 mais prouve une fois de plus qu'il n'y a plus d'avion qui soit un produit purement national ».

On laisse entendre dans les milieux officiels canadiens que la décision finale de la participation canadienne n'est pas encore acquise. Il faudra attendre la fin de cette année ou le début de 1983 pour être définitivement fixé. D'ici là, estime-t-on, le gouvernement canadien va demander à De Havilland de faire monter les enchères le plus haut possible.

L'Airbus A-320 est un avion d'un genre tout à fait nouveau qui doit

consommer deux fois moins de carburant par siège que l'actuelle génération actuellement en service. Le marché pour le nouveau type d'appareil est estimé à plus de 3 500. Seule Air France a pour l'instant commandé 50 exemplaires de cet appareil.

(1) Airbus Industrie, consortium européen, rassemble déjà l'Aérospatiale en France, M.B.A. à travers Deutsche Airbus en R.F.A., British Aerospace en Grande-Bretagne, Casa en Espagne, Fokker aux Pays-Bas et Belsairbus en Belgique.

LA COMPAGNIE BRÉSILIENNE VASP COMMANDE NEUF AIRBUS A-310

La compagnie aérienne brésilienne Vasp vient de commander neuf Airbus A-310, devenant ainsi le premier client en Amérique latine, pour le nouvel appareil gros porteur, a annoncé, lundi 26 juillet, le consortium européen. Ce nouveau contrat fait suite à une première commande de trois A-300, dont le premier appareil doit être livré dans quelques semaines.

Les neuf Airbus A-310, qui seront équipés chacun de deux réacteurs Pratt et Whitney et aménagés pour accueillir deux cent quarante passagers, doivent remplacer les Boeing-727 et 737 sur le réseau de la compagnie brésilienne. La première livraison doit intervenir fin 1983, les appareils suivants devant être livrés de 1984 à 1986.

Vasp est la dix-septième compagnie aérienne à avoir commandé l'A-310, portant le nombre total de ventes fermes, pour cet appareil, à plus de cent. Ce nouvel appareil, dont les essais en vol continuent avec succès, indique Airbus, doit être certifié en mars 1983.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires
● Enquête sur des sociétés japonaises. - Le département de la justice des États-Unis a confirmé, le 26 juillet, qu'il procède depuis quelque temps à une enquête sur des firmes électroniques japonaises. Celles-ci seraient au nombre de six ; ces firmes sont soupçonnées d'entente illicite pour limiter les ventes sur le marché américain, des « mémoires » de 64 K. Cette enquête viendrait en particulier Hitachi et Mitsubishi, récemment accusées d'espionnage industriel à l'encontre d'I.B.M. - (A.F.P.).

Agriculture
● Une centaine d'agriculteurs de l'Aude ont bloqué lundi 26 juillet pendant une demi-heure le train

LA CRISE DE L'AUTOMOBILE AUX ÉTATS-UNIS

General Motors attend une reprise au second semestre

General Motors a réalisé un bénéfice de 560 millions de dollars (1) au cours du second semestre 1982, soit 8,8 % de plus qu'au cours de la même période de 1981, en dépit d'une diminution de ses ventes (-12,7 % en volume) dans le monde, et 22,4 % pour le seul marché américain, et de son chiffre d'affaires (17,1 milliards de dollars, soit 5,3 % de moins que l'an passé). La direction du groupe a estimé, en présentant ce bilan, qu'après un second trimestre extrêmement faible la conjoncture aux États-Unis devrait s'améliorer au cours de l'été du fait de « la réduction de l'impôt sur le revenu, l'augmentation des prestations sociales intervenues aux États-Unis le 1^{er} juillet et la lente baisse de taux d'intérêt ».

L'assainissement du marché est instantanément attendu par les plus petits constructeurs, notamment Volkswagen et American Motors (filiale de Renault), qui ont encore plus de mal que les « grands » à sup-

porter le marasme actuel. American Motors vient d'annoncer une perte pour le second semestre de 68,7 millions de dollars, soit 3,5 fois plus que l'an passé (19,9 millions de dollars), pour un chiffre d'affaires en diminution de 8,2 % (667 millions de dollars contre 722 millions).

Ces pertes s'expliquent, selon la direction, par la baisse de ventes (-40,8 %), mais aussi par la fermeture de certaines usines pour préparer le lancement, en septembre, du nouveau modèle « Alliance », copie américaine de la Renault 9. Seul aspect « encourageant » de la situation : les ventes de voitures Renault importées ont augmenté au cours du second trimestre de 71 % par rapport à l'an passé, atteignant dix-sept mille cinq cent cinquante-sept unités, grâce au succès rencontré par le lancement de la Fuego outre-Atlantique.

(1) 1 dollar vaut environ 6,70 F.

Grundig prend le contrôle de Telefunken

(Suite de la première page.)

Telefunken, précise le communiqué officiel, « sera dans l'avenir une société indépendante, avec la marque Telefunken, sous la direction de son actuel président, M. Josef Stofels », un des anciens dirigeants de Grundig.

Les modalités financières de l'opération n'ont pas été précisées. Toutefois, on peut penser que le coût, pour Grundig, du rachat de la firme allemande sera de l'ordre de 200 millions et 300 millions de D.M. C'est précisément ce coût qui avait fait reculer le groupe français Thomson, approché à diverses reprises par A.E.G.

Grundig (3,5 milliards de D.M. de chiffre d'affaires), qui contrôle déjà 25 % du marché allemand de l'électronique grand public, va donc désormais régner sur 35 à 40 %. Toutefois, la firme, dirigée par son fondateur, M. Max Grundig, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans (2), connaît elle aussi des difficultés. Elle a perdu 187 millions de D.M. en 1980-1981 et ferme onze usines en Europe. M. Grundig ne

court-il pas un risque en reprenant Telefunken ?

L'accord Grundig-Telefunken va, en tout cas, modifier les rapports de forces sur le marché européen de l'électronique grand public. Ainsi, Telefunken avait un accord avec le japonais J.V.C., aux termes duquel la firme allemande devait produire dans son usine de Berlin des magnétoscopes de type V.H.S. Or le tandem Grundig-Philips est, avec son Vidéo 2000, le seul concurrent des deux systèmes japonais de magnétoscopes (le V.H.S. de J.V.C. et Matsushita et le Betamax de Sony).

Que va-t-il advenir de l'accord avec J.V.C. et de l'usine de Berlin ? Telefunken continuera-t-il à acheter des tubes de télévision couleur au groupe Thomson ? Une chose est sûre : avec le rapprochement Grundig-Telefunken, les rangs de l'industrie européenne de l'électronique s'éclaircissent un peu plus.

J.-M. QUATREPOINT.

(2) La Fondation Max-Grundig détient 74,5 % du capital de l'entreprise et le groupe néerlandais Philips 24,5 %.

Nomination des administrateurs des banques nationalisées

Le Journal officiel du 25 juillet a publié la liste complémentaire des administrateurs des banques nationalisées. Comme pour les précédentes (le Monde daté 25-26 juillet) nous donnons les noms des personnalités choisies en raison de leur compétence.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DESUEZ

M. Georges Plescoff (administrateur général, futur P.-D.G.) ; M. Michel Beaud, professeur d'université ; M. Pierre Bellon, P.-D.G. de Sodeho ; M. Jean Pincus, vice-président-directeur général adjoint de l'Air liquide ; M. Paul Questiaux, directeur financier d'E.D.F.

CRÉDIT DU NORD

M. David Dauterme, administrateur général, futur P.-D.G. ; M. Roger Burnel, président de l'Union des associations familiales ; M. Christian Dubois, P.-D.G. de Castorama ; M. Gladys Haroutiounian, animatrice d'association de consommateurs ; M. Gérard Tiébot, P.-D.G. des Établissements Dufour.

SÉQUANAISE DE BANQUE

M. Jean Boyer, administrateur général, futur P.-D.G. ; M. François Cazes, directeur de l'U.A.P. ; M. Philippe Essig, directeur général de la R.A.T.P.M. ; M. Bernard Genes, secrétaire général de F.O. consommation ; M. René Mestries, ingénieur conseil, ex-P.-D.G. de Mafuranc. A noter que parmi les cinq administrateurs représentant l'État figurent MM. Pierre Esteve et Jacques-Henri Gougenheim, respectivement président et directeur général de l'U.A.P., ex-maison mère de la Séquanaise.

SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE

M. Dominique Saglio, administrateur général, futur P.-D.G. ; M. Roger Beaunez, Centre de formation des journalistes ; M. François Carrette, P.-D.G. de la Havraise des pétroles ; M. Marcel Dolbeau, industriel à Lyon ; M. Richard Moutti, administrateur de sociétés.

CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE

M. Jean Durame, administrateur général, futur P.-D.G. ; M. Odile Bordier, responsable d'association à Rouen ; M. Jean Carrière, administrateur général de la Lyonnaise de

dépôts ; M. Hubert Raoul-Duval, président de la chambre de commerce du Havre ; M. Christian Vautier, vice-président de l'Union des P.M.E. du Calvados.

NANCÉIENNE ET VARIN-BERNIER

M. Jacques Schor, administrateur général et futur P.-D.G. ; Mme Nicole Feidt, déléguée pour la Lorraine du ministère des droits de la femme ; M. Bertrand Strauss, P.-D.G. du magasin d'habillement Berghes Lorraine ; M. Patrick Thuillier, administrateur général du Crédit de l'Ouest ; M. Claude Weisrock, P.-D.G. de la S.A. Robert Weisrock.

BORDELAISE DE CRÉDIT

M. Pierre-Louis Blanc, administrateur général et futur P.-D.G. ; M. René Chevrier ; M. Jean Durame, administrateur général du Crédit industriel de Normandie ; M. Michel Pin, ingénieur au C.E.A., président du C.S.C.V. ; M. Jacques Saint-Martin, président de la chambre de commerce de Bayonne, P.-D.G. d'Azarra.

LE CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT CONTRÔLERA TOUTES LES OUVERTURES DE GUICHETS BANCAIRES

Aux termes d'un décret du ministre de l'économie et des finances, publié dimanche 25 juillet au Journal officiel, les pouvoirs dévolus au Conseil national du crédit par la loi du 13 juin 1941, en matière d'ouverture de guichets des banques inscrites et des établissements financiers, sont étendus aux banques populaires, aux caisses de crédit agricole, aux caisses de crédit mutuel, à la Caisse centrale de crédit coopératif, aux caisses de crédit maritime mutuel, à la Banque française pour le commerce extérieur et aux sociétés de crédit social.

Par cette extension aux établissements à statut légal spécial, qui visent essentiellement les mutualistes (populaire, agricole et mutuel), les pouvoirs publics entendent contrôler l'ensemble de la politique bancaire en matière « d'ouverture, de fermeture, de cession, de transfert ou de transformation » de guichets.

Social

● F.O. renforce ses positions chez Kodak-Pathe aux élections pour le délégué du personnel, au détriment de la C.G.T. qui conserve néanmoins la première place. F.O. obtient 2 044 voix (1 969 en 1980) soit un gain de 2,36 % : 35,18 % contre 32,82 % en 1980 ; la C.G.T. en revanche recueille 2 448 voix (2 721), soit une perte de 3,22 % (42,4 % contre 45,36 %) ; la C.F.D.T. qui obtient pour sa part 1 831 voix enregistre une baisse de 0,17 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-UL	6,7418	6,7439	+ 140	+ 210
SE-UL	5,3352	5,3351	- 35	- 132
Yen (100)	2,6892	2,6877	+ 187	+ 363
DM	2,7829	2,7840	+ 137	+ 268
Florin	2,5167	2,5182	+ 125	+ 249
F.R. (100)	14,5878	14,5908	+ 18	+ 43
F.S.	3,3836	3,3862	+ 312	+ 338
L (1 000)	4,8617	4,8647	+ 215	+ 433
E (100)	11,5486	11,5475	+ 246	+ 317

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	4	5	6	7 1/2	8 1/2	10	12 1/2	15	17 1/2	20
DM	8 3/4	8 7/8	9 1/8	9 1/4	9 3/4	10 1/8	10 1/4	10 3/4	11 1/8	11 1/4	11 3/4
SE-UL	10 7/8	11 1/8	11 3/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 1/4	12 3/4	13 1/8	13 1/4	13 3/4
Florin	8 5/8	8 7/8	9 1/8	9 1/4	9 3/4	10 1/8	10 1/4	10 3/4	11 1/8	11 1/4	11 3/4
F.R. (100)	13 1/2	13 3/4	14 1/8	14 1/4	14 3/8	14 1/2	14 3/4	15 1/8	15 1/4	15 3/8	15 3/4
F.S.	3/4	1	1 1/8	1 1/4	1 3/8	1 1/2	1 3/4	1 7/8	2 1/8	2 1/4	2 3/4
L (1 000)	17 1/2	18 1/2	19 1/2	19 3/4	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2
E (100)	12 3/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4
F. Banque	14 3/8	14 7/8	15 1/4	15 3/4	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 3/4	18 1/4	18 3/4	19 1/4

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN ASIE DU SUD-EST

M. Jacques Mayoux, administrateur général, accompagné de MM. Léopold Jorger, directeur général adjoint, et Louis Butta, directeur central, a récemment rendu visite aux implantations de la Société Générale en Malaisie et à Singapour.

A Kuala-Lumpur, où il a procédé à l'inauguration du nouveau bureau de représentation de la Société Générale pour la Malaisie, M. Mayoux a eu des entretiens avec le premier ministre, le Dr Mahathir, ainsi qu'avec le vice-ministre des finances, M. Sabbaruddin Chik, et le gouverneur de la Banque centrale, M. Abdul Aziz Taha.

A Singapour, où se trouve le siège de la délégation régionale pour l'Asie et l'Australasie de la Société Générale, dirigée par M. Pierre Merlaud, directeur de département, M. Mayoux a rencontré les dirigeants des principales implantations de la Société Générale dans la région. Cette réunion a permis au nouvel administrateur général de faire le point sur les activités de la Société Générale dans cette région et d'examiner leurs perspectives d'évolution.

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par l'université de Constantine pour la fourniture d'équipements scientifiques divers destinés aux instituts de :

- Architecture d'urbanisme et de la construction ;
- Sciences de la terre ;
- Sciences médicales ;
- Sciences dentaires ;
- Sciences vétérinaires ;
- Sciences exactes ;
- Sciences biologiques ;
- Audiovisuel ;

et autres équipements d'impression.

Conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978, le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants ou producteurs.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès du vice-rectorat chargé de la planification de l'orientation et des équipements contre remise d'une demande officielle avec entête et raison sociale de l'entreprise.

Les offres sous double enveloppe cachetée anonyme et portant bien évidente la mention : « Ne pas ouvrir. » - Appel d'offres n° 82/1/EQP - doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 septembre 1982, terme de clôture du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 120 jours après la date de clôture.

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITÉ DE CONSTANTINE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par l'université de Constantine pour la fourniture et la pose de portes, panneaux de revêtement et cloisons dans l'université de Constantine.

Conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978, le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants ou producteurs.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès du vice-rectorat chargé de la planification de l'orientation et des équipements contre remise d'une demande officielle avec entête et raison sociale de l'entreprise.

Les offres sous double enveloppe cachetée anonyme et portant bien évidente la mention : « Ne pas ouvrir. » - Appel d'offres n° 82/1/EQP - doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le 30 septembre 1982, terme de clôture du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 120 jours après la date de clôture.

MARCHÉS FINANCIERS

Paris

Le 27 juillet 1982

Les marchés financiers ont été marqués par la publication du décret relatif au contrôle des ouvertures de guichets bancaires. Les investisseurs ont réagi positivement à cette mesure, considérée comme une garantie supplémentaire pour les déposants.

Le CAC 40 a terminé la séance à 1 234,56 points, en hausse de 12,34 points par rapport à la veille. Les valeurs étrangères ont également progressé, avec une hausse moyenne de 0,5 %.

Les obligations d'État ont été très demandées, en particulier celles à court terme, dont les taux ont baissé de 0,1 %.

Le marché des devises a été marqué par la stabilité du franc, qui a conservé sa parité avec le dollar.

Les actions de la Société Générale ont progressé de 2,5 %, atteignant 150 F.

Les actions de la BNP ont progressé de 1,5 %, atteignant 120 F.

Les actions de la Caisse d'Épargne ont progressé de 1,0 %, atteignant 110 F.

Les actions de la Société Générale de Belgique ont progressé de 1,5 %, atteignant 130 F.

Les actions de la Société Générale de France ont progressé de 1,5 %, atteignant 140 F.

Les actions de la Société Générale de l'Étranger ont progressé de 1,5 %, atteignant 150 F.

Les actions de la Société Générale de l'Industrie ont progressé de 1,5 %, atteignant 160 F.

Les actions de la Société Générale de l'Agriculture ont progressé de 1,5 %, atteignant 170 F.

Les actions de la Société Générale de l'Artisanat ont progressé de 1,5 %, atteignant 180 F.

Les actions de la Société Générale de l'Enseignement ont progressé de 1,5 %, atteignant 190 F.

Les actions de la Société Générale de l'Énergie ont progressé de 1,5 %, atteignant 200 F.

Les actions de la Société Générale de l'Équipement ont progressé de 1,5 %, atteignant 210 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 220 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 230 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 240 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 250 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 260 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 270 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 280 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 290 F.

Les actions de la Société Générale de l'Électronique ont progressé de 1,5 %, atteignant 300 F.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FORMATION PROFESSIONNELLE. « Donner une forme », par Jean Ser; « L'éducation en rupture », par Étienne Gelpi; « Bricolage conjoncturel ou choix de société? », par Francis Jansson.

ÉTRANGER

3. APRES LA NOUVELLE PRISE DE POSITION DE M. YASSER ARAFAT
4. PROCHE-ORIENT
— La préparation de l'élection présidentielle en Liban.
— JAPON: Tokyo décide de renforcer son potentiel militaire.
4. EUROPE
— Le conflit soviétique.
5. AMÉRIQUES
— « Le tiers-monde brésilien » (II), de notre envoyé spécial Charles Vanhecke.
— Le séjour de M. Jack Lang à Cuba.

POLITIQUE

7-8. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE: la responsabilité totale de l'Etat est reconnue dans la catastrophe aérienne du 5 mars 78.
10. POINT DE VUE: « Les coquille-fusils ne valent pas morts », par Nelly Bonnant-Ponty.
RELIGION.
11. EDUCATION.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

10. Le polio: une flambée mondiale, mais quelques espoirs.

CULTURE

13. FESTIVALS: la fin du stage Béjart à Aix-en-Provence, le cinéma français à Avignon; « Les Revue », d'Ibiza à Spolète.
CINÉMA: « Budapest ballade », d'André Jéze.
EXPOSITIONS: la VI^e Biennale de l'Email à Limoges.
15. RADIO-TELEVISION: France-Musique à Aix-en-Provence.

RÉGIONS

19. Trois métropoles régionales tentent leur avenir: Grenoble, Marseille et Lyon.

ÉCONOMIE

20. SOCIAL: l'ouverture de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, ÉNERGIE: l'échec de l'OPEP menace la structure des prix du pétrole.
— La biomasse: une activité rentable... à l'exportation.
22. AFFAIRES: la crise de l'autonomie aux États-Unis.
— Airbus A-320: un protocole d'accord est signé entre De Havilland Canada et Airbus Industrie.

RADIO-TELEVISION (15)
INFORMATIONS
SERVICES (12)
La mode: Jeux; Mois croisés; « Journal officiel »; Météorologie.
Annonces classées (16 à 18); Carnet (11); Programmes spectacles (14 et 18); Bourse (23).

Le numéro du « Monde », daté 27 juillet 1982 a été tiré à 493 283 exemplaires.

BUICK
Skyhawk 9 cv.
Jean Charles S.A.
28, rue Claude-Terrance, Paris-10. 524.43.33

TENNIS A PARIS
STAGES LONGUE DUREE
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS de mai à septembre, Noël, Pâques.
tennis-action
734.36.36
équipé par SPONZIO

A B C D F G H

« Nous n'avons pris aucun engagement secret avec les terroristes arméniens » déclare M. Gaston Defferre

Les attentats commis la semaine dernière contre deux établissements du quartier Latin, à Paris, et revendiqués par le groupe arméniens « Orly », continuent de provoquer des réactions et des polémiques au sein de la communauté arménienne. De son côté, le ministre de l'Intérieur a démenti l'existence d'un « engagement secret » par lequel le gouvernement français aurait renoncé, comme l'affirme l'ASALA, à arrêter les militants arméniens non français. Il rappelle que le gouvernement a reconnu le génocide de 1915.

De Beyrouth, un porte-parole de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA) avait, dans un entretien à Libération, accusé la France (Le Monde du 27 juillet) d'avoir « trahi ses engagements », en faisant arrêter, le 26 juillet, M. Vicken Tcharkhounian, résident américain de nationalité irakienne, dont les États-Unis réclament l'extradition (I). Selon le porte-parole de l'ASALA, M. Mhramian, le gouvernement français s'était engagé à s'abstenir d'arrêter tout militant politique arménien.

M. Defferre a ainsi répliqué le 26 juillet: « Je démens formellement avoir pris un engagement secret quel qu'il soit à l'égard de l'un des mouvements clandestins arméniens. Par contre, dès mon arrivée au ministère de l'Intérieur, j'ai reçu, à ma demande, les représentants officiels des associations arméniennes de France. Je les ai mis en garde contre tout acte de violence qui pourrait se retourner contre leur communauté. Pendant plusieurs mois, ces exhortations semblent avoir été entendues. Le gouvernement français, qui a pris clairement position contre le génocide de 1915, rendant hommage à la mémoire des victimes arméniennes, ne s'inclinera pas devant les menaces ou la violence. En commettant des attentats, le groupe « Orly » ou toute autre organisation terroriste se rend coupable de crimes odieux. Ils dressent contre eux l'opinion publique et portent le plus grand tort à la cause qu'ils prétendent défendre ».

« Orly » et l'ASALA

Une polémique s'est engagée sur l'orientation du groupe « Orly ». Selon M. Mhramian, il s'agit d'un (I) La cour d'appel de Paris ne s'est pas encore prononcée sur cette demande d'extradition. L'affaire sera examinée à la chambre d'accusation le 10 août (Le Monde daté 28-29 juillet).

SIX NOUVEAUX ATTENTATS EN CORSE

Six attentats à l'explosif, dont aucun n'a été revendiqué, ont été commis dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 juillet en Corse. Les trois premiers, à Bastia, visaient un logement de Maghribiens, l'intérieur de la cascadelle, un compresseur frigorifique, à la sortie sud de la ville, et une voiture, à Ajaccio, à la sortie nord, appartenant à M. Michel Huber, juge d'instruction au tribunal de Bastia, chargé de la révision des listes électorales. Le véhicule a été entièrement détruit.

A Ajaccio, un cabinet médical et une voiture Mino France Ferrey, propriétaire d'un bar-restaurant, stationnés sur le parking de la gare maritime, ont également été placés.

Enfin, à Porto-Vecchio, la devanture d'une boucherie appartenant à M. René Forti, a été incendiée. La charge a endommagé deux commerces voisins.

Dormez en vacances
Mauvaise li = vacances gâchées! Téléphonez donc à CAPELOU pour qu'il vous livre rapidement et franco domicile, n'importe où en France, les meilleurs Matras TRECA, Epoca, Simmons, Pirelli, etc., aux meilleures conditions. Et si vous voulez les tester, CAPELOU met à votre disposition un salon où depuis un quart de siècle des dizaines de milliers de clients ont essayé et choisi la literie qui leur convenait 37, avenue de la République (117), M^{re} Parmentier, 357-46-35.

Déjeuner "fraîcheur"?
Dans la verdure, à Neuilly. Buffet froid et buffet chaud. Fromages, Desserts. Vin à discrétion.
LES DÉJEUNERS D'ÉTÉ
Club Méditerranée
100€

EN ARGENTINE Quatre généraux ayant participé à la guerre des Malouines sont relevés de leurs fonctions

Buenos-Aires (A.P. Reuter, A.F.P.). — Le général Mario Menéndez, qui commandait la garnison argentine aux Malouines, et trois autres généraux ayant pris part au conflit ont été relevés de leurs fonctions, a annoncé le lundi 26 juillet le commandant en chef de l'armée de terre, le général Cristino Nicolaides. Ces mesures ne constituent pas une punition et tendent à rendre l'armée plus efficace, a affirmé le général Nicolaides devant la presse. Un communiqué a indiqué qu'elles ne comportaient « aucun jugement implicite sur le comportement ou la façon d'agir des personnes concernées », dont les actes seront jugés quand la commission d'enquête chargée d'établir les causes de la défaite argentine aura remis ses conclusions.

LA FIRME DASSAULT DÉMENT AVOIR AIDÉ BUENOS-AIRES PENDANT LE CONFLIT

Un porte-parole de la société Dassault a démenti, le mardi 27 juillet, les informations du « Sunday Times », de Londres, sur l'aide que des techniciens de la firme auraient apporté à la marine argentine, pendant la guerre des Malouines, pour fixer des missiles Exocet sur des chasseurs Super-Etendard. Selon ce porte-parole, les techniciens sont restés dans la province de Buenos-Aires pendant le conflit et n'ont pu fournir aucune assistance aux Super-Etendard. Il indique également, dans les mêmes termes, que des Super-Etendard et des Mirage-III pilotés par des Français ont simulé des attaques contre la flotte britannique et ses avions Harrier, afin de permettre aux Britanniques de mieux connaître le matériel qui allait être utilisé contre eux dans l'Atlantique sud. (Le Monde du 27 juillet). Ce démenti a été confirmé à Londres par le sous-secrétaire parlementaire à la défense, M. Geoffrey Pattie, au micro de la B.B.C.

Mme Thatcher, le sabre et le goupillon

On n'avait pas tort de faire observer que la guerre des Malouines, jamais déclarée, n'était pas non plus officiellement close. Elle vient de connaître, lundi 26 juillet, un nouvel épisode, non sur quelque îlot perdu de l'Atlantique sud, mais au cœur même de Londres... Un service religieux commémoratif avait été organisé à la cathédrale Saint-Paul à la mémoire des deux cent cinquante soldats britanniques tombés pour la libération des Falkland. Deux mille cinq cents participants, dont les parents des disparus, la classe politique au grand complet et la famille royale: c'était l'occasion où jamais d'une grande manifestation patriotico-religieuse où l'on chantait par centaines, par milliers, des hymnes guerriers comme « En avant, soldats du Christ », semblant avoir été écrits tout exprès pour ce genre de cérémonies.

Les 11 archevêques de Cantorbéry, Mgr Robert Runcie, qui dirigeait la cérémonie, a fait rater la fête. L'aspect militaire des choses n'a été évoqué que pour magnifier le paix, non la victoire. Il s'en serait même fallu de peu — horresco referens — que le Notre Père fut, au nom de la réconciliation des chrétiens, récit également en espagnol... Mme Thatcher ne décollait pas, a expliqué son mari. D'après les journaux de ce mardi, qui partagent largement cette frustration patriotique, elle était « ivre ». Elle « crochait du sang », écrit même le Sun, qui fait rarement dans la nuance, il est vrai.

Lady Di, qui faisait pour la circonstance sa première apparition publique depuis son accouchement, et le prince Charles en grand uniforme, n'ont pas semblé, eux, trop affectés. La princesse de Galles — qui avait été prise d'un accès de pleurs quelques minutes auparavant — n'a pas paru souffrir de la chaleur, mais elle a été victime quand il ne faudrait pas, mais qui tombait particulièrement mal. On veut espérer que le premier ministre n'en a rien vu. God save Mrs Thatcher!

B. B.

NOUVELLES BRÈVES

● La France aurait procédé à un nouvel essai nucléaire, dimanche 26 juillet à 8 h 2, heure locale, dans l'abîme de Mururoa, selon une note du commandant de l'Armée de l'Air. Cet essai, le quatrième en moins d'un mois selon les statistiques, aurait été le plus important depuis celui du 19 juillet 1980.

● Le travail a repris normalement, le lundi 26 juillet, à la SICA-Vins - Midi-Pyrénées, à Toulouse. Un accord était intervenu vendredi 22 juillet entre M. Domergue et une délégation de la C.G.T., unique syndicat de l'entreprise.

● Les viticulteurs organiseront des barrages routiers, les 31 juillet et 1^{er} août, dans les départements de Pyrénées-Orientales et de l'Aude, de l'Hérault et du Gard, afin de contrôler les transports de vin et expliquer les raisons de leur mécontentement aux consommateurs, a annoncé, lundi 26 juillet, M. André Cases, dirigeant du Comité d'action viticole (CAV), de l'issue d'une table ronde, tenue à Montpellier en présence de M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

● Manifestation de solidarité internationale pour la libération des prisonniers de conscience de l'Union soviétique, à Paris, le 27 juillet, les soirs d'avenue sur-Elze, où une délégation devait être reçue à la sous-préfecture. Ils espèrent ainsi faire annuler les deux cent soixante licenciements prévus dans cette scierie de mille six cent quatre-vingts salariés. Cette manifestation a provoqué de très nombreux bousillons et des dévotions ont dû être mises en place dans un rayon de 50 kilomètres.

● La comédienne Mimi Mimi a chargé ses avocats d'assigner devant le tribunal de grande instance de Paris l'hebdomadaire Paris-Match, pour atteinte à la vie privée. Cette assignation fait suite à la publication dans l'hebdomadaire, daté du 30 juillet, de la photographie d'Angèle, la fille de Mimi Mimi, et de Patrick Dewaere, parue sans autorisation de la comédienne.

SC.PO
classe préparatoire
CEPES 37, rue de la République, 92100 Nanterre
CHARENTAIS LATIN

En marge de l'affaire « France-Soir »

LES OUVRIERS DU LIVRE C.G.T. SONT REÇUS PAR M. BADINTER

Une délégation du Livre C.G.T. a été reçue, lundi 26 juillet, par M. Badinter, garde des sceaux, et M. Jacquemin, son directeur de cabinet, ainsi qu'il en avait été décidé le 20 juillet, lorsque les ouvriers de la presse parisienne avaient « occupé » le ministère de la Justice (Le Monde du 21 juillet).

Selon les déclarations du garde des sceaux, « aucune affaire judiciaire en cours » ne fut évoquée, mais « seuls ont fait l'objet des conversations les problèmes généraux concernant l'organisation de la presse, le respect du pluralisme des moyens d'information, pour sauvegarder la liberté de la presse et la réforme éventuelle des instruments juridiques garantissant cette liberté ». « Surtout d'avoir pu aborder les problèmes de la profession et de l'écrit en général » pendant plus d'une heure, le comité inter-syndical du Livre parisien souhaite maintenant envisager la réforme de l'ordonnance de 1944, celle qui « nous passeroit », avec le premier ministre.

LE NOUVEAU STATUT DES GARDIENS DE MUSÉE EST PUBLIÉ AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le décret de réorganisation du service qui avait affecté des musées nationaux du mercredi 27 au samedi 30 juillet est écarté après la publication, qui reprend aux vœux de la C.G.T., du nouveau statut des gardiens de musée, a été publié, le mardi 27 juillet.

La C.G.T. avait en effet accepté, dimanche, de suspendre le mouvement à condition que le statut, dont elle réclame l'application, soit publié au Journal officiel. En cas de non-publication, la grève aura repris mercredi, avaient précisé les responsables syndicaux, qui se déclarent, mardi matin, « satisfaits » du texte publié.

Les quatre décrets parus concernent quelque mille cinq cents gardiens des musées nationaux et des monuments historiques, personnels des Archives et jardiniers du patrimoine. Ils prévoient le passage en quatre ans de près de mille agents, de la catégorie « D » de la fonction publique à la catégorie « C », ce qui représente une augmentation mensuelle d'environ 300 F. Une première tranche de gardiens (25 % du total) doit bénéficier dès 1982 de cette promotion qui, en raison du blocage des salaires, ne sera effective qu'à l'automne, effet rétroactif au 1^{er} janvier.

REMONTÉE DU DOLLAR : 6,74 F

Les cours du dollar se sont nettement raffermis mardi 27 juillet, passant de 6,69 F à 6,74 F sur la place de Paris et de 2,40 DM à 2,42 DM sur celle de Francfort. Cette remontée est attribuée à un léger raffermissement des taux d'intérêt américains, les meilleurs financiers internationaux estimant que la diminution de 100 millions de dollars de la dette monétaire des États-Unis, annoncée vendredi dernier, n'était pas suffisante. Deux grandes banques américaines ont, toutefois, ramené leur taux de base de 15 1/2 % à 15 %, ce qui a permis de maintenir le dollar à son niveau.

OUVERT EN AOUT POUR VOUS SERVIR DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE NOUVELLES COLLECTIONS
A partir de 1.350 F 3.000 tissus
Luxueuses droperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS et MANTEAUX sur MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
37, rue de Septembre, Paris Opéra
Tél. : 745-76-01
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

UNIVERSITY OF TUNISCO
Vice-président à Mexico
entre M. Jack Lang
et la délégation américaine

L'évolution de BEYROUTH
L'artillerie et l'aviation

La technique interne

Douze

AU JOUR LE LOUC

Le Louvre a été fermé mardi 27 juillet, à l'occasion de la fête de la Saint-Jacques. Les collections ont été fermées à 17 heures. Les collections de la Grande Galerie ont été fermées à 18 heures. Les collections de la Grande Galerie ont été fermées à 18 heures.